



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

## RAPPORT D'EXECUTION AU 31 MARS DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2024

*Loi n° 2023-01 du 20 décembre 2023 portant loi de finances pour la gestion 2024*

*Mai 2024*

## SOMMAIRE

DEVELOPPEMENT DES SIGLES .....	3
LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES .....	4
RESUME EXECUTIF .....	5
I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2024.....	10
A- Environnement économique international et régional.....	10
B- Matières premières et change.....	12
C- Environnement Économique National .....	13
II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2024.....	16
A- Recettes budgétaires.....	16
A-1- Recettes du budget général.....	17
A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB).....	24
A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) .....	24
B- Dépenses budgétaires au 31 mars 2024.....	26
B-1- Budget Général.....	28
B-2- Budget annexe du FNRB.....	31
B-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).....	32
C- Soldes budgétaires au 31 mars 2024 .....	33
III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2024.....	34
A- Mobilisation des ressources .....	34
B- Exécution des charges de trésorerie .....	35
IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 30 MARS 2024.....	36
A- PERFORMANCE FINANCIERE DES PROGRAMMES BUDGETAIRES .....	36
B- EXECUTION DES DEPENSES DES POLITIQUES TRANVERSALES.....	38
B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires .....	38
B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre .....	38
B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique .....	38
B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics.....	39
CONCLUSION.....	40
ANNEXES .....	41

## DEVELOPPEMENT DES SIGLES

ANDF	: Agence nationale du Domaine et du Foncier
CAGD	: Caisse autonome de la Gestion de la Dette
CGI	: Code général des Impôts
DGB	: Direction générale du Budget
DGD	: Direction générale des Douanes
DGI	: Direction générale des Impôts
DPC	: Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DGTCF	: Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
FMI	: Fonds Monétaire International
FNRB	: Fonds national des Retraites du Bénin
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAC	: Port Autonome de Cotonou
PEM	: Perspectives Economiques Mondiales
PIB	: Produit Intérieur Brut
RAPEX	: Rapport d'Exécution
SIGFP	: Système d'Informations de Gestion des Finances Publiques
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2022, 2023 et 2024 sur le plan international .....	11
Tableau 2 : Evolution de la production agricole de 2022 à 2025 .....	14
Tableau 3 : Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) à fin mars 2024 .....	15
Tableau 4 : Evolution du trafic portuaire au premier trimestre 2024 .....	15
Tableau 5 : Etat des recettes budgétaires au 31 mars 2023 et 2024 .....	18
Tableau 6 : Etat des recettes des régions au 31 mars 2023 et 2024 .....	19
Tableau 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 mars 2024 .....	20
Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2023 et 2024 .....	22
Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2023 et 2024 .....	23
Tableau 10 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 mars 2023 et 2024 .....	24
Tableau 11 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 31 mars 2024 .....	24
Tableau 12 : Point des recettes affectées aux Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2023 et 2024 .....	25
Tableau 13 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement .....	27
Tableau 14 : Evolution des dépenses ordinaires à fin mars 2023 et 2024 .....	30
Tableau 15 : Exécution des dépenses en capital à fin mars 2023 et 2024 .....	31
Tableau 16 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 mars 2023 et 2024 .....	32
Tableau 17 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale au 31 mars 2024 .....	33
Tableau 18 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 mars 2024 .....	33
Tableau 19 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 mars 2024 .....	34
Tableau 20 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2024 .....	35
Tableau 21 : Tableau de financement de l'exécution de la loi de finances à fin mars 2024 .....	36

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2024 en millions de FCFA .....	16
Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2023 .....	17
Graphique n°3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin mars 2023 et 2024 .....	18
Graphique n°4 : Evolution des recettes des régions à fin mars sur la période de 2020 à 2024 .....	19
Graphique n°5 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin mars sur la période .....	27
2020 à 2024 en millions de FCFA .....	27
Graphique n°6 : Evolution des dépenses budgétaires à fin mars 2023 et 2024 (en millions de FCFA) .....	33



## RESUME EXECUTIF

1. Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de l'Etat et de l'application des règles de gestion budgétaire et comptable pour le compte du premier trimestre de l'année 2024. Structuré et élaboré conformément aux bonnes pratiques de bonne gouvernance, il tire son fondement des dispositions de l'article 93 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances. A cet effet, il présente globalement, les résultats budgétaires et de gestion obtenus en matière financière aux fins d'améliorer l'information du parlement et du public d'une part, et de servir d'instrument de contrôles de l'action du gouvernement d'autre part. Dans sa présentation, il met en relief les principaux éléments d'analyse de la politique économique et budgétaire ci-après :

- (a) l'analyse de de la situation de l'économie nationale à travers les indicateurs de haute fréquence;
- (b) les repères et données d'exécution relatives : (i) au budget de l'Etat; (ii) à la gestion de la trésorerie et (iii) leur résultante (le solde d'exécution budgétaire global et le solde de financement) ; et
- (c) l'analyse de la performance des programmes budgétaires au cours de la période sous revue.

2. Au cours du premier trimestre 2024, l'activité économique mondiale a progressé comme en témoigne la plupart des indicateurs de haute fréquence. Cette dynamique est notamment portée par les mesures d'assouplissement des politiques budgétaires des économies avancées pour soutenir la demande à travers l'augmentation des dépenses publiques et privées, et du revenu disponible des ménages. En outre, elle est en lien avec l'expansion de l'offre, caractérisée par une augmentation généralisée du taux d'activité, la restauration des chaînes d'approvisionnement, la réduction des délais de livraison et surtout des répercussions moins néfastes que prévu sur l'activité des mesures de resserrement de la politique monétaire des banques centrales. Au plan national, l'activité économique se raffermie également avec les investissements publics et privés, notamment dans la zone économique spéciale de Glo-Djigbé et les mesures de relance de l'activité économique suite à la levée des sanctions de la CEDEAO à l'encontre du Niger ainsi que le renforcement de la résilience de l'économie face aux chocs endogènes et exogènes.

3. En matière de gestion des finances publiques, les données d'exécution de la loi de finances à fin mars 2024, ressortent une bonne corrélation entre la politique économique et les recettes budgétaires enregistrées (progression soutenue). Les dépenses effectuées quant à elles, affichent une forte cohérence avec les choix du programme d'action du Gouvernement en fléchant davantage les poches d'inégalités pour plus de justice sociale. Les secteurs prioritaires de cette politique sont entre autres, l'eau et l'énergie, l'agriculture, la transformation numérique, l'industrie, la culture et le tourisme, l'assainissement et le cadre de vie. L'enseignement et plus spécifiquement, l'enseignement technique, la santé et

la protection sociale ainsi que la sécurité et la défense constituent également un enjeu de premier ordre dans la politique de développement du pays.

4. Globalement au 31 mars 2024, les recettes brutes budgétaires et les ressources de financement mobilisées s'établissent à 907 861,8 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 3 199 274 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 28,4%. Elles s'inscrivent en hausse de 125 411 millions de FCFA correspondant à une progression de 16% par rapport aux réalisations de montant 782 450,8 millions de FCFA à la même période en 2023. L'amélioration continue des recettes constitue un indicateur de performance budgétaire essentiel pour la consolidation de la résilience de l'économie nationale face aux chocs exogènes.

5. L'exécution du budget de l'Etat et des charges de trésorerie affiche à la même date un montant de 754 805,1 millions de FCFA en engagement, soit un taux d'exécution de 23,6%, marquant une légère baisse de 1 481,1 millions de FCFA par rapport à la même période en 2023. En ordonnancement, elles s'établissent à 687 691,2 millions de FCFA représentant 21,5% des prévisions annuelles. Ce léger repli est dû principalement à la baisse de 40,2% des charges de trésorerie liquidées au cours du trimestre.

5.1. Les programmes budgétaires affichent un montant d'exécution de 312 331,5 millions de francs CFA, représentant 16,4% des prévisions annuelles de montant 1 909 674,9 millions de FCFA. Comparé au niveau d'exécution au 31 mars 2023, ce niveau de réalisation est en légère baisse de 574,8 millions de francs CFA. Les dépenses relatives aux politiques transversales comprenant les dépenses sociales prioritaires, les dépenses à sensibilité directe sur le genre, les dépenses relatives aux changements climatiques et les dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des infrastructures intégrées aux programmes budgétaires, cumulent en termes nominale, respectivement 25 583,1 millions de FCFA soit 106,2% de l'objectif trimestriel ; 5 843,7 millions de FCFA représentant 2,6% des prévisions, 71 199,2 millions de francs CFA, soit 12,9% des prévisions et 8 449 millions de FCFA soit 15% des prévisions.

5.2. Les dotations budgétaires, quant à elles, s'établissent à fin mars 2024 à 233 883,3 millions de FCFA représentant 36,4% des prévisions annuelles de montant 642 025,1 millions de FCFA. Elles connaissent ainsi une hausse de 39,8% par rapport à la situation d'exécution à la même date en 2023 qui était de 167 334,7 millions de francs CFA. La hausse observée est due à la flexibilité donnée aux institutions de la République à mobiliser leurs moyens pour plus d'efficacité dans l'exercice de leur mission.

6. Par grandes composantes, l'exécution à fin mars de la loi de finances, gestion 2024 se présente comme suit :

*A- Le budget de l'Etat*

a- Recettes budgétaires

Les recettes budgétaires à fin mars 2024 s'établissent à 496 521,1 millions de FCFA, soit 23,9% des prévisions annuelles de montant 2 076 000 millions de FCFA. Elles sont en



hausse de 53 841 millions de FCFA correspondant à un taux de progression de 12,2% par rapport aux réalisations de fin mars 2023. La performance observée est la résultante de la politique d'élargissement de l'assiette fiscale déployée depuis 2016, des effets positifs des dispositifs de simplification et de digitalisation des procédures aux contribuables ainsi que du renforcement de la qualité du management au niveau des administrations financières.

#### b- Dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires exécutées à fin mars 2024, comprenant les dépenses effectuées par les ministères et institutions de l'Etat, le Fonds national des Retraites du Bénin ainsi que les opérations des services publics sur les comptes d'affectation spéciale, s'établissent en engagement à 613 328,6 millions de FCFA, en hausse de 93 569,9 millions de FCFA par rapport à la même période en 2023. Elles correspondent à un taux d'engagement comptable de 24% des prévisions annuelles de montant 2 551 700 millions de FCFA.

Sur la base des titres ordonnancés, elles atteignent 546 214,7 millions de FCFA, correspondant à 21,4% des prévisions annuelles.

De façon spécifique, l'exécution des dépenses ordinaires sur la base des titres ordonnancés progresse et s'établit à 356 394,4 millions de FCFA contre 293 295,4 millions de FCFA à la même date en 2023. La hausse enregistrée est principalement portée par les charges financières de la dette publique et les dépenses de transfert.

Les dépenses en capital quant à elles, ont atteint un taux d'exécution, base ordonnancement de 17,3% des prévisions annuelles, soit 167 006,6 millions de francs CFA avec une concentration des dépenses dans les domaines du cadre de vie et de l'assainissement, des infrastructures et transports, du tourisme, de l'énergie, de l'accès à l'eau, de la santé, du numérique, du tourisme et de la protection sociale.

#### c- Solde d'exécution budgétaire

Le solde global des opérations budgétaires à fin mars 2024 ressort déficitaire à 49 693,7 millions de FCFA, base ordonnancement, contre un solde déficitaire de 37 561 millions de FCFA à la même période en 2023. Ce niveau de déficit, correspondant à 10,4% du déficit budgétaire global prévisionnel estimé à 475 700 millions, reste maîtrisé en lien avec la gestion prudente des dépenses de l'Etat et la bonne trajectoire des recettes budgétaires. Il traduit l'efficacité continue de la politique d'alignement des dépenses sur le rythme de recouvrement des recettes budgétaires, d'une part et la politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'administration centrale, d'autre part.

#### *B- Les opérations de trésorerie*

Elles comprennent les ressources de financement et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier.

Au titre du premier trimestre de l'année 2024, les ressources de financement mobilisées atteignent un montant de 411 340,8 millions de FCFA, correspondant à 36,6% des

prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation s'explique principalement par les émissions sur les obligations du trésor, les prêts projets et les obligations internationales (Eurobond) qui totalisent 88,5% des ressources de financement mobilisées.

Les charges de trésorerie, quant à elles, sont exécutées à hauteur de 141 476,5 millions de FCFA, sur une prévision annuelle de 647 575 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 21,8% contre 34,4% à fin mars 2023.

Le besoin de financement (solde budgétaire et charges de trésorerie) issu de l'exécution de la loi de finances pour la gestion 2024, à fin mars, s'établit à la somme de 191 170,2 millions de FCFA. Les ressources de financement ayant atteint 411 340,8 millions de FCFA, ce besoin a été entièrement couvert et le solde global de financement ressort excédentaire à 220 170,6 millions de FCFA.



## INTRODUCTION

Le rapport d'exécution de la loi de finances est élaboré par le Gouvernement conformément aux dispositions de l'article 93 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances pour présenter trimestriellement à la Représentation nationale et du public, les résultats financiers et de gestion obtenus. A cet effet, il rend compte de l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'administration centrale et évalue la bonne application des règles de gestion édictées. Sa rédaction et sa publication participent au renforcement de l'information budgétaire et financière des citoyens en général et des parlementaires en particulier.

Le présent rapport qui contient des informations économiques et financières rend compte de la gestion des finances publiques. Il expose et analyse l'exécution budgétaire dans tous ses compartiments en ressortant prioritairement les éléments de contexte ainsi que les principales données comptables obtenus afin de proposer au besoin, ou de faire susciter du parlement ou du public, des repères de réajustement de la politique budgétaire pour un meilleur atterrissage et l'atteinte des cibles prioritaires.

Au titre du premier trimestre 2024, l'exécution de la loi de finances enregistre globalement de meilleurs résultats tant aux plans budgétaire et financier qu'en matière de respect des règles de gestion. Les taux de collecte de recettes enregistrés ainsi que la mise en œuvre rigoureuse des activités planifiées au moyen d'outils de gestion en sont une illustration. Les recettes budgétaires brutes en valeur nominale progressent par rapport à la même période de 2023 et les dépenses se sont davantage consolidées autour des activités à impact social et porteuses de croissance économique.

Le rapport d'exécution de la loi de finances au 31 mars 2024 est structuré comme ci-après :

- la présentation de la conjoncture économique à fin mars ;
- les résultats de l'exécution budgétaire et des opérations de trésorerie ;
- l'analyse des soldes budgétaire et de financement ;
- l'analyse de la performance financière des programmes budgétaires.

Il est joint en annexe les modifications des crédits intervenues au cours de la période sous revue ainsi que les différentes données contenues dans le rapport présentées suivant les quatre classifications obligatoires définies par la nomenclature budgétaire de l'Etat.

## I- SITUATION ECONOMIQUE A FIN MARS 2024

### A- Environnement économique international et régional

L'activité économique mondiale a progressé au premier trimestre 2024 comme en témoigne la plupart des indicateurs de haute fréquence. L'indice des directeurs d'achats PMI composite est ressorti en moyenne à 52,1 points au premier trimestre 2024 après 50,5 points au quatrième 2023, montrant ainsi une croissance soutenue de l'activité économique sur la période sous revue. De plus, le baromètre de l'OMC du premier trimestre 2024 a affiché une amélioration, montrant une bonne tenue du commerce mondial des marchandises par rapport au trimestre précédent. Cependant, cette progression de l'économie mondiale s'effectuerait à un rythme lent et ne concernerait pas toutes les régions. Selon le Fonds Monétaire International (FMI, avril 2024), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2024 comme en 2025. Malgré cette performance étonnamment résiliente, plusieurs risques défavorables à la croissance restent plausibles, notamment les nouvelles hausses des prix des matières premières liées aux conflits régionaux (l'intensification du conflit entre Gaza et Israël, la poursuite des attaques dans la mer Rouge et la guerre en cours en Ukraine), la persistance de l'inflation et les tensions financières dans certains pays émergents et en développement, l'essoufflement de la reprise en Chine et l'intensification de la fragmentation géoéconomique.

Aux États-Unis, l'activité a été soutenue. L'indice PMI Composite s'est établi en moyenne à 52,2 au premier trimestre 2024 contre 50,8 au quatrième trimestre 2023, avec une expansion plus rapide des services et une nette reprise du secteur manufacturier. Le renforcement de l'activité économique du secteur privé sur la période sous revue profiterait à un marché du travail qui demeure dynamique. Selon le FMI, la croissance du pays devrait s'accélérer pour atteindre 2,7% en 2024.

Dans la Zone Euro, l'activité économique se remet peu à peu des effets de son exposition relativement forte à la guerre en Ukraine. La dynamique perceptible de la désinflation soutient l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, la baisse des taux d'intérêt et devrait stimuler la reprise économique. L'activité du secteur privé est toutefois ressortie faible mais à un niveau plus élevé que celui du quatrième trimestre 2023 (47,2). L'activité manufacturière continue de se contracter alors que celle des services semble se stabiliser. Le marché de l'emploi demeure solide avec un taux de chômage stable pour le troisième mois consécutif à 6,5%. La croissance de la zone devrait se redresser de son faible taux estimé à 0,4% en 2023 pour s'afficher à 0,8% en 2024 d'après le FMI (FMI, avril 2024).

En Chine, la reprise de l'activité économique se poursuit, soutenue par les mesures publiques de soutien au secteur immobilier et les dépenses liées au festival du Nouvel An lunaire. Cette dynamique a profité au secteur privé dont les activités se sont renforcées comme le montre l'indice PMI composite qui s'est établi en moyenne à 52,7 au premier trimestre 2024 après 51,4 au quatrième trimestre 2023. Le rythme d'expansion est plus robuste pour les services que pour le secteur manufacturier. Selon le FMI, la croissance du PIB en Chine devrait s'afficher à 4,6% en 2024 contre 5,2% en 2023. Cependant, elle reste



entourée par divers risques, liés à une crise immobilière persistante, une hausse du chômage des jeunes, des défis géopolitiques, ainsi que des contraintes structurelles à la croissance dont le vieillissement de la population, une croissance ralentie de la productivité et une dette élevée.

En Afrique subsaharienne, les perspectives économiques s'améliorent légèrement mais restent très inégales entre les pays. Le produit intérieur brut de la zone devrait enregistrer une accélération pour passer de 3,3% en 2023 à 4,1% en 2024, à la faveur de l'assouplissement des conditions financières mondiales, de l'atténuation des effets négatifs des chocs climatiques antérieurs et de l'amélioration des problèmes d'approvisionnement. Ce regain de croissance en 2024 varie considérablement d'un groupe de pays à l'autre. Il tient, pour l'essentiel, à une embellie dans les pays exportateurs de pétrole (à l'exception du Nigéria). Quant aux pays dont l'économie est plus diversifiée, leur taux de croissance durablement élevés devrait rester inchangé.

Au Nigéria, l'activité économique est confrontée à la pénurie de devises, aux niveaux d'inflation très élevés et à la chute brutale du naira. D'après le FMI, ces situations compliquent le fonctionnement des entreprises, alors même que celles-ci viennent de passer le cap en renouant avec leur rentabilité d'avant la pandémie. Malgré ces difficultés, le FMI a révisé à la hausse la croissance économique du pays de 0,3 point de pourcentage qui pourrait s'afficher à 3,3% en 2024. Cette amélioration est soutenue par son secteur pétrolier.

Tableau 1 : Inflation et croissance économique en 2022, 2023 et 2024 sur le plan international

	Inflation			Taux de croissance		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
<b>Monde</b>	8,7	6,8	5,2	3,5	3,2	3,2
<b>Pays avancés</b>	7,3	4,6	2,6	2,6	1,6	1,7
<b>Etats-Unis</b>	8,0	4,1	2,9	1,9	2,5	2,7
<b>Zone Euro</b>	8,4	5,4	2,4	3,4	0,4	0,8
<b>Japon</b>	2,5	3,3	2,2	1,0	1,9	0,9
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	9,8	8,3	6,8	4,1	4,3	4,2
<b>Chine</b>	0,2	1,0	2,0	3,0	5,2	4,6
<b>Afrique subsaharienne</b>	14,5	16,2	15,3	4,0	3,4	3,8
<b>UEMOA</b>	7,1	3,7	2,1	5,7	4,9	6,6
<b>Nigéria</b>	18,8	24,7	26,3	3,3	2,9	3,3

Source : FMI, avril 2024

## B- Matières premières et change

Le cours de l'or blanc a été orienté à la hausse. La hausse du cours s'explique d'une part par la forte demande chinoise en lien avec le Nouvel An lunaire dans le pays et, d'autre part, par la demande soutenue de l'Inde. A cela, s'ajoutent les perspectives du département américain de l'agriculture (USDA) annonçant la réduction de la production américaine du coton et la baisse des stocks mondiaux. Ainsi, la valeur moyenne de l'Indice cotlook A de Liverpool est ressortie à 1 294,0 FCFA/kg au premier trimestre 2024 contre 1 240,6 FCFA/kg le trimestre précédent, soit une hausse de 4,3%. Sur un an (01), le cours du coton a régressé de 1,2%.

Le prix du riz thaïlandais s'est également inscrit à la hausse. Le prix moyen est ressorti à 392 965 FCFA la tonne contre 378 831 FCFA la tonne le trimestre précédent, soit une hausse de 3,7%. Comparé au premier trimestre 2023, il est noté également une progression de 26,1%. Cette tendance reflète les répercussions d'El Nino sur la Thaïlande et l'Indonésie d'une part et, les restrictions imposées par le gouvernement indien sur les exportations de riz indien.

Le cours du baril de Brent est ressorti en moyenne à 81,83 USD au premier trimestre 2024, soit une baisse de 4,0% par rapport au dernier trimestre 2023. Cette baisse s'explique par les incertitudes sur la demande mondiale du pétrole, en lien avec la faiblesse de la demande chinoise et le rythme faible de la croissance de l'économie mondiale. En comparaison au premier trimestre de l'année 2023, il est noté une remontée de 1,5%, imputable à la décision de plusieurs membres de l'OPEP+ de prolonger de trois mois jusqu'à fin juin 2024 leurs dernières réductions volontaires de l'offre, ainsi que par des craintes de perturbation des approvisionnements suite à une escalade des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Le prix moyen du soja affiche une baisse de 5,5% par rapport au dernier trimestre 2023. Le prix moyen s'affiche à 312 977 FCFA au premier trimestre 2024 contre 331 321 FCFA la tonne un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le prix du soja a connu une diminution de 19,4%. La chute des cours est liée à une amélioration des conditions de croissance des cultures en Amérique du Sud. En outre, la hausse des stocks mondiaux, la faiblesse de l'économie mondiale et surtout la diminution du cheptel porcin en Chine ont également pesé sur les cours mondiaux du soja.

Le cours de blé poursuit sa tendance baissière. La surabondance de l'offre mondiale de blé dur (HWR) et la faiblesse de la demande continuent d'influencer les cours à la baisse pour un troisième trimestre consécutif. Le cours mondial du blé a affiché une valeur moyenne de 168 605 FCFA la tonne au premier trimestre 2024 contre 177 469 FCFA la tonne le trimestre précédent et 233 346 FCFA la tonne au premier trimestre 2023, soit des baisses respectives de 5,0% et 27,7%.

Le dollar américain se déprécie. Sur le marché des changes, le dollar américain a affiché une valeur moyenne de 604,18 FCFA au cours du premier trimestre 2024 contre 609,91



FCFA au trimestre précédent, soit une dépréciation de 0,9% par rapport au FCFA. Cette dépréciation est en lien avec le maintien du taux directeur inchangé par la FED pour le cinquième mois consécutif et qui prévoit la réduction de trois quarts de point de pourcentage du taux directeur en 2024 (Reuters, mars 2024). En glissement annuel, le dollar américain a enregistré une baisse de 1,2% par rapport au FCFA.

Le cours du Naira s'est affaîssi. Le cours de la monnaie nigériane s'est inscrit en baisse de 69,8% par rapport au dernier trimestre 2023. Par rapport au premier trimestre 2023, il est également noté une baisse de 84,6%. Cette évolution du Naira est imputable entre autres à la faiblesse du prix du pétrole (principale source de revenu du Nigeria) et à l'adoption du régime de change flexible avec les devises étrangères.

Le Yuan chinois a régressé. Le cours de la monnaie chinoise est ressorti en baisse de 0,5% par rapport au dernier trimestre 2023. En comparaison avec le même trimestre de l'année 2023, il s'est établi également en baisse de 5,9%. L'affaiblissement de la monnaie chinoise s'explique, entre autres, par les attentes croissantes du marché sur un assouplissement monétaire pour soutenir l'économie chinoise, par la fin de la politique de taux d'intérêt négatif par la banque du Japon et surtout par le renforcement du dollar américain.

### C- Environnement Économique National

L'activité économique au plan national est analysée à travers les indicateurs tels que la production agricole, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI), l'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA), l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) et le trafic aéroportuaire.

Après la bonne performance enregistrée au terme de la campagne 2023/2024, la production agricole pourrait ressortir globalement robuste au terme de la campagne 2024/2025. Selon les données prévisionnelles du scénario de référence, la production vivrière enregistrerait un accroissement de 6,9%, imputable aux différentes cultures, à l'exception des cultures maraîchères qui pourraient afficher une régression de 7,1%. Quant à la production des cultures industrielles, elle enregistrerait des performances meilleures que celles de la campagne 2023/2024, notamment la production du coton, de l'anacarde, de l'huile de palme, des mangues et de l'orange. Ces performances seraient impulsées par la poursuite des actions et réformes qui ont démarré depuis quelques années, notamment par le renforcement de l'encadrement des producteurs, la mise en place, à bonne date et en quantité suffisante, des intrants coton et des intrants spécifiques pour la production vivrière, la poursuite de la mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (''PNDF\_HVA'' Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers), l'amélioration nette des rendements, etc.

Tableau 2 : Evolution de la production agricole de 2022 à 2025

Cultures	2022/2023	2023/2024	2024/2025*	Variation (%)	
	(1)	(2)	(3)	(2)/(1)	(3)/(2)
Production vivrière	11 352 809	12 152 187	12 994 009	7,0	6,9
<i>Céréales</i>	2 297 373	2 737 481	3 085 052	19,2	12,7
<i>Racines et tubercules</i>	7 624 160	7 851 764	8 146 685	3,0	3,8
<i>Légumineuses</i>	756 087	845 577	1 095 967	11,8	29,6
<i>Cultures maraîchères</i>	675 188	717 365	666 304	6,2	-7,1
Coton	588 110	599 305	701 315	1,9	17,0
Ananas	472 514	477 428	475 742	1,0	-0,4
Anacarde	187 033	203 844	209 148	9,0	2,6

Source : DGE, sur la base des données de la DSA/MAEP, mai 2024 ; \* Données prévisionnelles

Les indicateurs conjoncturels du secteur secondaire sont globalement ressortis positif, à fin mars 2024, malgré les risques élevés sur la montée des prix des matières premières.

La production d'énergie est en hausse. La production s'est accrue de 66,4% par rapport au trimestre précédent et de 13,0% par rapport à son niveau un an plus tôt. Cette hausse est due à une forte augmentation de la production de la SBPE mais surtout de la SBEE. La production de la SBPE a progressé de 64,8% par rapport au dernier trimestre 2023 tandis que celle de la SBEE a enregistré une hausse notable de 962,9%. En glissement annuel, il ressort une amélioration de 12,4% pour la SBPE et 112,4% pour la SBEE. La hausse importante de la production de la SBEE s'explique par une production d'énergie d'appoint à travers le fonctionnement de la centrale électrique de Maria-Gléta en fuel afin de répondre aux pics de consommation d'énergie électrique sur la période sous revue. Depuis septembre 2023, les ventes d'énergie électrique continuent de croître. A fin février 2024, les ventes d'énergie électrique se sont accrues de 10,0% par rapport à fin février 2023, en lien notamment avec l'amélioration des ventes d'énergies en Prépayés (9,7%) et de celles de haute et moyenne tension (19,4%).

La production d'eau est globalement en croissance. Au premier trimestre 2024, le niveau de production d'eau affiche une progression de 3,9% par rapport au même trimestre de l'année 2023. La production d'eau a atteint 15 853 844 m<sup>3</sup> au premier trimestre 2024 contre 15 260 826 m<sup>3</sup> au même trimestre de l'année 2023. Par rapport au dernier trimestre 2023, la production d'eau a également enregistré une légère progression de 0,4%.

L'activité économique analysée du point de vue de la dynamique des activités dans les grandes et moyennes entreprises, indique une conjoncture favorable avec un Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) qui, en glissement annuel, affiche une progression de 3,7%. Cette Performance est principalement portée par les branches « Autres services » (75,1%), « construction et travaux de construction » (2,7%), « banques et SFD » (29,9%) et « postes et télécommunications » (9,1%).



Tableau 3 : Indice global du Chiffre d'Affaires (ICA) à fin mars 2024

	Janvier à Mars 2023 (2)	Janvier à Mars 2024 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)
PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DES ACTIVITÉS DE SOUTIEN	125,1	126,6	1,3
PRODUITS DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	32,1	53,5	66,8
INDUSTRIES AGROALIMENTAIRE	180,4	178,0	-1,3
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	163,5	154,4	-5,5
ELECTRICITE GAZ ET EAU	131,5	151,6	15,3
CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION	119,6	153,7	28,5
COMMERCE	147,4	122,1	-17,1
TRANSPORTS	109,8	119,4	8,8
SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	235,8	209,1	-11,3
POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	134,1	146,3	9,1
BANQUES ET SFD	115,8	150,4	29,9
ASSURANCES	221,8	223,8	0,9
AUTRES ACTIVITES FINANCIERES	222,1	226,5	2,0
AUTRES SERVICES	199,0	348,6	75,1
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>141,8</b>	<b>147,0</b>	<b>3,7</b>

Source : DPC/DGE, Février 224

Le trafic global de marchandises a progressé de 3,2% par rapport au quatrième trimestre 2023. Cet accroissement est imputable à la hausse des exportations (90,1%) et à la reprise des transbordement (3,6%). Par ailleurs, depuis janvier 2024, le volume mensuel des importations augmente progressivement en se rapprochant de ses niveaux il y a un (1) an. En revanche, le volume des exportations a rattrapé son niveau en glissement annuel depuis juillet 2023.

Tableau 4 : Evolution du trafic portuaire au premier trimestre 2024

	Octobre à Décembre 2023 (2)	Janvier à Mars 2024 (1)	Variation (1) par rapport (2) (en %)
Navires de commerce accostés	179	159	-11,2
<b>Volume global de marchandises</b>	<b>1 896 736</b>	<b>1 957 921</b>	<b>3,2</b>
<i>Volume des importations</i>	<i>1 443 772</i>	<i>1 257 511</i>	<i>-12,9</i>
<i>Volume des exportations</i>	<i>299 583</i>	<i>569 567</i>	<i>90,1</i>
<i>Transbordement</i>	<i>68 613</i>	<i>71 086</i>	<i>3,6</i>
<i>Tare</i>	<i>86 181</i>	<i>59 756</i>	<i>-30,7</i>

Source : PAC, mai 2024

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation du mois de mars 2024 a enregistré une hausse de 0,4% par rapport à un mois plus tôt. La hausse mensuelle de l'indice est principalement imputable à l'augmentation des prix des biens des fonctions « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+2,3%). En glissement annuel, la variation de l'IHPC est demeurée stable contre une variation de 0,2% un mois plus tôt. Le taux d'inflation au niveau national au titre du mois de mars 2024, suivant la définition adoptée

dans l'espace UEMOA, est ressorti à 1,4% contre 2,0% un mois plus tôt, soit un repli de 0,6 point de pourcentage.

## II- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 MARS 2024

La présente partie fait le point du niveau de mobilisation des produits de recettes et d'exécution des dépenses budgétaires ainsi que le solde budgétaire qui en découle. Les données exploitées sont issues des informations collectées auprès des administrations financières et du SIGFP.

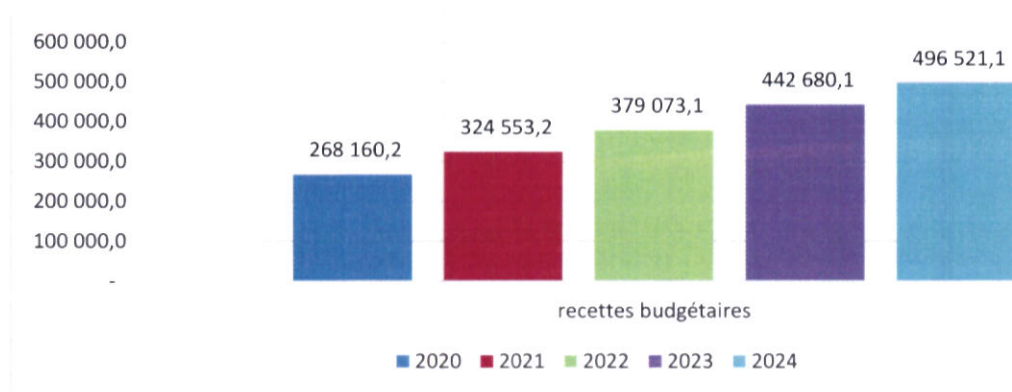
### A- Recettes budgétaires

Cette composante du budget de l'Etat retrace les produits de recettes provenant du budget général (Impôt, Douane, Trésor, Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF), dons et autres produits assimilés), du budget annexe (Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)) ainsi que des comptes d'affectation spéciale.

A fin mars 2024, les recettes budgétaires se sont établies à 496 521,1 millions de FCFA. Elles représentent 23,9% de la prévision annuelle dont le montant est de 2 076 000 millions de FCFA. Elles sont en augmentation de 53 841 millions de FCFA par rapport au montant réalisé à la même période de l'année 2023, soit une progression de 12,2%. La performance observée est soutenue entre autres par les effets positifs de la politique d'élargissement de l'assiette fiscale déployée au moyen de plusieurs actions de réformes (digitalisation des services offerts par les régies et généralisation des machines électroniques certifiées de facturation, interconnexion des bases des contribuables, exemption de pénalité pour les déclarations spontanées des opérations antérieures, etc.) et le renforcement de la qualité du management au niveau des administrations financières.

Le graphique n°1 présente en millions de FCFA, l'évolution des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2024 malgré la situation économique peu reluisante ces dernières années marquées par une succession de crises et autres tensions qui affectent l'économie mondiale et sous régionale.

Graphique n°1 : Evolution nominale des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2024 en millions de FCFA

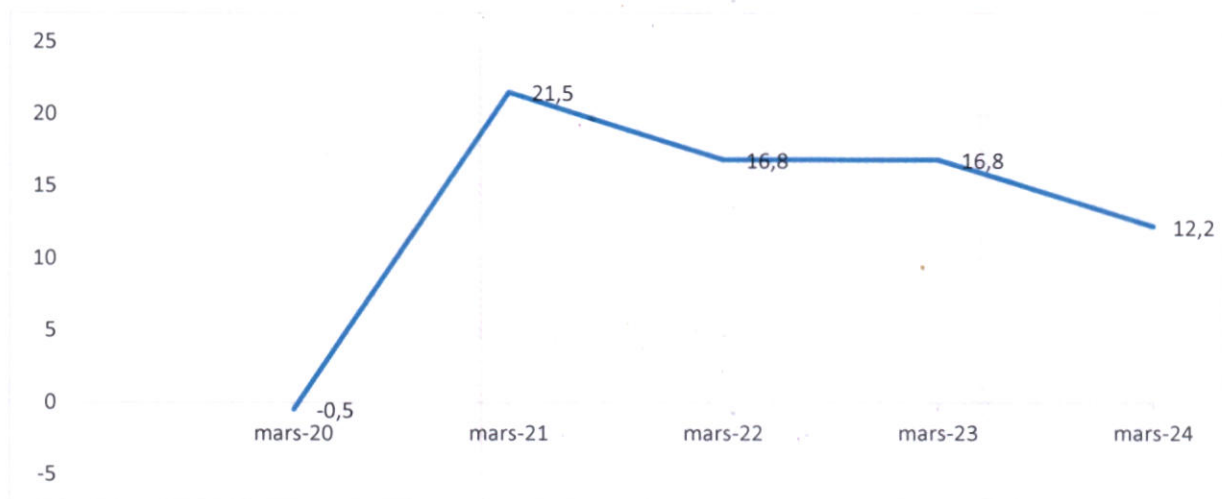


Source : DGB, mai 2024



Le graphique n°2 montre l'évolution du taux d'accroissement en pourcentage des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2023.

**Graphique n°2 : Evolution du taux d'accroissement des recettes budgétaires à fin mars sur la période de 2020 à 2023**



*Source : DGB, mai 2024*

En termes d'accroissement, les recettes budgétaires ont progressé sur les cinq dernières années. On note une amélioration continue dans le temps grâce aux différentes réformes en cours dans les administrations financières. Après un rebond en 2021, à la suite des effets négatifs de la COVID 19 sur l'économie en 2020, le niveau de mobilisation des recettes budgétaires en termes d'accroissement s'est stabilisé entre 2022 et 2023. Par contre en 2024, on enregistre une baisse du niveau d'accroissement par rapport à l'année 2023.

Cet état de chose est principalement en lien avec les événements négatifs enregistrés vers la fin de l'année 2023 sur l'économie nationale. Il s'agit entre autres : i) des conditions climatiques défavorables pour l'agriculture en début de campagne 2023/2024 ; ii) des élections au Nigeria qui ont abouti à la levée des subventions des produits pétroliers et au désarrimage de la Naira au dollar, (iii) la situation politique dans le sahel et les sanctions prononcées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest à l'encontre du Niger.

Par composantes, les produits de recettes budgétaires recouverts au cours du premier trimestre de l'année 2024 se présentent comme suit :

### **A-1- Recettes du budget général**

Les recettes du budget général sont constituées des recettes des régies financières (Impôts, Douanes et Trésor), de l'ANDF, des dons et autres produits assimilés.

Au 31 mars 2024, les recettes du budget général s'élèvent à 479 747,3 millions de F CFA. En considérant les recettes affectées, elles s'établissent à **482 875,3 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 2 009 420 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 54 170 par rapport aux réalisations à fin mars 2023. Les principales sources de cette mobilisation demeurent les régies financières de l'Etat que sont les administrations des impôts, de la

douane et du trésor qui contribuent à plus de 97% des recettes budgétaires mobilisées à fin mars 2024.

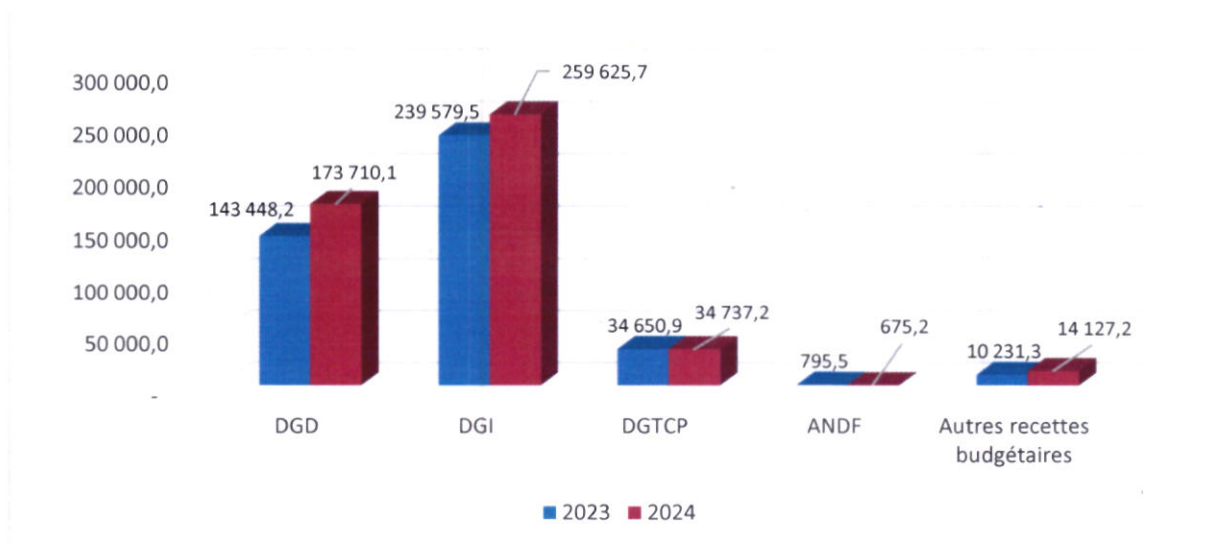
Le tableau n°6 et le graphique n°3 ci-après montrent l'évolution des produits de recettes brutes du budget général à fin mars 2023 et 2024.

**Tableau 5 : Etat des recettes budgétaires au 31 mars 2023 et 2024**

En millions de FCFA								
Régies	Prévision Annuelle 2023	Réalisation au 31 mars 2023 (a)	Taux (%)	Prévision Annuelle 2024	Réalisation au 31 mars 2024 (b)	Taux (%)	Ecart (b)-(a)	Taux d'accrois (%)
Douanes	603 452	143 448,2	23,8	702 372	173 710,1	24,7	30 261,9	21,1
Impôts	874 900	239 579,5	27,4	1 112 580	259 625,7	23,3	20 046,2	8,4
Trésor	162 348	34 650,9	21,3	99 768	34 737,2	34,8	86,3	0,2
ANDF	5 000	795,5	15,9	5 000	675,2	13,5	- 120,3	- 15,1
Dons budgétaires	46 600	-	-	23 000	-	-	-	-
Fonds de concours	78 850	10 231,3	13,0	66 700	14 127,2	21,2	3 895,9	38,1
<b>Total</b>	<b>1 771 150</b>	<b>428 705</b>	<b>24,2</b>	<b>2 009 420</b>	<b>482 875,3</b>	<b>24,0</b>	<b>54 170,0</b>	<b>12,6</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, avril 2024

**Graphique n° 3 : Evolution des réalisations brutes des recettes du budget général à fin mars 2023 et 2024**



Source : DGB, mai 2024

### A-1-1-Recettes des régies financières

Les régies financières (Impôts, Douanes et Trésor) ont collecté au terme du premier trimestre de l'année 2024, des recettes brutes qui s'élèvent à **468 073 millions de FCFA**, en hausse de 50 394,4 millions de FCFA par rapport à l'année 2023. Cette hausse qui est portée par l'ensemble des régies financières, correspond à un taux de progression de 12,1% par rapport au montant de 417 678,5 millions de FCFA réalisé à fin mars 2023.



Le niveau de recouvrement des produits de recettes par régie financière au 31 mars 2023 et 2024, est récapitulé dans le tableau n°7 ci-après :

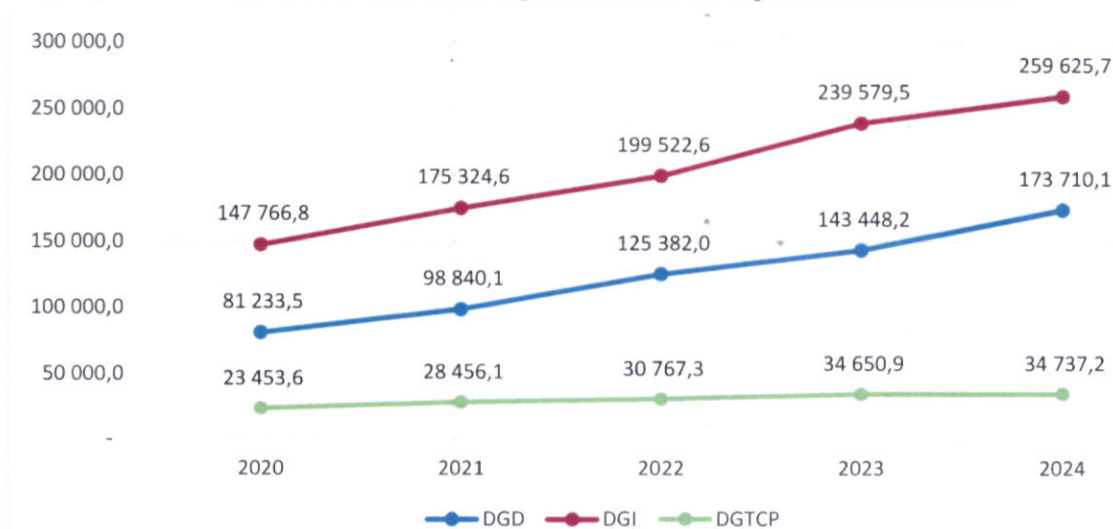
Tableau 6 : Etat des recettes des régies au 31 mars 2023 et 2024

En millions de FCFA								
Régies	Prévision Annuelle 2023	Réalisation au 31 mars 2023 (a)	Taux (%)	Prévision Annuelle 2024	Réalisation au 31 mars 2024 (b)	Taux (%)	Ecart (b)-(a)	Taux d'accrois (%)
Douanes	603 452	143 448,2	23,8	702 372	173 710,1	24,7	30 261,9	21,1
Impôts	874 900	239 579,5	27,4	1 112 580	259 625,7	23,3	20 046,2	8,4
Trésor	162 348	34 650,9	21,3	99 768	34 737,2	34,8	86,3	0,2
Total	1 640 700	417 678,5	25,5	1 914 720	468 073,0	24,4	50 394,4	12,1

Source: DGB, sur la base des données fournies par les régies financières, avril 2024

Le graphique n°4 ci-après présente l'évolution des recettes brutes par régie sur les cinq (05) dernières années à fin décembre.

Graphique n° 4 : Evolution des recettes des régies à fin mars sur la période de 2020 à 2024



Source : DGB, sur la base des données des régies, mai 2024

L'analyse du graphique montre une évolution du niveau de mobilisation des recettes des différentes régies. Cette performance résulte de l'effet de la bonne dynamique de l'économie nationale et des réformes insufflées au niveau des dispositifs de collecte des produits de recettes à travers la politique d'élargissement fiscal et la qualité du management au niveau des administrations financières.

Les éléments explicatifs de la performance réalisée, par régie financière, se présentent ainsi qu'il suit :

### A-1-1-1 Direction générale des Douanes (DGD)

Les produits de recettes brutes recouverts par la DGD à fin mars 2024, s'établissent à la somme de 173 710,1 millions de FCFA, en hausse de 30 261,9 millions de FCFA par rapport aux réalisations à fin mars 2023, ce qui correspond à une progression de 21,1%. Rapportés à l'objectif de la loi de finances, gestion 2024 qui est de 702 372 millions de FCFA, ils affichent un taux de recouvrement de 24,7% contre 23,8% à fin mars 2023.

Comparé à l'objectif trimestriel de 164 661 millions de francs CFA, on note un taux de réalisation sur la période de 105,5% largement supérieur à l'objectif trimestriel.

Cette performance réalisée par l'administration douanière malgré les perturbations enregistrées sur la connexion au réseau internet du fait d'une panne technique dans la sous-région Ouest-africaine est principalement en lien avec les différentes réformes en cours dans le secteur et l'implémentation d'une mesure d'abattement sur les volailles et les poissons pour booster les recettes. Mais, son effet sur les recettes reste encore faible.

Toutefois, des potentiels d'amélioration du niveau des recettes sont envisagés pour le trimestre prochain. Il s'agit de :

- la poursuite de la veille pour le positionnement des navires des produits pourvoyeurs de recettes ;
- la gestion des conteneurs de volailles/poissons au Port de Cotonou ;
- la poursuite du renforcement des mesures de recouvrement sur les restes à recouvrer ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude.

Par nature de droits et taxes, les recouvrements effectués par les services de la DGD au 31 mars 2024 sont retracés dans le tableau n°8 ci-dessous.

Tableau 7 : Point du recouvrement des recettes de la DGD au 31 mars 2024

En millions de FCFA							
Nature des recettes	Prévision Annuelle 2023	Réalisation au 31 mars 2023 (a)	Taux en %	Prévision Annuelle 2024	Réalisation au 31 mars 2024 (b)	Taux en %	Ecart (b-a)
<b>I- Recettes fiscales</b>	600 000	142 429,8	23,7	698 920	172 909,8	24,7	30 480,0
1- Impôt et taxes intérieurs sur les biens et services	312 588	70 490,4	22,6	329 663	93 131,8	28,3	22 641,5
2- Droits et taxes à l'importation	238 790	56 526,7	23,7	281 814	61 924,8	22,0	5 398,1
3- Droits et taxes à l'exportation	11 193	5 873,9	52,5	39 699	7 629,2	19,2	1 755,2
4- Autres recettes fiscales	37 429	9 538,8	25,5	47 743	10 224,1	21,4	685,3
<b>II-Recettes non fiscales</b>	3 452	1 018,4	29,5	3 452	800,3	23,2	- 218,1
<b>Total général</b>	<b>603 452,0</b>	<b>143 448,2</b>	<b>23,8</b>	<b>702 372</b>	<b>173 710,1</b>	<b>24,7</b>	<b>30 261,9</b>

Source : DGD/BSC/SVSTD, avril 2024



#### A-1-1-2- Direction générale des Impôts (DGI)

Les produits de recettes fiscales brutes recouverts par l'Administration des Impôts à fin mars 2024 ont enregistré une progression de 8,4% en glissement annuel, en s'établissant à 259 625,7 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 1 112 580 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation trimestriel de 23,3%. En valeur absolue, le niveau de progression des produits de recettes de la Direction générale des Impôts au premier trimestre de 2024 est de 20 046,2 millions de FCFA.

Cet écart positif observé est imputable à la bonne tenue des impôts sur les biens et services, des impôts sur les revenus salariaux, et des impôts sur les propriétés en lien avec les réformes mises en œuvre, l'amélioration de la qualité du service fourni par les personnels des centres des impôts, la dématérialisation de l'essentiel des formalités déclaratives et de paiement et la volonté de l'administration fiscale de maintenir la dynamique de mobilisation des recettes amorcée depuis 2018.

En effet, les impôts sur les biens et services sont ressortis à 113 687,9 millions de FCFA au 31 mars 2024, en augmentation de 3 391,7 millions de FCFA par rapport au montant de 110 296,2 millions de FCFA réalisé à la même période de 2023. Cette performance des impôts sur les biens et services est principalement imputable à la bonne tenue de la taxe sur la valeur ajoutée principal pourvoyeur de recettes fiscales intérieures, de la taxe sur les activités financières et d'assurance, et la taxe sur les ventes de services de communication électronique.

S'agissant des recettes des impôts sur les revenus salariaux, ils ont connu par rapport au niveau de mobilisation de la même période de l'exercice passée, une hausse de 12,4% correspondant à 4 222,7 millions de FCFA en valeur absolue. Cet accroissement serait imputable aux effets des récentes réformes portant sur les traitements et salaire notamment la réforme de déclaration des impôts sur salaires et des cotisations sociales sur un même formulaire, le réaménagement des barèmes d'imposition à l'ITS, la mesure sur le versement patronal sur salaire, la revalorisation des salaires opérée par le Gouvernement en décembre 2022 et l'accroissement des nouveaux salariés en lien avec les projets d'infrastructures en cours et les unités de production de la GDIZ

Les impôts sur la propriété de leurs côtés ont enregistré un accroissement de 50,8% en glissement annuel en s'affichant à 11 718,0 millions de FCFA contre 7 770,4 au premier trimestre de 2023. Cette embellie des impôts sur le patrimoine est induite notamment par la bonne tenue des droits d'enregistrement (+ 2 997,5 millions de FCFA) et de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (+ 2 204,9 millions de FCFA) en lien avec la réforme instituant le paiement obligatoire de la TVM de l'année en cours comme préalable au renouvellement de l'assurance automobile et à l'occasion des visites techniques et l'élargissement de l'assiette d'imposition à la TVM aux véhicules immatriculés au nom de l'Etat et de ses démembrements.

Quant aux impôts sur les revenus non salariaux, ils ont enregistré un repli de 11 696,7 millions de FCFA par rapport à la même période de 2023, ressortant à 73 272,5 millions de FCFA à fin mars 2024 induit notamment par la baisse de l'impôt sur les sociétés (-33,9%), de l'impôt sur les bénéfices d'affaires catégories bénéfiques industriels et commerciaux (-26,4%), de l'impôt sur les plus-values immobilières (-41,2%).

La situation de recouvrement des recettes de la DGI, par nature d'impôt, au 31 mars 2024 est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Point du recouvrement des recettes de la DGI au 31 mars 2023 et 2024

Natures des Recettes	En millions de FCFA						
	Prévision annuelle 2023	Réalisation au 31 mars 2023 (a)	Taux (%)	Prévision annuelle 2024	Réalisation au 31 mars 2024 (b)	Taux (%)	Ecarts (b-a)
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	277 154,8	84 969,2	30,7	357 178,3	73 272,5	20,5	-11 696,7
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	117 955,0	33 975,6	28,8 *	148 278,9	38 198,3	25,8	4 222,7
3- Impôts sur les Biens et Services	436 771,5	110 296,2	25,3	464 809,0	113 687,9	24,5	3 391,7
4- Impôts sur la Propriété	38 107,9	7 770,4	20,4	41 358,1	11 718,0	28,3	3 947,6
5- Autres Recettes Fiscales	4 910,4	2 568,1	52,3	100 955,7	22 748,9	22,5	20 180,8
<b>TOTAL</b>	<b>874 900</b>	<b>239 579,5</b>	<b>27,4</b>	<b>1 112 580</b>	<b>259 625,7</b>	<b>23,3</b>	<b>20 046,2</b>

Source : DPSE-RNI/DGI avril 2024

En cours d'année 2023, certains produits de recettes prélevés par la DGTCP ont été reclassés en recettes fiscales en raison de leur nature. Ainsi, les recettes brutes de la DGI ressortaient au 31 mars 2023 à 256 802,9 millions de FCFA sur un objectif annuel ajusté de 949 392 millions de FCFA. C'est cette nouvelle structuration des recettes qui a servi de base aux prévisions de 2024.

#### A-1-1-3- Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGTCP)

Au 31 mars 2024, les recettes non fiscales collectées par la DGTCP s'élèvent à 34 737,2 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 99 768 millions de FCFA (y compris les recettes affectées), correspondant à un taux de 34,8% largement au-dessus de l'objectif de 21,59% attendu pour la période. Comparativement au montant de 34 650,9 millions de FCFA réalisé à la même période en 2023, le niveau de réalisation des recettes mobilisées par la DGTCP enregistre une légère hausse de 86,3 millions de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 0,2%.

Cependant, en tenant compte du montant issu de l'opération de reclassement, les produits de recettes s'affichent au 31 mars 2023 à 17 427,4 millions de FCFA. Comparés à la même période de 2024, il est noté une progression de 99,3%.

Cette performance enregistrée au titre du premier de l'année est essentiellement portée par les recettes liées aux produits générés par les Institutions et les services sectoriels de l'Etat,



les produits de placement et aux recettes exceptionnelles (notamment les versements de sommes et de reliquats sur titre de paiement au Budget national).

La situation des recouvrements de la DGTCP par nature de droit est retracée dans le tableau n° 10 ci-dessous.

Tableau 9 : Point du recouvrement des recettes de la DGTCP au 31 mars 2023 et 2024

Nature des recettes	En millions de FCFA						
	Prévision annuelle 2023	Réalisation au 31 mars 2023 (a)	Taux (%)	Prévision annuelle 2024	Réalisation au 31 mars 2024 (b)	Taux (%)	Ecart (b-a)
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	2 100	196,3	9,3	23	5,2	23,0	-191,1
2- Droits et Frais Administratifs	10 180	2 521,8	24,8	22 122	12 245,5	55,4	9 723,7
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	570	76,2	13,4	670	107,6	16,1	31,4
4- Produits Financiers	11 060	1 960,9	17,7	27 946	6 843,2	24,5	4 882,3
5- Autres Recettes Non Fiscales	88 770	19 744,5	22,2	25 361	4 864,9	19,2	-14 879,6
6- Recettes Exceptionnelles	49 668	10 151,1	20,4	23 646	10 670,7	45,1	519,6
Total	162 348	34 650,9	21,3	99 768	34 737,2	34,8	86,3

Source: DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, avril 2024

#### A-1-2- Recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)

Les recettes de l'Agence nationale du Domaine et du Foncier atteignent à fin mars 2024, un montant de 675,2 millions de FCFA. Ce niveau de réalisation au premier trimestre correspond à un taux de 13,5% des prévisions annuelles de 5 000 millions de FCFA, en baisse de 15,1% par rapport aux réalisations à fin mars 2023.

Ce faible niveau des recettes est principalement lié à une baisse de certains produits de recettes qui contribuaient à la performance. Il s'agit des produits issus de morcellement, mutation, hypothèque, baux emphytéotiques.

Toutefois, dans la perspective d'améliorer le niveau des recettes pour l'atteinte des objectifs, les dispositions sont en cours pour amener désormais les emphytéotes à s'acquitter de leurs obligations conformément au calendrier des échéanciers.

#### A-1-3- Autres recettes budgétaires

Elles sont constituées des appuis budgétaires et des fonds de concours et recettes assimilées. A fin mars 2024, les autres recettes budgétaires ont connu une mobilisation à hauteur de 14 127,2 millions de FCFA, soit 15,7% des prévisions annuelles de 89 700 millions de FCFA. Elles sont en hausse de 3 895,9 millions de FCFA par rapport à la même période en 2023 où la mobilisation ressortait à 10 231,3 millions de FCFA.

Le tableau n° 11 ci-dessous présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin mars 2023 et 2024.

Tableau 10 : Etat de mobilisation des autres recettes budgétaires au 31 mars 2023 et 2024

Nature des autres recettes	En millions de FCFA					
	2023			2024		
	Prévision Annuelles	Réalisation au 31 mars	Taux (%)	Prévisions Annuelles	Réalisation au 31 mars	Taux (%)
Dons budgétaires	46 600	0,0	0	23 000	0,0	0
Fonds de concours et ressources assimilées	78 850	10 231,3	13,0	66 700	14 127,2	21,2
<b>Total</b>	<b>125 450</b>	<b>10 231,3</b>	<b>8,2</b>	<b>89 700</b>	<b>14 127,2</b>	<b>15,7</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par la CAGD, avril 2024

### A-2- Recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB)

Les prélèvements du FNRB issus des cotisations sur salaires et des validations de services affichent un montant de 13 645,7 millions de FCFA à fin mars 2024 sur une prévision annuelle de 58 580 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 23,3%. Par rapport au niveau de réalisation de 13 045 millions de FCFA à fin mars 2023, les recettes du FNRB connaissent une hausse de 600,7 millions qui s'explique principalement par les effets financiers des avancements d'échelons ou de grade payés aux agents qui impactent à la hausse les retenues pour cotisations.

Le tableau n° 12 ci-dessous résume les niveaux de réalisation à fin mars 2023 et 2024 des recettes du FNRB.

Tableau 11 : Etat de réalisation des recettes du FNRB au 31 mars 2024

Nature des Produits	En millions de FCFA							
	2023			2024			Ecart de réalisation	
	Prévision Annuelle	Réalisation au 31 mars (a)	Taux (%)	Prévision Annuelles	Réalisation au 31 mars (b)	TAUX (%)	Ecart (b-a)	Taux d'accr (%)
Cotisations prélevées sur salaires	55 000	13 041,0	23,7	56 333	13 641,7	24,2	600,0	4,6
Validations des services	3 000	4,0	0,1	2 247	4,0	0,2	0,0	-
<b>TOTAL</b>	<b>58 000</b>	<b>13 045,0</b>	<b>22,5</b>	<b>58 580</b>	<b>13 645,7</b>	<b>23,3</b>	<b>600</b>	<b>4,6</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DPRV, mai 2024

### A-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

Les comptes d'affectation spéciale sont constitués du compte « modernisation des régies financières », compte « prévention et gestion des catastrophes », compte « opérations militaires à l'extérieur », compte « fonds de développement du sport » et compte « fonds de développement des arts et de la culture ».

Les comptes modernisation de régies, prévention et gestion de catastrophe et fonds de développement des arts et de la culture sont alimentés respectivement par 17,1% des



ressources issues des taxes sur les produits et accises ; 8% des ressources issues des redevances GSM et 9,4% des ressources issues de l'impôt sur les revenus fonciers.

Quant aux comptes des « opérations militaires à l'extérieur » et du « fonds de développement du sport », ils sont alimentés respectivement par les ressources provenant du système des Nations Unies dans le cadre des opérations de maintien de la paix produits ; et les produits de la taxe de développement du sport.

A fin mars 2024, les recettes des comptes d'affectation spéciale s'élèvent à un montant de 3 128,1 millions de FCFA sur une prévision de 23 200 millions de FCFA, contre une réalisation de 929,8 millions de FCFA à la même période en 2023. La réalisation des recettes des comptes d'affectation spéciale s'aligne sur la performance des prélèvements individuels, sources d'alimentation desdits comptes.

Les résultats se présentent ainsi qu'il suit :

- Pour le compte « Opérations militaires à l'extérieur », aucune mobilisation de recette n'a été faite au premier trimestre 2024. Toutefois, le compte dispose de soldes antérieurs qui serviront au démarrage des activités prévues dans le cadre de maintien de la paix ;
- Les recettes du compte « Modernisation des régies financières » sont constituées par 17,1% des ressources issues des taxes sur les produits et accises mobilisés à fin mars pour un montant de 1 024,4 millions de FCFA ;
- Le compte « Prévention et gestion des catastrophes » est alimenté par 8% de la redevance GSM dont la mobilisation s'établit à 1 144 millions de FCFA à fin d'année mars 2024 ;
- Le compte « Fonds de développement des arts et de la culture » est alimenté par 9,4% des revenus fonciers pour un montant annuel de 249,9 millions de FCFA mobilisés ; et
- Le compte « Fonds de développement du sport » est alimenté par les ressources issues de la taxe de développement de sport pour un montant annuel de 709,8 millions de FCFA mobilisés à fin mars 2024.

Le tableau n°13 ci-dessous présente les niveaux de réalisation à fin mars 2023 et 2024 des recettes des comptes d'affectation spéciale.

Tableau 12 : Point des recettes affectées aux Comptes d'Affectation Spéciale au 31 mars 2023 et 2024

Comptes d'affectation spéciale	En millions de FCFA					
	2023			2024		
	Prévision Annuelle	Réalisation au 31 mars	Taux (%)	Prévision Annuelle	Réalisation au 31 mars	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	8 000	0,0	0,0	8 000	0,0	0,0
Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	2 850	929,8	32,6	0		
Modernisation des Régies Financières	6 000	0,0	0,0	6000	1 024,4	17,1
Prévention et Gestion des Catastrophes	5 000		0,0	5000	1 144,0	22,9
Fonds de développement de sport	-			3000	709,8	23,7
Fonds des arts et de la Culture	1 200	0,0	0,0	1200	249,9	20,8
<b>Total</b>	<b>23 050</b>	<b>929,8</b>	<b>4,0</b>	<b>23 200</b>	<b>3 128,1</b>	<b>13,5</b>

Source : DGB, sur la base des données de la DGTCP et DGI avril 2024

## B- Dépenses budgétaires au 31 mars 2024

La présente partie fait le point du niveau d'exécution du budget de l'Etat, gestion 2024, dans son volet dépense, à la date du 31 mars 2024. Les données exploitées sont issues du système d'information de gestion des finances publiques (SIGFP). Pour des questions d'exhaustivité, il est fait recours également à la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (CAGD) en ce qui concerne le niveau de décaissements effectifs sur ressources extérieures.

Les résultats de l'exécution des dépenses à la fin des trois premiers mois de l'année sont satisfaisants tant en matière d'atteinte des cibles intermédiaires qu'en matière de respect des règles de gestion.

Au plan budgétaire, les engagements de dépenses atteignent 613 328,6 millions de FCFA et les titres ordonnancés 546 214,7 millions de FCFA. En termes de pourcentage, ils correspondent respectivement à 24% et 21,4% des prévisions annuelles qui s'élèvent à 2 551 700 millions de FCFA. Ces niveaux de réalisation ont été possibles grâce aux dispositifs d'accompagnement mis en place et de renforcement de capacités déployés par le ministère de l'Economie et des Finances au profit des sectoriels. Ces différentes missions ont permis aux acteurs de la chaîne de la dépense de s'approprier davantage les instructions et modalités d'exécution du budget de l'Etat et de renforcer leur connaissance en matière d'utilisation des nouveaux systèmes de gestion nécessaires à une exécution budgétaire maîtrisée et non heurtée. Ils s'expliquent également par l'exercice des revues trimestrielles ainsi que le respect des calendriers d'exécution des projets d'investissements.

Sous l'angle social, il convient de noter également que les engagements sociaux de l'Etat sont bien tenus au cours de la période. L'indice de la sensibilité sociale des dépenses (Dépenses sociales prioritaires) convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) ressort à fin mars, à 25 583,1 millions de FCFA en termes d'ordonnancement sur un objectif de 185 400 millions de FCFA, soit 13,8% de la cible annuelle. Comparé à l'objectif trimestriel de 24 100 millions de FCFA, on enregistre un taux d'exécution de 106,2%. Ce taux dépasse de plus de 6 points de pourcentage la cible attendue à fin mars 2024.

Du point de vue nature économique, les dépenses ordinaires atteignent 356 394,4 millions de FCFA en ordonnancement, en hausse de 63 099 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2023. L'augmentation observée est la conjugaison de plusieurs facteurs, dont l'effet de la mesure de revalorisation des salaires et des glissements catégoriels, l'évolution de l'effectif des bénéficiaires des différentes mesures sociales, notamment les mesures de gratuité, etc.

Quant aux dépenses en capital, elles s'établissent globalement en hausse à 167 006,6 millions de FCFA en ordonnancement contre 159 827,8 millions de FCFA à fin mars 2023. La hausse de consommation des crédits s'explique notamment par l'accélération dans la réalisation des projets inscrits au PAG (2021-2026) notamment en matière d'assainissement pluvial des villes, d'accès sécurisé à l'énergie électrique, des infrastructures, de la santé, du numérique et de la protection sociale.



Le tableau ci-dessous retrace le niveau d'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2024.

Tableau 13 : Point du niveau d'exécution des dépenses budgétaires base ordonnancement

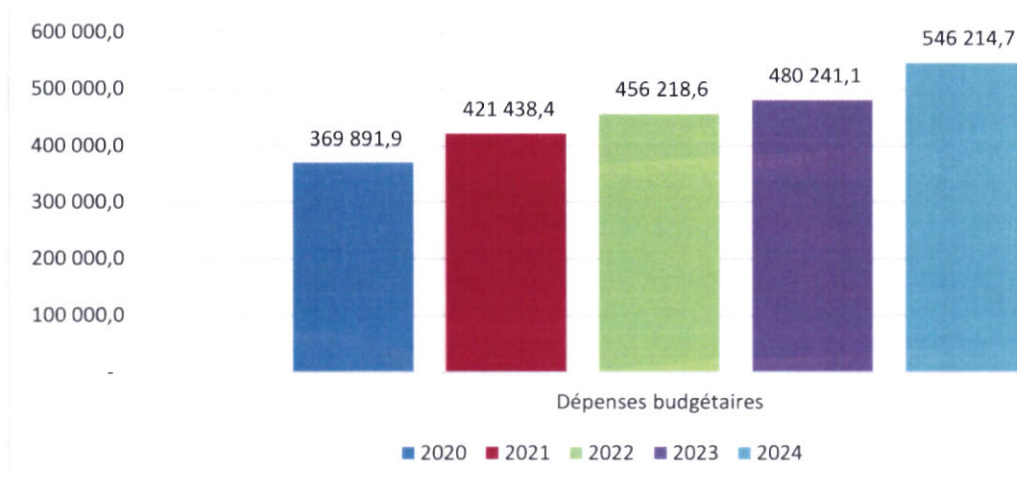
Nature des opérations	2023			2024		
	Prévisions annuelles	Montant ordonnancé	Taux	Prévisions annuelles	Montant ordonnancé	Taux
Dépenses du budget général	2 217 950	453 123,2	20,4	2 428 200	523 401,0	21,6
Dépenses du budget annexe	105 400	21 292,8	20,2	100 300	21 640,0	21,6
Dépenses des CST	23 050	5 825,1	25,3	23 200	1 173,7	5,1
Total des dépenses budgétaires	2 346 400	480 241,0	20,5	2 551 700	546 214,7	21,4

Source : DGB, mars 2024

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires ressort à 21,4% à fin mars 2024 contre un taux de 20,5% à fin mars 2023. Ce niveau global d'exécution à fin mars montre la maîtrise des mesures de rationalité des crédits de fonctionnement au niveau des ministères et Institutions de l'Etat.

Sur la période de 2020 à 2024, l'évolution des dépenses budgétaires est traduite dans le graphique ci-dessous.

Graphique n°5 : Evolution nominale des dépenses budgétaires (base ordonnancement) à fin mars sur la période 2020 à 2024 en millions de FCFA



Source : DGB, mai 2024

L'exécution détaillée des dépenses budgétaires par catégorie, nature et par type de budget se présente comme ci-après :

## B-1- Budget Général

Le budget général est constitué des dépenses ordinaires et des dépenses en capital. A fin mars 2024, les dépenses du budget général exécutées (base engagement) s'établissent à 589 104 millions de francs CFA représentant 24,3% des prévisions annuelles. En ordonnancement, elles s'établissent à 523 401 millions de francs CFA, soit un taux d'exécution de 21,6% des prévisions annuelles. Ce résultat est varié selon les catégories de dépenses.

### B-1-1- Dépenses ordinaires

Constituées des dépenses de personnel, des charges financières de la dette publique, des dépenses d'acquisitions de biens et services et des dépenses de transfert courant, les dépenses ordinaires atteignent en engagement 410 221,1 millions de FCFA et 356 394,4 millions de FCFA en ordonnancement. Rapportés aux prévisions de l'année de montant 1 464 800 millions de FCFA, ces montants correspondent à des taux d'exécution respectifs de 28% et 24,3%.

Par rapport à la même période en 2023, les dépenses ordinaires enregistrent en termes d'engagement comptable, une hausse de (24,2%), tirée par les dépenses de transfert et les charges financières de la dette qui représentent respectivement (58,2%) et (31,3%) des dépenses ordinaires exécutées. Par nature de dépenses, les dépenses ordinaires, l'exécution des dépenses ordinaires se présente comme suit :

#### B-1-1-1- Charges financières de la dette publique

Les intérêts sur la dette publique (intérieure et extérieure) payés au 31 mars 2024 conformément au calendrier des échéances s'élèvent à 123 872,2 millions de FCFA correspondant à 58,8% de la prévision annuelle de 210 600 millions de FCFA.

Par type de dette, les intérêts financiers assurés se décomposent comme ci-après :

- ✓ 50 713,3 millions de FCFA au titre de la dette intérieure, correspondant à un taux d'exécution de 45,6% des prévisions annuelles, conformément au planning des échéances de paiement ;
- ✓ 73 159,0 millions de FCFA au titre de la dette extérieure, correspondant à un taux d'exécution de 73,7% des prévisions annuelles, en lien avec les décaissements sur les obligations internationales qui s'élèvent à plus de 60 105,3 millions de FCFA.

#### B-1-1-2- Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel des ministères et des institutions de l'Etat, exécutées au cours du premier trimestre de l'année 2024 ressortent en engagement et en ordonnancement à 133 625,3 millions de FCFA et 133 540,1 millions de FCFA sur une prévision annuelle de



montant 595 885 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 22,4%, légèrement en baisse de l'objectif trimestriel (25%).

Comparé à son niveau d'exécution à la même période en 2023, les dépenses de personnel affichent une hausse de 5,1%. Cette tendance haussière est dû aux effets des glissements catégoriels et des rappels payés sur salaires et les recrutements intervenus courant 2023 dans les secteurs prioritaires.

L'évolution de l'exécution des dépenses de personnel enregistrée au fil des trimestres témoigne de l'effort de maîtrise de cet agrégat majeur de la politique budgétaire de l'Etat et une meilleure crédibilité dans sa prévision. Les principales réformes porteuses de ces résultats sont consolidées et renforcées à travers l'exercice régulier des contrôles de routine portant sur la position des agents, la bonne application et la liquidation des actes de carrière et tous les autres actes à incidence financière sur la masse salariale.

#### **B-1-1-3- Dépenses d'acquisitions de biens et services**

Les dépenses d'acquisitions de biens et services s'établissent à fin mars 2024 à 27 502,8 millions de FCFA, base engagement sur une prévision annuelle de 185 015 millions de FCFA, correspondant à un taux d'engagement de 14,9%. En ordonnancement, elles s'établissent à 11 888 millions de FCFA contre 13 071, 2 millions de FCFA à fin mars 2023, soit une légère baisse de 1 183,2. Ce niveau d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services se justifie d'une part, par la maîtrise des dépenses de fonctionnement et par l'anticipation sur la mise en place des outils de gestion notamment le PTA, les fiches de financement des activités, le PPMP, le PCM etc.), d'autre part.

#### **B-1-1-4- Dépenses de transfert**

Les dépenses de transfert sont constituées des dépenses de transferts courants et des dépenses d'exonérations fiscales.

A fin mars 2024, les dépenses de transferts courants sont exécutées base engagement à hauteur de 18,7% des prévisions annuelles de 354 500 millions de FCFA, soit un montant engagé de 88 363,4 millions de FCFA. En ordonnancement, elles ressortent à 50 236,7 millions de FCFA, soit un taux de 14,2%. Comparé à leur niveau de réalisation à fin mars 2023, elles enregistrent une baisse de 3 996,9 millions de FCFA.

Quant aux dépenses fiscales et autres dépenses conjoncturelles, elles sont exécutées pour un montant de 36 857,4 millions de FCFA sur une prévision de 118 800 millions de FCFA.

Globalement, les dépenses de transfert atteignent respectivement en base engagement et en ordonnancement, 125 220,8 millions de FCFA et 87 094 millions de FCFA correspondant à des taux d'exécution respectifs de 26,5% et 18,4%. Elles connaissent un accroissement de 59% par rapport à leur niveau d'engagement à la même date en 2023, tiré principalement par les dépenses fiscales qui représentent près de 30% des dépenses de transfert.

Les détails par nature de dépenses sur le niveau d'exécution des dépenses ordinaires, sont retracés dans le tableau n° 15 ci-après :

Tableau 14 : Evolution des dépenses ordinaires à fin mars 2023 et 2024

Nature des dépenses	En millions de FCFA									
	2023				2024				Ecart engagement	
	Prévision Annuelle	Montant Engagé	Montant ordonnancé	Taux d'eng (%)	Prévisions Annuelle	Montant Engagé	Montant ordonnancé	Taux d'eng (%)	Valeur	Taux d'accrois (%)
Charges fin. de la Dette Pub	177 200	98 855,9	98 855,9	55,8	210 600,0	123 872,2	123 872,2	58,8	25 016,3	25,3
Dépenses de Personnel	523 229	127 134,7	127 134,7	24,3	595 885,0	133 625,3	133 540,1	22,4	6 490,5	5,1
Dép d'acquis de biens et services	188 600	25 618,5	13 071,2	13,6	185 015,0	27 502,8	11 888,0	14,9	1 884,4	7,4
Dépenses de Transferts	369 171	78 766,5	54 233,6	21,3	473 300,0	125 220,8	87 094,0	26,5	46 454,3	59,0
<b>Total</b>	<b>1 258 200</b>	<b>330 375,6</b>	<b>293 295,4</b>	<b>26,3</b>	<b>1 464 800</b>	<b>410 221,1</b>	<b>356 394,4</b>	<b>28,0</b>	<b>79 845,5</b>	<b>24,2</b>

Source : DGB, sur la base des données SIGFP, avril 2024

### B-1-2- Dépenses en capital

Les dépenses en capital exécutées à fin mars 2024 affichent un accroissement du niveau de consommation par rapport à fin mars 2023. Ainsi, elles ressortent respectivement en autorisations d'engagement et en crédits de paiement (engagement comptable) à 203 738,9 millions de FCFA et 178 882,9 millions de FCFA. En termes d'ordonnancement, les crédits de paiement atteignent 167 006,6 millions de FCFA correspondant à 17,3% des prévisions annuelles de montant 963 400 millions de FCFA contre une exécution de 159 827,8 millions de FCFA à la même période en 2023.

Les secteurs qui sont restés dynamiques au cours du premier trimestre 2024 sont ceux relatifs aux infrastructures, au cadre de vie, à l'eau et l'assainissement, à l'enseignement technique, à l'enseignement supérieur, à la santé, à l'agriculture, à l'énergie, au tourisme et au numérique.

Le détail de l'exécution des dépenses en capital à fin mars 2024 se présente par source de financement comme ci-après :

- les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures en termes de crédits de paiement sont établies à 102 851,2 millions de FCFA en engagement et à 90 975 millions de FCFA en ordonnancement, sur une prévision annuelle de 581 784 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 17,7% en engagement et 15,6% en ordonnancement ;
- les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures atteignent en engagement comme en ordonnancement 76 031,6 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 19,9% sur une prévision annuelle de 381 616 millions de FCFA.

L'exécution des dépenses en capital à fin mars 2023 et 2024 est retracée dans le tableau n°15 ci-dessous.



Tableau 15 : Exécution des dépenses en capital à fin mars 2023 et 2024

En millions de FCFA

Nature des dépenses	2023						2024					
	Prévisions Annuelles		Montants Engag. (a)		Montants ordonnancés	Taux Engag. (%)	Prévisions Annuelles		Montants Engag. (b)		Montants ordonnancés	Taux Engag. (%)
	AE	CP	AE	CP	CP		AE	CP	AE	CP	CP	
Dépenses en Capital sur financement Intérieures	1 548 512,1	639 150	178 950	58 508,8	58 239,6	9,2	1 164 628,0	581 784	127 707	102 851,2	90 975,0	17,7
Dépenses en Capital sur financement extérieur	1 033 734,1	320 600	101 588	101 588,2	101 588,2	31,7	682 298,8	381 616	76 031,6	76 031,6	76 031,6	19,92
*Prêts	713 592	241 750	91 357	91 356,9	91 356,9	37,8	713 591,7	314 916	61 904,4	61 904,4	61 904,4	19,7
*Dons	320 142	78 850	10 231	10 231,3	10 231,3	13,0	320 142,5	66 700	14 127	14 127,2	14 127,2	21,2
Total	2 582 246	959 750	280 539	160 097,0	159 827,8	16,7	1 846 926,8	963 400	203 739	178 882,9	167 006,6	18,6

Source : DGB, sur la base des données fournies par le SIGFIP et la CAA, avril 2024

De l'analyse du tableau ci-dessus, il ressort que les projets d'investissements ont connu un niveau d'exécution relativement faible par rapport à l'objectif trimestriel de (25%), en lien avec le faible niveau de mobilisation des ressources extérieures notamment sur les prêts projets. Toutefois, on note une amélioration globale du niveau de consommation des crédits par rapport à la même période en 2023. Ce qui montre une bonne exécution des différents projets d'investissement issus du Programme d'Actions du Gouvernement, et également le reflet de la qualité du dispositif de gestion des projets et programmes et du portefeuille des investissements de l'Etat.

L'analyse de l'évolution des dépenses d'investissement sur les cinq dernières années montre que la dynamique de progression et de priorisation de cette nature de dépense est maintenue. Le graphique ci-après montre l'évolution de 2020 à 2024 de l'exécution des dépenses en capital.

Graphique 5 : Evolution des dépenses en capital de 2020 à 2024 (en millions de FCFA)



Source : DGB, mai 2024

## B-2- Budget annexe du FNRB

### B-2-1-Dépenses de fonctionnement et charges de pension

Les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB sont exécutées à fin mars 2024 en engagement comme en ordonnancement à hauteur de 21 640 millions de

FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 21,6% de l'objectif annuel de 100 300 millions de FCFA contre 20,2% à la même période en 2023, pour un montant de 21 292,8 millions de FCFA.

En glissement annuel ce niveau est en baisse de 93 millions dû principalement aux effets cumulés de :

- une hausse du niveau des dépenses de pensions de 404 millions cumulativement à une baisse du niveau des dépenses de soins et d'hospitalisation des pensionnés de 492 millions de francs CFA ;
- une baisse du niveau des dépenses de fonctionnement de 5 millions de francs CFA.

Tableau 16 : Engagements des dépenses du FNRB au 31 mars 2023 et 2024

Nature des dépenses	2023		Taux	2024		Taux	Ecart (b-a)	
	Prévisions annuelles	Montants engagés à fin mars (a)		Prévisions annuelles	Montants engagés à fin mars (b)		Valeur	Taux d'accroiss.
Autres transferts courants	104 400	21 697	20,8%	99 300	21 609	21,8%	-88	-0,4%
Dépenses de pensions	101 900	21 180	20,8%	96 800	21 584	22,3%	404	1,9%
Soins et hospitalisation des pensionnés	2 500	517	20,7%	2 500	25	1,0%	-492	-95%
Fonctionnement	1 000	36	3,6%	1 000	31	3,1%	-5	
<b>Total</b>	<b>105 400</b>	<b>21 733</b>	<b>20,6%</b>	<b>100 300</b>	<b>21 640</b>	<b>21,6%</b>	<b>-93</b>	<b>-0,4%</b>

Source : DGB, sur la base des données du SIGFP de la DPRV, mai 2024

### B-3- Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)

L'exécution des comptes d'affectation spéciale à fin mars 2024 s'établit en crédits de paiement à 2 584,6 millions de francs CFA en termes d'engagement et 1 173,7 millions de FCFA en termes d'ordonnancement sur une prévision annuelle de 23 200 millions de FCFA soit un taux d'exécution base ordonnancement de 5,1%. Par rapport au niveau base engagement de 2023, les crédits de paiement émis au titre des dépenses de ces comptes ont enregistré en valeur absolue une baisse de 4 968,5 millions de FCFA.

Sur la base des titres ordonnancés, l'exécution des comptes d'affectation affiche une baisse en valeur absolue de 4 651,4 millions de FCFA à fin mars par rapport à son niveau d'exécution à fin mars 2023. Ce faible niveau d'exécution est en lien avec les comptes « fonds de développement de sport » et « fonds des arts et de la culture » qui n'ont enregistré aucune exécution à fin mars 2024.

Le détail sur l'exécution des crédits des Comptes d'Affectation Spéciale se présente tel que retracé dans le tableau n°18 ci-après :



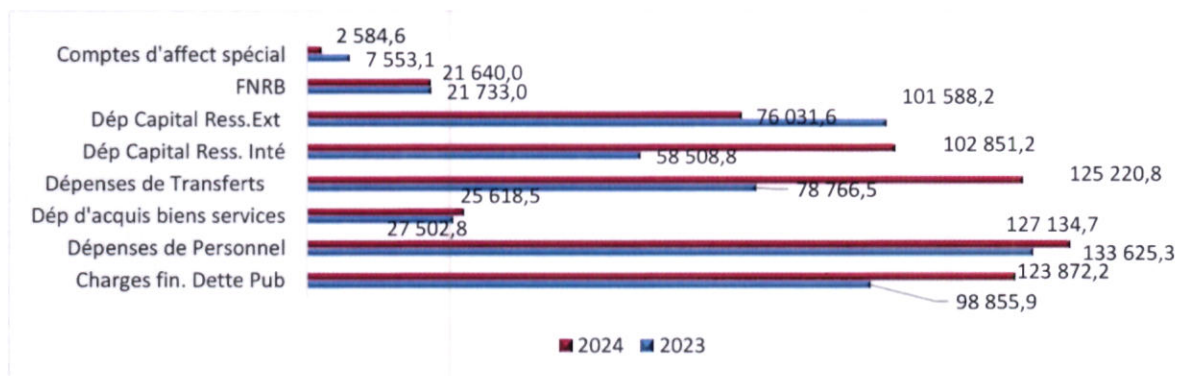
Tableau 17 : Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale au 31 mars 2024

En millions de FCFA

Comptes	Prévisions 2024		Montants Engagés à fin mars 2024		Montants Ordonnancés à fin mars 2024	Taux (%)
	AE	CP	AE	CP		
Opération Militaire à l'Extérieur	8 000	8 000	47,7	47,7	47,7	0,6
Modernisation des Régies Financières	-	6 000	-	2 392,9	982,0	16,4
Prévention et Gestion des Catastrophes	-	5 000	-	144,0	144,0	2,9
Fonds de développement des arts et de la culture	-	1 200	-	-	-	-
Fonds de développement de sport	-	3 000	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 000</b>	<b>23 200</b>	<b>47,7</b>	<b>2 584,6</b>	<b>1 173,7</b>	<b>5,1</b>

Le graphique ci-dessous récapitule en millions de FCFA, le niveau d'évolution des dépenses budgétaires à fin mars 2023 et 2024.

Graphique n°6 : Evolution des dépenses budgétaires à fin mars 2023 et 2024 (en millions de FCFA)



Source : DGB, mai 2024

### C- Soldes budgétaires au 31 mars 2024

Les principaux soldes budgétaires issus de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2024, sur la base des dépenses ordonnancées, se présentent tels que récapitulés dans le tableau n°19 ci-après :

Tableau 18 : Présentation des soldes budgétaires d'exécution au 31 mars 2024

En millions FCFA

Eléments	Recettes (a)	Dépenses (b)	Solde (a-b)
Budget Général et Comptes d'Affectation	482 875,3	524 574,7	- 41 699,4
FNRB	13 645,7	21 640,0	- 7 994,3
<b>Solde global d'exécution budgétaire</b>	<b>496 521,1</b>	<b>546 214,7</b>	<b>- 49 693,7</b>

Source : MEF/DGB, mai 2024

### III- SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE AU 31 MARS 2024

#### A- Mobilisation des ressources

Les ressources de trésorerie sont constituées : (i) des remboursements des prêts et avances ; (ii) des prêts rétrocédés ; (iii) des prêts projets, prêts programmes, obligations internationales et tirages auprès des banques locales ; (iv) des obligations du trésor et (v) des bons du trésor. Elles sont mobilisées, à fin mars 2024, pour un montant total de 411 340,8 millions de FCFA correspondant à 36,6 % des prévisions annuelles de montant 1 123 274 millions de FCFA, en hausse de 71 570 millions de FCFA par rapport à la mobilisation enregistrée à fin mars 2023.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie est récapitulé dans le tableau n° 19 ci-après :

Tableau 19 : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature au 31 mars 2024

NATURE	En millions de FCFA		
	Prévision annuelle 2024	Réalisation au 31 mars	Taux (%)
Remboursements prêts et avances	22 084	20,1	0,1
Prêts rétrocédés	5 412	2 604,5	48,1
Emission de dettes à moyen et long termes	491 237	392 287,7	79,9
Emprunt Extérieur	408 216	94 702,3	23,2
Prêts projets	314 916	61 904,4	19,7
Prêts programmes	93 300	32 797,9	35,2
Eurobond		286 204,3	
Prêts banques locales	12 237,0	3 200,0	26,2
Prêts banques BOAD	70 784,0	8 181,1	
Autres ressources de trésorerie	552 841	16 428,5	3,0
Obligations du trésor	552 841	15 753,5	2,8
Bons du trésor	0	675,0	
Tirage FMI	51 700	-	
<b>Total</b>	<b>1 123 274</b>	<b>411 340,8</b>	<b>36,6</b>

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DGTCP, avril 2024

De l'analyse du tableau, il ressort que les réalisations des ressources de financement mobilisées à fin mars dont la structure est conforme à la stratégie d'endettement, sont principalement portées par (i) les tirages sur les prêts projets en lien avec l'exécution physique des projets d'investissements financés sur emprunts extérieurs, (ii) la mobilisation



de ressources sur le marché international pour le financement de l'accélération des objectifs du développement durable, (iii) les émissions d'obligations du trésor sur le marché financier régional. Le niveau atteint à fin mars 2024 est le signe de la gestion efficace des émissions de titres sur le marché financier et de la confiance renouvelée des investisseurs.

### B- Exécution des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie ont été assurées à fin mars 2024, à concurrence de 141 476,5 millions de FCFA, sur une prévision annuelle de 647 575 millions de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 21,8%. Ce niveau d'exécution de paiement conforme aux échéanciers des engagements financiers de l'Etat pour le premier trimestre est notamment tiré par les remboursements d'obligations du trésor qui représentent près de 45% des charges de trésorerie exécutées

Par nature, l'exécution des charges de trésorerie à fin mars 2024 se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 20 : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature à fin mars 2024

Nature	En millions de FCFA		
	Prévision annuelle 2024	Réalisation au 31 mars	Taux en (%)
Amortissement emprunts banques internationales	31 373	22 095,5	70,4
Amortissement emprunt bilatéral	16 547	11 096,3	67,1
Amortissement emprunts multilatéral	47 338	6 533,7	13,8
Eurobond	38 562	7 886,4	20,5
Amortissement prêts banques locales	7 994	2 313,1	28,9
Amortissement prêts BOAD	32 581	2 701,7	8,3
Amortissement obligation du trésor	338 192	63 245,0	18,7
Amortissement bons du trésor	53 290	16 100,0	30,2
Variation des instances de paiement	25 998	240,9	0,9
Amortissement tirages FMI	45 700	9 263,9	20,3
Prêts et avances	10 000	0,0	-
<b>Total</b>	<b>647 575</b>	<b>141 476,5</b>	<b>21,8</b>

Source: MEF/DGTCP/CAA/DGB, mai 2024

Le tableau de financement de l'exécution à fin mars de la loi de finances pour la gestion 2024 se présente comme ci-après :

Tableau 21 : Tableau de financement de l'exécution de la loi de finances à fin mars 2024

	Montants (en millions de FCFA)
Besoins de financement	191 170,2
Charges de trésorerie	141 476,5
1-Amortissement des emprunts banques internationales	22 095,5
2-Amortissement emprunt bilatéral	11 096,3
3- Amortissement emprunt multilatéral	6 533,7
4- Amortissement prêts banques locales	2 313,1
5-Amortissement obligations du trésor	63 245,0
6- Amortissement Bons du Trésor	16 100,0
7- Variation des instances de paiement	240,9
8-Autres charges de trésorerie	9 263,9
- Amortissement tirages FMI	9 263,9
- Prêts et avances	-
9- Solde budgétaire déficitaire	49 693,7
Ressources de financement	411 340,8
Remboursement prêts et avances	20,1
Prêts rétrocédés	2 604,5
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunts Obligataire)	392 287,7
Prêts projets	61 904,4
Prêts programmes	32 797,9
Prêts banques locales	3 200,0
Prêts banques BOAD	8 181,1
Eurobond	286 204,3
Tirage sur FMI	-
Autres ressources de trésorerie	16 428,5
Obligations du trésor	15 753,5
Bons du trésor	675,0
- Restructuration (cession d'actif)	-
Solde de financement au 31 mars 2023 (excédent)	220 170,6
Source : MEF/DGB, mai 2024	

#### IV- EXECUTION FINANCIERE SELON LES POLITIQUES PUBLIQUES AU 30 MARS 2024

##### A- PERFORMANCE FINANCIERE DES PROGRAMMES BUDGETAIRES

Après plusieurs années d'expérimentation et d'ajustement, l'exécution budgétaire en mode programme est effective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 au Bénin. L'année 2024 constitue de ce fait la troisième année de gestion budgétaire en mode programme, pour laquelle l'autorisation parlementaire a été accordée à 80 programmes budgétaires et 15 dotations contre respectivement 86 et 15 pour l'année 2023.

Ces programmes et dotations sont rattachés aux 21 ministères et 12 institutions de l'Etat ; et regroupés selon les dix (10) fonctions principales de l'Etat.



Pour la gestion 2024, le budget alloué à l'ensemble des programmes budgétaires et dotations est de 2 551 700 millions de francs CFA équivalent aux prévisions de dépenses budgétaires de la loi de finances.

Au 31 mars 2024, les programmes budgétaires affichent une exécution de 312 331,5 millions de francs CFA, représentant 16,4% des prévisions annuelles de montant 1 909 674,9 millions de FCFA. Comparé au niveau d'exécution au 31 mars 2023, cette exécution est en légère baisse de 574,8 millions de francs CFA.

Cette performance au premier trimestre est en cohérence avec le plan d'engagement du budget de l'Etat. Avec la validation des outils d'exécution (Plans de Travail Annuel, Plans de Passation des Marchés) de tous les ministères, intervenue au cours du premier trimestre de l'année, elle connaîtra une accélération au cours du second trimestre.

Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les pouvoirs publics (Institutions de l'Etat), les charges financières de la dette et la couverture des dépenses accidentelles et imprévisibles, s'établissent au 31 mars 2024 à 233 883,3 millions de FCFA représentant 36,4% des prévisions annuelles de montant 642 025,1 millions de FCFA. Elles connaissent ainsi une hausse de 39,8% par rapport à la situation à la même date en 2023 qui était de 167 334,7 millions de francs CFA.

Cette progression se justifie essentiellement par le niveau de réalisation observé sur le paiement des intérêts de la dette et les ressources extérieures mobilisées au profit des projets rattachés à la Présidence de la République.

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires selon les 10 principales fonctions à savoir Services généraux des administrations publiques, Défense, Ordre et sécurité publics, Affaires économiques, Enseignement, Protection de l'environnement, Logement et équipements collectifs, Santé, Loisirs, culture et culte, Enseignement, Protection sociale affiche en terme de poids d'exécution les affaires économiques (54,3%), l'enseignement (12,7%), les services généraux de l'administration (7,2%) et le logement, aménagement et services collectifs (6,3%), les affaires sociales (4,5%). En termes de taux d'exécution, les fonctions affichent une performance, variant entre 8,7% des prévisions (Loisirs, culture et culte) et 35,7% des prévisions (protection de l'environnement).

Cette configuration traduit non seulement le choix du Gouvernement d'orienter les ressources vers les secteurs porteurs de l'économie mais également l'homogénéité et la rigueur dans le suivi des autorisations parlementaires.

Le détail de l'exécution des programmes et dotations et selon les différentes fonctions se trouve en annexe au présent rapport.

## B- EXECUTION DES DEPENSES DES POLITIQUES TRANVERSALES

### B-1- Exécution des dépenses sociales prioritaires

Les dépenses sociales prioritaires couvrent les dépenses non salariales de quatorze (14) ministères et la Présidence de la République. Elles correspondent aux programmes et projets dont la mise en œuvre contribue à l'amélioration de la situation sociale des populations et se rattachent à des composantes définies à cette fin.

Leur objectif indicatif en valeur cumulée pour l'année 2024 est établi en milliards de francs CFA comme suit : 24,1 à fin mars ; 55,5 à fin juin ; 115,5 à fin septembre ; et 185,4 à fin décembre.

Au 31 mars 2024, lesdites dépenses sont exécutées à 25 583,1 millions de FCFA soit 106,2% de la cible et 13,8% de l'objectif annuel.

Cette performance s'explique par le bon suivi et la consommation à bonne date des crédits destinés notamment à la prise en charge de la gratuité de la scolarisation des filles au secondaire, de l'alimentation en milieu scolaire, des bourses, de l'assainissement de base, etc.

Le détail de l'exécution des dépenses sociales prioritaires selon ses différentes composantes se trouve en annexe au présent rapport.

### B-2-Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre

Les contributions des programmes budgétaires à la réduction des inégalités genre s'établissent au 31 mars 2024 à 5 843,7 millions de FCFA.

La performance de ces dépenses qui sont constituées prioritairement des allocations au profit des activités de programmes ayant un objectif principal ou significatifs lié à l'égalité, témoigne de l'efficacité du dispositif de budgétisation sensible au genre mis en place et une meilleure inclusion de l'action publique. Par ailleurs, avec la validation des outils de gestion des ministères intervenue au premier trimestre, l'exécution de ces crédits connaîtra une accélération au cours du second trimestre de l'année.

Le détail de l'exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre se trouve en annexe au présent rapport.

### B-3-Exécution des dépenses relatives au changement climatique

Le budget 2024, dans son architecture, promeut le climat à travers les mesures fiscales et les prévisions de dépenses consenties par le Gouvernement

Les mesures fiscales sont prévues pour concrétiser la promotion du climat en cohérence avec la vision du Gouvernement et en lien avec les engagements pris par le Bénin au plan international en matière de changements climatiques. La majorité de ces mesures ont vocation d'atténuation et visent ainsi à réduire des sources d'émission de gaz à effet de serre susceptible de porter atteinte au climat.



Ainsi, la cartographie des principaux investissements en faveur du climat est élaborée en prenant appui sur les huit (08) secteurs clés de développement les plus vulnérables retenus dans le plan national d'adaptation aux changements climatiques (mai 2022). Ces secteurs concernent les ressources en eau, l'agriculture, la santé, l'énergie, les écosystèmes forestiers, la zone côtière, le tourisme, les infrastructures et aménagements urbains.

Sur cette base, les opérations financières sont identifiées dans les budgets des ministères qui opèrent dans les domaines clés cités supra et ceux qui interviennent également dans la protection civile. Cet exercice a permis d'identifier un investissement de montant 550 924,6 millions de FCFA en crédits de paiement dont et de 411 148,5 millions de FCFA pour les dépenses d'adaptation et 139 776,02 millions de FCFA pour les dépenses d'atténuation.

Au 31 mars 2024, ces crédits connaissent une exécution globale de 71 199,2 millions de francs CFA soit 45 824 et 25 375,2 pour les dimensions adaptation et atténuation.

Par type d'intervention, les dépenses liées au changement climatique se décomposent comme ci-après :

- ✓ 45 824 millions de FCFA au titre des dépenses d'adaptation, correspondant à un taux d'exécution de 11,1% des prévisions annuelles.
- ✓ 25 375,1 millions de FCFA au titre de la dette extérieure, correspondant à un taux d'exécution de 18,2% des prévisions annuelles, en lien avec les décaissements effectués dans le secteur de l'agriculture et des infrastructures et aménagements urbains.

Le détail d'exécution des dépenses relatives au changement climatique se trouve en annexe au présent rapport.

#### B-4- Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements publics

La problématique de l'entretien et de la maintenance des infrastructures devient de plus en plus préoccupante compte tenu des efforts financiers consacrés aux projets d'investissement mais qui se heurtent au phénomène de dégradation sous l'effet notamment des changements climatiques. Une feuille de route a été mise en place en février 2024 pour l'élaboration d'une méthodologie d'entretien sensible au climat pour les principales catégories d'immobilisations publiques avec le concours des différentes parties prenantes impliquées.

En attendant la mise en œuvre à l'horizon 2025, neuf (09) projets de réhabilitations d'infrastructures sont inscrits dans le budget 2024 pour un montant prévisionnel de 56 371,1 millions de francs CFA.

Au 31 mars, ces crédits sont consommés à 15% des prévisions, équivalent à un montant de 8 445 millions de francs CFA.

Le détail de l'exécution de ces projets se trouve en annexe au présent rapport.

## CONCLUSION

La situation d'exécution du budget de l'Etat et des opérations de trésorerie à fin mars 2024 fait ressortir un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources et une meilleure articulation avec les dépenses. Les recettes budgétaires ont enregistré une bonne performance sur la période grâce aux effets positifs induits par les différentes réformes mises en œuvre par les administrations financières.

Quant à l'exécution des dépenses, on note une maîtrise des charges en lien avec le niveau des recettes. L'efficacité des dépenses et leur cohérence avec les objectifs stratégiques impactent ainsi positivement le cadre macroéconomique qui se stabilise continuellement dans le temps malgré les différents chocs.

Cotonou, le 17 JUIN 2024



Le Directeur général du Budget

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'R. Chaou', written over a horizontal line.

Rodrigue S. CHAOU



TABLEAU SYNTHESE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2024 AU 31 MARS

(en millions de FCFA)

RESSOURCES				CHARGES			
RUBRIQUE	Prévisions	Réalizations		RUBRIQUE	Prévisions	Exécution (ordonn.)	
		Montant	Taux (%)			Montant	Taux (%)
<b>I- Recettes budgétaires</b>	<b>2 076 000,0</b>	<b>496 521,1</b>	<b>23,9%</b>	<b>I- Dépenses budgétaires</b>	<b>2 551 700,0</b>	<b>546 214,7</b>	<b>21,4%</b>
<b>Recettes du budget général</b>	<b>1 994 220,0</b>	<b>479 747,3</b>	<b>24,1%</b>	<b>Dépenses du budget général</b>	<b>2 428 200,0</b>	<b>523 401,0</b>	<b>21,6%</b>
<b>Recettes des régies (non compris recettes affectées)</b>	<b>1 904 520,0</b>	<b>465 620,1</b>	<b>24,4%</b>	<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>1 464 800,0</b>	<b>356 394,4</b>	<b>24,3%</b>
- Douane	702 372,0	173 710,1	24,7%	- Charges financières de la dette publique	210 600,0	123 872,2	58,8%
- Impôt	1 102 380,0	256 497,6	23,3%	*** Intérieur	111 330,6	50 713,3	45,6%
- Trésor	94 768,0	34 737,2	36,7%	*** Extérieur	99 269,4	73 159,0	73,7%
- ANDF	5 000,0	675,2	13,5%	- Dépenses de personnel	595 885,0	133 540,1	22,4%
				- Acquisitions de biens et services	185 015,0	11 888,0	6,4%
				- Transferts courants	473 300,0	87 094,0	18,4%
				*** Subventions	130 847,5	5 458,9	4,2%
				*** Autres transferts courants	223 652,5	44 777,8	20,0%
				*** Dépenses fiscales	118 800,0	36 857,4	31,0%
<b>Autres ressources budgétaires</b>	<b>89 700,0</b>	<b>14 127,2</b>	<b>15,7%</b>	<b>Dépenses en capital</b>	<b>963 400,0</b>	<b>167 006,6</b>	<b>17,3%</b>
- Dons budgétaires	23 000,0		0,0%	- Financement intérieur	581 784,0	90 975,0	15,6%
- Fonds de concours + recettes assimilées	66 700,0	14 127,2	21,2%	*** Contributions budgétaires	483 763,0	79 594,0	16,5%
				*** Emprunts banques locales	12 237,0	3 200,0	26,2%
				*** Emprunts BOAD	70 784,0	8 181,1	11,6%
				*** Dépenses fiscales	15 000,0		0,0%
				- Financement extérieur	381 616,0	76 031,6	19,9%
				*** Dons	66 700,0	14 127,2	21,2%
				*** Emprunts	314 916,0	61 904,4	19,7%
<b>Recettes du budget annexe</b>	<b>58 580,0</b>	<b>13 645,7</b>	<b>23,3%</b>	<b>Dépenses du budget annexe</b>	<b>100 300,0</b>	<b>21 640,0</b>	<b>21,6%</b>
- FNRB	58 580,0	13 645,7	23,3%	- Fonctionnement du FNRB	1 000,0	56,0	5,6%
				- Pensions	99 300,0	21 584,0	21,7%
<b>Recettes des comptes d'affectation spéciale</b>	<b>23 200,0</b>	<b>3 128,1</b>	<b>13,5%</b>	<b>Dépenses des comptes d'affectation spéciale</b>	<b>23 200,0</b>	<b>1 173,7</b>	<b>5,1%</b>
- Opérations militaires à l'étranger	8 000,0	0,0	0,0%	- Opérations militaires à l'étranger	8 000,0	47,7	0,6%
- Modernisation des régies financières	6 000,0	1 024,4	17,1%	- Modernisation des régies financières	6 000,0	982,0	16,4%
- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	1 144,0	22,9%	- Prévention et gestion des catastrophes	5 000,0	144,0	2,9%
- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	249,9	20,8%	- Fonds de développement des Arts et de la Culture	1 200,0	0,0	0,0%
- Fonds de développement du Sport	3 000,0	709,8	23,7%	- Fonds de développement du Sport	3 000,0	0,0	0,0%
<b>II- Ressources de trésorerie</b>	<b>1 123 274,0</b>	<b>411 340,8</b>	<b>36,6%</b>	<b>II- Charges de trésorerie</b>	<b>647 574,0</b>	<b>141 476,5</b>	<b>21,8%</b>
<b>Ressources extérieures</b>	<b>408 216,0</b>	<b>380 906,6</b>	<b>93,3%</b>	<b>Amortissement Emprunts extérieurs</b>	<b>133 819,2</b>	<b>47 611,9</b>	<b>35,6%</b>
Prêts Projets	314 916,0	61 904,4	19,7%	Amortissement Prêts Projets	133 819,2	47 611,9	35,6%
* Prêts banques commerciales internationales	134 732,0	15 539,5	11,5%	* Emprunt banques commerciales internationales	31 372,7	22 095,5	70,4%
* Prêts bilatéraux	26 744,0	3 766,3	14,1%	* Emprunt bilatéral	16 546,6	11 096,3	67,1%
* Prêts multilatéraux	153 440,0	42 598,6	27,8%	* Emprunt multilatéral	47 338,0	6 533,7	13,8%
Eurobond	0,0	286 204,3		* Eurobond	38 562,0	7 886,4	20,5%
Prêts Programme	93 300,0	32 797,9	35,2%	<b>Amortissement Emprunts intérieurs</b>	<b>477 756,8</b>	<b>93 623,7</b>	<b>19,6%</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>687 562,0</b>	<b>27 809,6</b>	<b>4,0%</b>	Emprunts banques locales	7 994,4	2 313,1	28,9%
Prêts banques locales	12 237,0	3 200,0	26,2%	Emprunts BOAD	32 580,6	2 701,7	8,3%
Prêts BOAD	70 784,0	8 181,1	11,6%	Obligations du Trésor	338 191,8	63 245,0	18,7%
Obligations du Trésor	500 841,0	15 753,5	3,1%	Bons du Trésor	53 290,0	16 100,0	30,2%
Bons du Trésor	52 000,0	675,0	1,3%	Tirages FMI	45 700,0	9 263,9	20,3%
Tirages FMI	51 700,0	0,0	0,0%	<b>Autres charges de trésorerie</b>	<b>35 998,0</b>	<b>240,9</b>	<b>0,7%</b>
<b>Autres ressources de trésorerie</b>	<b>27 496,0</b>	<b>2 624,6</b>	<b>9,5%</b>	Prêts et avances	10 000,0	0,0	0,0%
Remboursement Prêts et Avances	22 084,0	20,1	0,1%	Variation instances de paiement	25 998,0	240,9	0,9%
Prêts rétrocédés	5 412,0	2 604,5	48,1%				
<b>TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (I)+(II)</b>	<b>3 199 274,0</b>	<b>907 861,9</b>	<b>28,4%</b>	<b>TOTAL CHARGES LOI DE FINANCES (I)+(II)</b>	<b>3 199 274,0</b>	<b>687 691,2</b>	<b>21,5%</b>

**INDICATEURS CLES DES DEPENSES BUDGETAIRES AU 31 MARS 2024**

(en millions de FCFA)

N°	Eléments	Prévision annuelle	Cible échéance	Réalisation	Taux d'exécution cible	Taux d'exécution prévisionnelle
1	Programmes budgétaires	1 909 674,9	286 451,2	312 331,5	109,0%	16,4%
2	Dotations budgétaires	642 025,1	160 506,3	233 883,3	145,7%	36,4%
3	Dépenses sociales prioritaires	185 400,0	24 100,0	25 583,1	106,2%	13,8%
4	Dépenses à sensibilité directe sur le genre	223 019,3		5 843,7		2,6%
5	Dépenses relatives aux changements climatiques	550 924,6	82 638,7	71 199,2	86,2%	12,9%
6	Dépenses d'entretien et de maintenance des infrastructures	56 371,1	8 455,7	8 449,0	99,9%	15,0%



# ANNEXES

5

X

## ANNEXE N°1 : METHODOLOGIE D'ELABORATION DU RAPPORT ET SOURCES DES DONNEES

La démarche retenue pour l'élaboration de ce rapport reste inchangée et comporte quatre (04) étapes qui s'articulent entre elles :

- la collecte de données financières ;
- le traitement et l'analyse des données collectées ;
- la rédaction du RAPEX ;
- la validation du projet de rapport.

### 1- Collecte de données

Cette étape constitue le point de départ du processus d'élaboration du rapport trimestriel. La Direction générale du Budget (DGB) collecte auprès des régies financières (DGD, DGI, DGTCP), de l'ANDF, de la CAA et du Fonds National des Retraites du Bénin, les informations budgétaire et financière nécessaires à l'élaboration du rapport. Les données recueillies auprès des structures ci-dessus concernent le point de réalisation des produits de recettes et des dépenses, la situation des opérations de trésorerie, le service de la dette, les tirages sur emprunts extérieurs et intérieurs, la situation d'exécution des comptes d'affectation spéciale, etc. Les données sollicitées sont issues des systèmes d'information et communiquées à la Direction générale du Budget au moyen de lettres et bordereaux, appuyées de fichiers électroniques. Elles sont généralement assorties de commentaires explicatifs.

Par ailleurs, la situation des engagements et des ordonnancements des dépenses, par ministère et institution de l'Etat, est périodiquement générée directement du système d'informations de gestion des finances publiques (SIGFP) par la Direction générale du Budget.

La Direction générale du Budget reçoit également de la Cellule de Suivi des Programmes Economiques et Financiers, le tableau des opérations financières de l'Etat correspondant à la période de couverture du rapport pour des fins de rapprochement et de confirmation des données collectées et compilées. Il en est de même de la situation de la conjoncture économique que rend périodiquement disponible, la Direction générale de l'Economie.

### 2- Traitement et analyse des données collectées

Cette partie porte sur le dépouillement, le traitement et l'analyse des données collectées. Le dépouillement consiste à faire ressortir les informations contenues dans les documents reçus des différentes structures afin d'effectuer le traitement des données. Le traitement consiste en la vérification et la production des tableaux statistiques supports de la rédaction du rapport et de la confection des graphiques illustratifs du rapport. La dernière étape est l'analyse des données qui permet d'interpréter les informations contenues dans les tableaux conçus sur la base des données prévisionnelles et d'exécution des recettes et des dépenses.



Les tableaux matriciels supports de la rédaction du rapport présentent des données de comparaison portant sur la même période de l'année précédente.

### 3- Rédaction du projet de rapport

A cette étape, il est procédé à la rédaction proprement dite du rapport, sur la base des éléments d'analyse rassemblés à l'issue de la précédente étape. La version brute qui en ressort, fait l'objet d'une série de validations.

### 4- Validation du projet de rapport

Le processus de validation du rapport consiste à : (i) envoyer des invitations avec le rapport provisoire aux structures concernées aux fins de la tenue d'une séance de confirmation des chiffres ; (ii) procéder à la prise en compte des différentes observations issues de la séance de confirmation de chiffres. Des séances bilatérales entre la Direction générale du Budget et la Cellule de Suivi des Programmes Economique et Financier sont, par la suite, tenues afin d'assurer la cohérence des données du rapport avec celles du tableau des opérations financières de l'Etat. Le rapport est enfin soumis aux membres du cabinet du Ministre pour appréciation et autorisation de transmission au parlement et diffusion.



# Présentation de l'exécution au 31 mars de la Loi de finances pour la gestion 2024 selon les classifications

*(Annexe n°2 au Rapport d'exécution au 31 mars)*



Annexe 2.1 : Présentation de l'exécution des charges de la Loi de Finances 2024 au 31 mars par classification administrative et économique sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

I - OPERATIONS BUDGETAIRES (CREDITS DE PAIEMENT)

SECTEURS	DEFENSES ORDINAIRES												DEFENSES EN CAPITAL												TOTAL EXECUTION (c)-(a-b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (CP/100/D)
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (don)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)					
	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation Initiale	Ordonnancé	Taux			
<b>1. Institutions</b>	27 400,0	10 693,6	38,9%	23 301,5	4 754,1	20,4%	23 891,0	3 135,1	13,1%	74 672,5	18 582,8	24,9%	3 970,9	0,0	0,0%	2 111,0	10 198,2	4 099,1	895,4	21,8%	10 181,0	11 093,6	109,0%	29 676,5	84 853,5	35,0%	
Présidence de la République	1 830,1	417,1	22,8%	9 335,2	2 072,4	22,2%	22 718,1	3 011,3	13,3%	33 883,4	5 500,8	16,2%	900,0	0,0	0,0%	2 111,0	10 198,2	4 099,1	895,4	21,8%	7 110,1	11 093,6	156,0%	16 594,4	40 993,3	40,5%	
Assemblée Nationale	15 427,4	7 742,8	50,2%	5 790,6	1 802,1	31,1%	500,0	25,5	5,1%	21 718,0	9 570,5	44,1%	3 070,9	0,0	0,0%				0,0		3 070,9	0,0	0,0%	9 570,5	24 780,0	38,6%	
Cour Constitutionnelle	1 883,5	398,3	21,1%	803,2	132,8	16,5%	3,6	3,0	82,1%	2 690,3	534,1	19,9%									0,0	0,0		534,1	2 690,3	19,9%	
Commission Béninoise des Droits de l'Homme	499,2	82,5	16,5%	204,4	0,0	0,0%	2,2	0,0	0,0%	735,8	82,5	11,2%									0,0	0,0		82,5	735,8	11,2%	
Cour Suprême	2 124,8	847,8	39,9%	1 034,0	172,2	16,7%	57,4	53,9	94,0%	3 216,3	1 073,9	33,4%									0,0	0,0		1 073,9	3 216,3	33,4%	
Conseil Economique et Social	1 537,5	334,3	21,7%	664,3	109,5	16,5%	27,0	5,5	20,4%	2 228,8	449,3	20,2%									0,0	0,0		449,3	2 228,8	20,2%	
Haute Autorité de l'Audit/visuel et de la Communication	1 239,4	326,4	26,3%	1 078,3	100,1	9,3%	3,0	0,0	0,0%	2 320,7	426,5	18,4%									0,0	0,0		426,5	2 320,7	18,4%	
Haute Cour de Justice	280,1	66,1	23,6%	323,7	41,9	12,9%	1,0	0,0	0,0%	604,8	108,0	17,9%									0,0	0,0		108,0	604,8	17,9%	
Médiateur de la République	169,3	39,4	23,2%	677,8	35,0	5,2%	3,4	0,0	0,0%	850,5	74,4	8,7%									0,0	0,0		74,4	850,5	8,7%	
Commission Electorale Nationale Autonome	882,1	215,1	24,4%	703,5	76,1	10,8%	7,0	0,9	13,1%	1 592,5	292,2	18,3%									0,0	0,0		292,2	1 592,5	18,3%	
Cour des Comptes	1 666,5	223,7	13,4%	2 596,6	212,0	8,2%	80,0	33,0	43,8%	4 343,1	470,7	10,8%									0,0	0,0		470,7	4 343,1	10,8%	
Autorité de Protection des Données Personnelles	0,0	0,0	#DIV/0!	0,0	0,0	#DIV/0!	488,3	0,0	0,0%	488,3	0,0	0,0%									0,0	0,0		0,0	488,3	0,0%	
<b>2. Ministères</b>	498 386,5	116 754,7	23,4%	152 361,0	5 608,7	3,7%	182 208,4	11 241,3	6,2%	832 955,9	133 604,7	16,0%	577 813,1	90 975,0	15,7%	64 589,0	3 928,9	6,1%	310 816,9	61 009,0	19,6%	932 219,0	155 913,0	16,4%	289 517,7	1 786 174,9	16,2%
Défense Nationale	53 529,7	12 850,7	24,0%	20 932,4	127,8	0,6%	750,0	15,0	2,0%	75 212,1	12 993,5	17,3%	18 240,0	6 627,6	36,3%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18 240,0	6 627,6	36,3%	19 621,1	93 452,1	21,0%	
Economie & Finances	23 538,7	4 596,3	19,5%	9 325,7	276,5	3,0%	12 390,0	0,0	0,0%	45 274,4	4 872,8	10,8%	7 400,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	7 574,6	7 400,0	7 574,6	102,4%	12 447,3	52 074,4	23,6%		
Justice & Législation	10 357,9	2 291,9	22,1%	4 696,7	80,4	1,7%	10 379,0	0,0	0,0%	25 433,5	2 372,3	9,3%	11 780,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11 780,0	0,0	0,0%	2 372,3	37 213,3	6,4%	
Développement et coord. Action Gouvernementale	2 009,3	431,5	21,5%	2 778,6	0,0	0,0%	507,0	86,4	15,2%	5 354,9	517,9	9,7%	1 690,9	34,5	2,0%	3 763,5	0,0	0,0%	0,0	1 706,5	5 454,4	2 032,0	37,6%	2 569,9	10 809,3	23,9%	
Numerique et Digitalisation	1 051,2	237,4	22,6%	1 845,9	70,7	3,8%	6 182,5	731,4	11,8%	9 082,5	1 039,5	11,4%	9 220,0	0,0	0,0%	2 386,6	0,0	0,0%	3 656,4	1 722,2	15 274,0	1 722,2	11,3%	2 761,7	24 356,5	11,3%	
Cadre de vie et Transports en charge du Développement Durable	7 308,7	1 473,8	20,2%	2 546,1	0,0	0,0%	3 530,0	281,3	8,0%	13 384,8	1 755,2	13,1%	239 167,0	77 415,8	32,4%	23 141,4	1 603,9	6,9%	134 981,3	22 252,9	16,5%	397 209,6	101 272,6	25,5%	103 027,8	416 074,4	25,1%
Industrie et Commerce	1 378,6	328,4	23,8%	1 651,9	21,0	1,3%	860,0	0,0	0,0%	3 890,5	349,4	9,0%	477,3	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	477,3	0,0	0,0%	349,4	4 307,8	8,0%	
Santé	48 359,1	10 581,4	21,9%	10 686,6	0,0	0,0%	34 882,3	1 516,6	4,3%	93 927,9	12 098,0	12,9%	18 565,3	0,0	0,0%	2 706,6	0,0	0,0%	21 083,4	8 560,2	40,6%	8 540,2	8 540,2	20,2%	20 658,2	136 383,2	15,2%
Energie, Eau & Mines	1 811,5	409,2	22,6%	2 141,3	0,0	0,0%	1 100,0	0,0	0,0%	4 062,8	409,2	10,1%	89 373,0	635,3	0,7%	11 743,3	464,6	4,0%	61 771,7	11 997,9	19,4%	161 888,0	163 950,8	8,1%			
Agriculture, Elevage et Pêche	8 637,8	2 239,1	25,9%	12 556,0	0,0	0,0%	20 744,8	0,0	0,0%	41 938,7	2 239,1	5,3%	28 294,6	1 243,2	4,4%	14 916,5	42,0	0,3%	32 227,0	5 382,0	16,7%	75 438,1	8 916,2	7,6%			
Tourisme, Culture & Arts	1 675,1	366,9	21,9%	2 917,1	68,3	2,3%	1 788,4	55,0	3,1%	6 380,6	490,1	7,7%	27 325,2	100,0	0,4%	3 399,9	0,0	0,0%	9 798,7	646,0	6,6%	40 523,8	117 376,8	7,6%			
Sports	942,3	202,9	21,5%	2 249,3	132,9	5,9%	4 727,1	3 013,0	76,4%	7 918,6	3 948,8	49,9%	32 883,4	2 800,0	8,5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	32 883,4	2 800,0	8,5%	6 748,8	40 802,0	16,5%	
Affaires Sociales & Microfinance	2 682,2	732,6	27,5%	3 471,1	129,7	3,7%	2 243,6	0,0	0,0%	8 377,0	862,3	10,3%	14 703,1	0,0	0,0%	0,0	1 818,4	0,0	2 376,0	0,0	17 079,2	1 818,4	10,6%	2 680,7	25 456,2	10,5%	
Enseignement supérieur	39 589,2	10 000,8	25,3%	5 237,0	33,0	0,6%	22 766,8	455,0	2,0%	67 573,0	10 488,8	15,5%	13 244,6	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	659,4	124,7	18,9%	13 904,0	124,7	0,9%	10 613,5	81 477,0	13,0%
PME & Prom. Emploi	354,4	94,4	26,6%	1 696,3	82,6	4,9%	7 350,0	375,0	5,1%	9 400,7	552,0	5,9%	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	507,6	538,1	538,1	106,0%	1 090,1	9 500,3	11,0%		



## I- OPERATIONS BUDGETAIRES (CREDITS DE PAIEMENT)

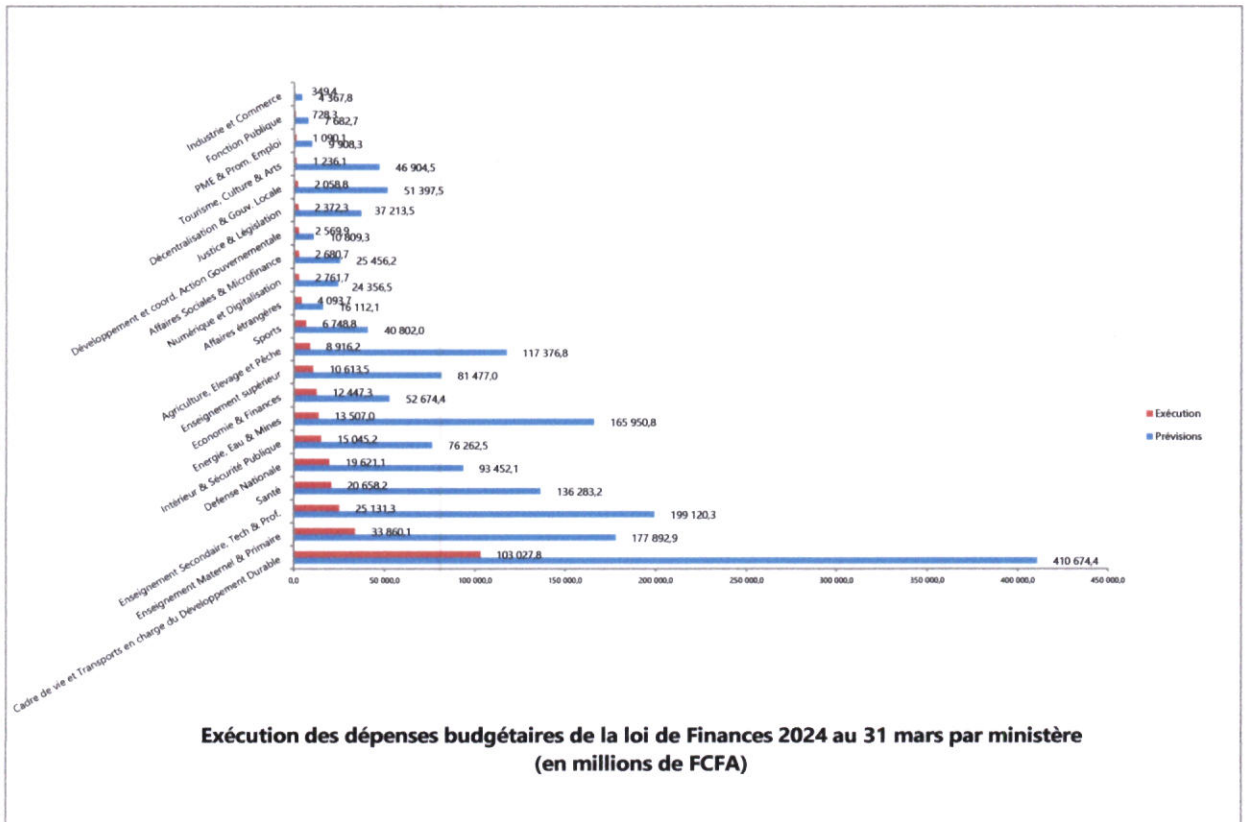
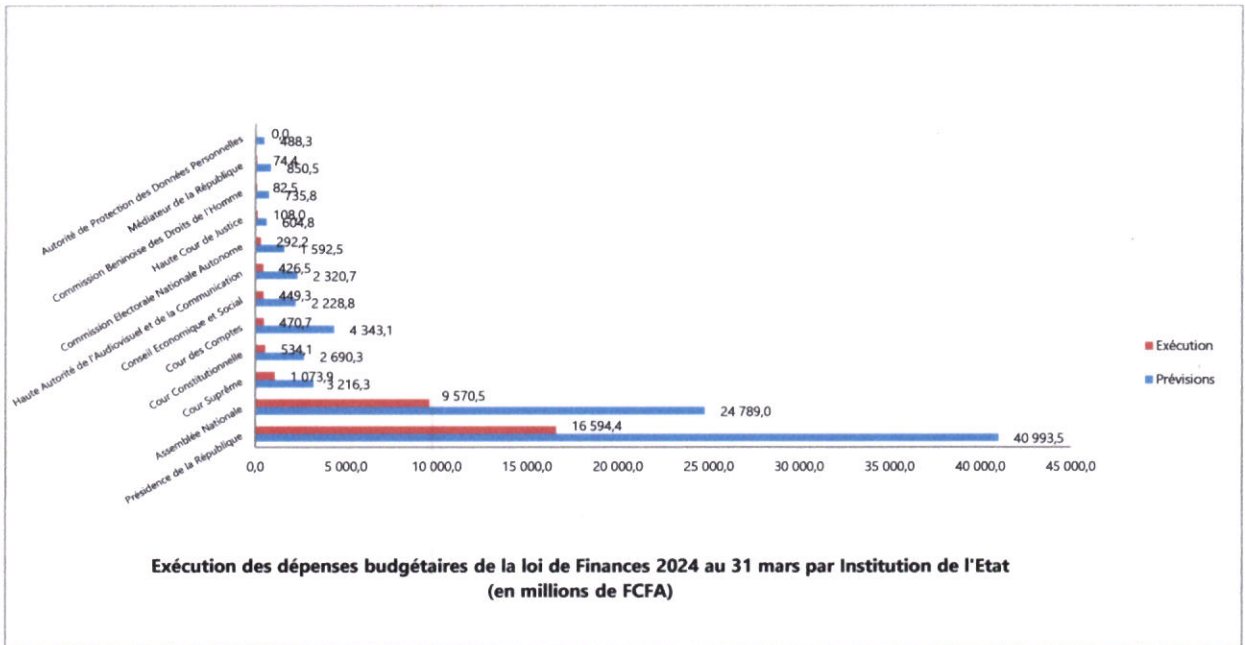
SECTEURS	DEFENSES ORDINAIRES												DEFENSES EN CAPITAL												TOTAL EXECUTION (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exécution (C*/100/(D))	
	Dépenses de Personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources Intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)						
	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux	Dotation initiale	Ordonnancé	Taux				
																												Dotation initiale
Fonction Publique	2 786,9	728,3	26,1%	4 384,8	0,0	0,0%	46,0	0,0	0,0%	7 217,7	728,3	10,1%	300,0	0,0	0,0%	165,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	465,0	0,0	0,0%	728,3	7 682,7	9,5%	
Intérieur & Sécurité Publique	55 533,0	11 707,0	21,1%	8 650,5	2 036,0	23,5%	509,0	52,3	10,3%	64 712,5	13 795,2	21,3%	11 550,0	1 250,0	10,8%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11 550,0	1 250,0	10,8%	15 045,2	76 262,5	19,7%	
Décentralisation & Gouver. Locale	2 764,8	588,7	21,3%	3 799,3	397,2	10,5%	24 439,6	530,1	2,1%	31 003,7	1 506,0	4,9%	19 139,0	552,8	2,9%	1 254,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	20 393,7	552,8	2,7%	2 058,8	51 397,5	4,0%	
Enseignement Maternel & Primaire	128 488,2	33 760,1	26,3%	20 415,2	100,0	0,5%	21 105,5	0,0	0,0%	170 008,9	33 860,1	19,9%	7 884,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 884,0	0,0	0,0%	33 860,1	177 892,9	19,0%	
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	96 649,5	20 588,1	21,3%	24 302,4	509,2	2,1%	6 736,9	3 540,2	52,5%	127 688,8	24 637,5	19,3%	26 566,6	0,0	0,0%	1 109,5	0,0	0,0%	43 755,4	493,9	1,1%	71 431,6	493,9	0,7%	25 131,3	199 120,3	12,6%	
Affaires étrangères	8 938,4	2 545,4	28,5%	6 073,7	1 543,4	25,4%	100,0	0,0	0,0%	15 112,1	4 088,7	27,1%	1 000,0	5,0	0,5%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 000,0	5,0	0,5%	4 093,7	16 112,1	25,4%	
<b>TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)</b>	<b>525 866,5</b>	<b>127 448,3</b>	<b>24,2%</b>	<b>175 662,5</b>	<b>10 362,8</b>	<b>5,9%</b>	<b>206 099,4</b>	<b>14 376,4</b>	<b>7,0%</b>	<b>907 638,4</b>	<b>152 187,5</b>	<b>16,6%</b>	<b>581 784,0</b>	<b>90 975,0</b>	<b>15,6%</b>	<b>66 700,0</b>	<b>14 127,1</b>	<b>21,2%</b>	<b>314 916,0</b>	<b>61 904,4</b>	<b>19,7%</b>	<b>963 400,0</b>	<b>167 006,6</b>	<b>17,3%</b>	<b>319 194,1</b>	<b>1 871 028,4</b>	<b>17,1%</b>	
Credits globaux (4)	70 018,5	6 091,8	8,7%	9 352,5	1 524,2	16,3%	267 200,6	72 717,6	27,2%	346 571,6	80 334,6	23,2%										0,0				80 334,6	346 571,6	23,2%
Charges financières de la dette publique (5)										210 600,0	123 872,2	58,8%														123 872,2	210 600,0	58,8%
<b>TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)</b>	<b>595 885,0</b>	<b>133 540,1</b>	<b>22,4%</b>	<b>185 015,0</b>	<b>11 886,0</b>	<b>6,4%</b>	<b>473 300,0</b>	<b>87 094,0</b>	<b>18,4%</b>	<b>1 464 800,0</b>	<b>356 394,4</b>	<b>24,3%</b>	<b>581 784,0</b>	<b>90 975,0</b>	<b>15,6%</b>	<b>66 700,0</b>	<b>14 127,1</b>	<b>21,2%</b>	<b>314 916,0</b>	<b>61 904,4</b>	<b>19,7%</b>	<b>963 400,0</b>	<b>167 006,6</b>	<b>17,3%</b>	<b>523 401,0</b>	<b>2 428 200,0</b>	<b>21,6%</b>	
Budget annexe du FNRB	150,0	26,1	17,4%	850,0	5,0	0,6%	99 300,0	21 609,0	21,8%	100 300,0	21 640,0	21,6%										0,0				21 640,0	100 300,0	21,6%
Comptes d'affectation spéciale		0,0		5 000,0	144,0	2,9%	10 200,0	982,0	9,6%	15 200,0	1 126,0	7,4%							8 000,0	47,7	0,6%	8 000,0	47,7	0,6%	1 173,7	23 200,0	5,1%	
<b>TOTAL BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>596 035,0</b>	<b>133 566,2</b>	<b>22,4%</b>	<b>190 865,0</b>	<b>12 036,9</b>	<b>6,3%</b>	<b>582 800,0</b>	<b>109 685,0</b>	<b>18,8%</b>	<b>1 580 300,0</b>	<b>379 160,4</b>	<b>24,0%</b>	<b>581 784,0</b>	<b>90 975,0</b>	<b>15,6%</b>	<b>66 700,0</b>	<b>14 127,1</b>	<b>21,2%</b>	<b>322 916,0</b>	<b>61 952,1</b>	<b>19,2%</b>	<b>971 400,0</b>	<b>167 054,3</b>	<b>17,2%</b>	<b>546 214,7</b>	<b>2 551 700,0</b>	<b>21,4%</b>	

## II- OPERATIONS DE TRESORERIE (CHARGES DE TRESORERIE)

Nature	Prêts et avances			Amortissement emprunts banques internationales			Amortissement emprunt bilatéral			Amortissement emprunt multilatéral			Amortissement prêts banques locales et BOAD			Amortissement obligation et Bons du Trésor			Variation des instances de paiement			Amortissement tirages FMI et Eurobond			Total Exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exécution
	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux	Dotation initiale	Exécuté	Taux			
Montant / Taux	10 000,0	0,0	0,0%	31 372,7	22 095,5	70,4%	16 546,5	11 096,3	67,1%	47 338,0	6 533,7	13,8%	40 575,0	5 014,8	12,4%	391 481,8	79 345,0	20,3%	25 980,0	240,9	0,9%	84 262,0	17 150,3	20,4%	141 476,5	647 574,0	21,8%
<b>TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)</b>																									<b>687 691,2</b>	<b>3 199 274,0</b>	<b>21,5%</b>

Source : DGB, mai 2024





Annexe 2.2 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2024 au 31 mars par programme et dotation budgétaire sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général	
		Dépenses de personnel		Dépenses d'acquies de biens et services		Dépenses de transfert		Total dépenses ordinaires (a)		Ressources inférieures		Ressources extérieures (dons)		Ressources extérieures (prêts)		Total dépenses en capital (b)		Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a)-(b)	Taux (%)			
		Dotations initiales	Ordonnances	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnances	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnances	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnances	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnances	Taux (%)	Dotations initiales				Ordonnances	Taux (%)	
015	Pilotage et soutien aux services du MDC	1 460,7	363,9	24,9	2 213,7	0,0	0,0	0,0	3 795,9	363,9	9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 795,9	363,9	9,6		
016	Orientation et évaluation des politiques de développement	546,6	67,6	12,3	565,0	0,0	0,0	86,4	1 559,0	154,0	9,9	1 660,9	345,5	20,4	3 763,5	0,0	1 706,5	0,0	5 454,4	2 052,0	37,6		
018	Pilotage et soutien aux services du MIL	861,6	130,3	15,1	3 671,2	75,9	2,1	0,0	4 532,8	206,2	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 532,8	206,2	4,5		
019	Cadre législatif normatif et institutionnel	363,9	221,0	60,7	225,5	0,0	0,0	0,0	589,4	221,0	37,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	589,4	221,0	37,5		
020	Services judiciaires	9 056,9	1 865,1	20,6	7 185,0	0,0	0,0	3 167,8	12 943,3	1 865,1	14,4	10 780,0	0,0	0,0	10 780,0	0,0	0,0	0,0	23 723,3	1 865,1	7,9		
021	Droits Humains	75,5	75,5	100,0	81,5	4,5	5,5	211,1	368,1	80,0	21,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	368,1	80,0	21,7		
095	Système pénitentiaire	0,0	0,0	0,0	7 000,0	0,0	0,0	0,0	7 000,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	0,0	1 000,0	0,0	0,0	0,0	8 000,0	0,0	0,0		
022	Pilotage et soutien aux services du MAE	1 304,1	454,9	34,9	2 849,2	318,4	11,2	0,0	4 153,3	773,4	18,6	800,0	5,0	0,6	800,0	5,0	0,6	0,0	4 953,3	778,4	15,7		
023	Diplomatie	936,3	240,6	25,7	617,5	52,5	8,5	100,0	1 653,8	293,1	17,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 653,8	293,1	17,7		
103	Attractivité et rayonnement du Bénin à l'étranger	6 696,0	1 849,9	27,6	2 607,0	1 172,4	45,0	0,0	9 305,0	3 023,3	32,5	200,0	0,0	0,0	200,0	0,0	0,0	0,0	9 505,0	3 023,3	31,8		
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	2 035,0	640,8	31,5	4 196,1	13,3	0,3	0,0	6 231,1	654,1	10,5	2 200,0	0,0	0,0	2 200,0	0,0	0,0	0,0	8 431,1	654,1	7,8		
027	Gestion du cadre macroéconomique et du secteur financier	914,3	164,7	18,0	773,6	0,0	0,0	3 550,0	5 237,9	164,7	3,1	3 100,0	0,0	0,0	3 100,0	0,0	0,0	0,0	8 337,9	7 739,3	92,8		
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	15 961,0	2 829,6	17,7	2 536,0	214,4	8,5	1 315,0	19 812,0	3 043,9	15,4	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	19 912,0	3 043,9	15,3		
029	Gestion des dépenses publiques	4 041,3	937,8	23,2	903,8	48,8	5,4	0,0	4 945,1	966,5	19,9	2 000,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	0,0	6 945,1	966,5	14,2		
030	Gestion des biens de l'Etat et du foncier	607,1	23,4	3,9	916,2	0,0	0,0	7 525,0	9 048,2	23,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9 048,2	23,4	0,3		
080	Pilotage et soutien aux services du MISP	1 260,1	202,2	16,1	2 786,2	477,4	17,1	0,0	4 046,3	678,6	16,8	1 272,6	0,0	0,0	1 272,6	0,0	0,0	0,0	5 318,9	679,6	12,8		
081	Sécurité publique	49 396,7	10 240,2	20,7	5 235,0	1 479,8	28,3	209,0	54 840,6	11 772,2	21,5	5 600,0	1 150,4	20,5	5 600,0	1 150,4	20,5	0,0	60 440,6	12 922,6	21,4		
082	Protection civile	4 746,4	1 247,8	26,3	430,4	64,5	15,0	280,0	5 456,8	1 312,3	24,0	2 677,4	99,6	3,7	2 677,4	99,6	3,7	0,0	8 134,2	1 411,6	17,4		
083	Affaires indérieures	133,8	16,8	12,5	199,0	14,4	7,2	0,0	332,6	31,1	9,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	332,6	31,1	9,4		
084	Gestion intégrée des espaces frontaliers	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	36,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	2 000,0	0,0	0,0	0,0	2 036,0	0,0	0,0		
093	Pilotage et soutien aux services du MAEP	1 000,7	990,5	98,2	7 129,4	0,0	0,0	746,8	8 884,9	990,5	11,1	971,1	0,0	0,0	971,1	0,0	0,0	0,0	9 856,0	990,5	10,0		
096	Agriculture	6 043,1	1 071,4	17,7	4 530,1	0,0	0,0	19 996,0	30 571,2	1 071,4	3,5	17 832,0	1 243,2	7,0	13 610,6	42,0	0,3	29 234,4	60 676,9	6 677,1	11,0		
037	Elevage	1 330,8	177,3	13,3	413,4	0,0	0,0	0,0	1 744,1	177,3	10,2	4 836,9	0,0	0,0	1 226,6	0,0	0,0	1 395,1	7 452,6	0,0	0,0		
038	Pêche et aquaculture	253,3	0,0	0,0	483,1	0,0	0,0	0,0	738,3	0,0	0,0	4 654,5	0,0	0,0	85,3	0,0	0,0	1 597,6	6 337,4	0,0	0,0		
039	Pilotage et soutien aux services du MDGL	1 171,7	332,3	28,4	1 499,7	351,0	23,4	0,0	2 671,4	683,3	25,6	800,0	552,8	69,1	800,0	552,8	69,1	0,0	3 471,4	1 236,1	35,6		
040	Gouvernance et développement à la base	186,4	19,9	10,7	302,9	28,4	9,4	24 439,6	24 929,9	568,4	2,3	18 339,0	0,0	0,0	1 254,7	0,0	0,0	19 593,7	44 522,7	568,4	1,3		
041	Appui à la déconcentration	1 406,7	236,5	16,8	1 996,7	17,8	0,9	0,0	3 403,4	254,3	7,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 403,4	254,3	7,5		



Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES										DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)										Total général						
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources inférieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)			Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux (%)
		Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)	Dotation initiale	Ordonnances	Taux (%)			
042	Pilotage et soutien aux services du MITP	1 679,6	636,8	37,9	3 222,1	0,0	0,0	0,0	46,0	0,0	0,0	4 947,7	636,8	12,9	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	5 047,7	636,8	12,6	
043	Promotion du Travail et de la Sécurité Sociale	239,3	14,9	6,2	485,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	725,0	14,9	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	725,0	14,9	2,1	
044	Modernisation de l'administration publique	868,0	76,6	8,8	677,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 545,0	76,6	5,0	200,0	0,0	0,0	0,0	165,0	0,0	0,0	365,0	0,0	0,0	1 910,0	76,6	4,0		
045	Pilotage et Soutien aux services du MS	44 869,8	7 963,0	17,7	10 222,6	0,0	0,0	5 989,7	197,3	3,3	61 082,1	8 160,5	13,4	1 300,0	0,0	0,0	661,6	0,0	0,0	8 660,4	13,9	0,0	8 660,4	13,9	0,2	69 742,5	8 174,4	11,7
046	Prévention et Sécurité sanitaire	1 586,2	2 156,2	135,9	215,0	0,0	0,0	12 182,0	0,0	0,0	13 983,3	2 156,2	15,4	7 090,0	0,0	0,0	2 045,0	0,0	0,0	9 135,0	952,6	10,4	9 135,0	952,6	10,4	23 110,3	3 102,7	13,4
047	Offre et accès aux soins de santé	1 903,0	462,3	24,3	249,0	0,0	0,0	16 710,6	1 319,1	7,9	18 862,6	1 781,4	9,4	10 175,3	0,0	0,0	14 384,5	7 593,7	52,8	14 384,5	7 593,7	52,8	24 559,9	7 593,7	30,9	43 422,5	9 371,1	21,6
054	Pilotage et soutien aux services du MESRS	1 037,3	292,1	28,2	3 460,2	33,0	1,0	839,8	0,0	0,0	5 337,3	325,1	6,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5 337,3	325,1	6,1	
055	Enseignement supérieur	38 013,0	9 602,9	25,3	1 541,4	0,0	0,0	4 352,0	0,0	0,0	43 906,4	9 602,9	21,9	12 994,6	0,0	0,0	659,4	124,7	18,9	13 654,0	124,7	0,9	13 654,0	124,7	0,9	57 560,4	9 727,6	16,9
056	Recherche scientifique et innovation	388,7	77,5	19,9	56,9	0,0	0,0	675,0	0,0	0,0	1 120,6	77,5	6,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 120,6	77,5	6,9
057	Vie de l'étudiant	130,2	28,4	21,8	178,5	0,0	0,0	16 900,0	455,0	2,7	17 208,7	483,4	2,8	250,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	250,0	0,0	0,0	250,0	0,0	0,0	17 458,7	483,4	2,8
058	Pilotage et soutien aux services du WESTP	90 443,6	17 918,7	19,8	5 280,3	509,2	9,6	1 313,5	0,0	0,0	97 037,4	18 428,0	19,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	97 037,4	18 428,0	19,0
059	Enseignement secondaire général	2 906,0	1 214,2	41,8	17 576,3	0,0	0,0	3 658,0	3 437,3	94,0	24 140,4	4 651,4	19,3	2 085,0	0,0	0,0	525,6	134,0	0,0	2 610,6	134,0	5,1	2 610,6	134,0	5,1	26 751,0	4 785,4	17,9
060	Enseignement technique et formation professionnelle	3 113,1	1 453,7	46,7	1 208,7	0,0	0,0	1 629,8	102,9	6,3	5 951,6	1 556,6	26,2	24 481,6	0,0	0,0	43 229,9	359,9	0,8	68 821,0	359,9	0,5	68 821,0	359,9	0,5	74 772,6	1 916,5	2,6
061	Alphabétisation et promotion des langues nationales	186,7	1,4	0,8	237,1	0,0	0,0	135,5	0,0	0,0	559,4	1,4	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	559,4	1,4	0,3
062	Pilotage et soutien aux services du MEMP	124 274,1	30 552,4	24,6	15 867,8	0,0	0,0	631,3	0,0	0,0	140 773,2	30 552,4	21,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	140 773,2	30 552,4	21,7
063	Accès, équité et rétention	286,3	160,8	56,2	267,4	0,0	0,0	20 144,2	0,0	0,0	20 667,9	160,8	0,8	7 864,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 864,0	0,0	0,0	7 864,0	0,0	0,0	28 551,9	160,8	0,6
064	Qualité des enseignements	3 927,8	3 046,9	77,6	4 280,0	100,0	2,3	360,0	0,0	0,0	8 567,9	3 146,9	36,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8 567,9	3 146,9	36,7
073	Pilotage et soutien aux services du MIC	767,5	204,4	26,6	1 105,6	17,0	1,5	0,0	0,0	0,0	1 873,1	221,4	11,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 873,1	221,4	11,8
074	Industrie	167,5	31,8	19,0	165,0	2,0	1,2	360,0	0,0	0,0	692,5	33,8	4,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	692,5	33,8	4,9
075	Commerce	443,6	92,1	20,8	381,3	2,0	0,5	500,0	0,0	0,0	1 324,8	94,1	7,1	477,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	477,3	0,0	0,0	477,3	0,0	0,0	1 802,2	94,1	5,2
032	Pilotage et soutien aux services du MASM	2 138,0	568,5	26,6	2 527,3	129,7	5,1	62,2	0,0	0,0	4 727,4	698,2	14,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 727,4	698,2	14,8
033	Promotion socio-économique des couches vulnérables	426,0	154,7	36,3	838,1	0,0	0,0	1 447,7	0,0	0,0	2 711,7	154,7	5,7	14 703,1	0,0	0,0	1 818,4	0,0	0,0	14 703,1	1 818,4	12,4	14 703,1	1 818,4	12,4	17 414,9	1 973,2	11,3
034	Développement de l'industrie de la microfinance	98,3	9,3	9,5	105,6	0,0	0,0	733,7	0,0	0,0	937,9	9,3	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 313,9	9,3	0,3
114	Pilotage et soutien aux services du NICIT	2 435,2	345,2	14,2	2 053,3	0,0	0,0	240,2	0,0	0,0	4 728,8	345,2	7,3	3 050,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 050,0	0,0	0,0	3 050,0	0,0	0,0	7 778,8	345,2	4,4
115	Environnement, Forêts et climat	3 601,1	944,7	26,2	143,0	0,0	0,0	2 128,2	281,3	13,2	5 872,3	1 226,0	20,9	20 219,5	13 176,3	65,2	22 497,5	1 603,9	7,1	4 896,2	419,4	8,6	47 613,2	15 195,5	31,9	53 485,4	16 425,6	30,7
116	Infrastructures et Transports	817,8	122,8	15,0	288,2	0,0	0,0	316,0	0,0	0,0	1 422,0	122,8	8,6	97 179,8	50 021,8	51,5	35 922,6	11 060,0	30,8	133 102,4	61 081,8	45,9	133 102,4	61 081,8	45,9	134 524,4	61 204,6	45,5
088	Villes et territoires durables	243,9	38,2	15,7	31,6	0,0	0,0	555,9	0,0	0,0	831,3	38,2	4,6	41 298,5	196,8	0,5	643,9	0,0	0,0	106 934,4	8 471,3	7,9	106 934,4	8 471,3	7,9	107 765,7	8 500,5	7,9
089	Construction et Habitat	210,6	22,9	10,9	30,0	0,0	0,0	289,8	0,0	0,0	530,4	22,9	4,3	77 419,1	14 020,9	18,1	29 170,5	2 499,1	8,6	106 589,6	16 520,0	15,5	106 589,6	16 520,0	15,5	107 120,0	16 540,9	15,4



Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)												Total général									
		Dépenses de personnel				Dépenses d'acquisitions de biens et services				Dépenses de transfert				Ressources ordinaires (a)				Ressources inérieures				Ressources extérieures (dons)				Ressources extérieures (prêts)				Total dépenses en capital (b)		Prévisions annuelles initiales	Total Exécution (a) + (b)	Taux (%)	Taux (%)
		Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)	Donation initiale	Ordonnancement	Taux (%)					
050	Protége et soutien aux services du MPM/PE	321,6	92,8	28,9	1 354,4	75,4	5,6	65,0	0,0	0,0	1 741,0	168,2	9,7																	1 741,0	168,2	9,7			
051	Emploi	8,1	0,0	0,0	91,9	3,0	3,3	2 047,0	0,0	0,0	2 147,0	3,0	0,1																	2 147,0	3,0	0,1			
052	Artisanat	24,7	1,6	6,3	100,0	4,3	4,3	2 700,0	375,0	13,9	2 824,7	380,8	13,5																	2 824,7	380,8	13,5			
053	Appui aux PME	0,0	0,0	0,0	150,0	0,0	0,0	2 538,0	0,0	0,0	2 688,0	0,0	0,0																	2 688,0	538,1	16,8			
099	Protége et soutien aux services du MSPORTS	482,3	94,3	19,6	1 308,7	132,9	10,2	539,0	0,0	0,0	2 330,0	227,2	9,8																		2 330,0	227,2	9,8		
091	Sport	427,7	97,8	22,9	863,0	0,0	0,0	3 996,1	3 613,0	90,4	5 286,8	3 710,8	70,2																		3 710,8	8,6	17,3		
092	Jeunesse et loisirs	32,3	10,7	33,2	77,5	0,0	0,0	192,0	0,0	0,0	301,8	10,7	3,6																		301,8	10,7	1,3		
048	Protége et soutien aux services du MDN	1 198,0	57,2	4,8	1 675,5	127,8	7,6	170,0	15,0	8,8	3 043,5	200,0	6,6																		3 043,5	6,6	32,1		
049	Protection du territoire national	52 331,8	12 793,6	24,4	19 256,6	0,0	0,0	580,0	0,0	0,0	72 168,6	12 793,6	17,7																		72 168,6	36,3	17,7		
113	Protége et soutien aux services du MEEM	1 699,7	380,6	22,4	1 960,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 660,2	380,6	10,4																		3 660,2	0,0	6,4		
098	Energie	40,6	0,9	2,3	55,3	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	195,8	0,9	0,5																		195,8	0,9	6,8		
077	Eau	42,5	15,2	35,8	76,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	118,5	15,2	12,8																		118,5	12,8	9,3		
078	Mines	28,8	12,4	43,2	49,5	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	68,3	12,4	14,1																		68,3	14,1	1,0		
096	Protége et soutien aux services de MITCA	973,4	303,7	31,2	1 934,8	68,3	3,5	0,0	0,0	0,0	2 908,2	372,0	12,8																			2 908,2	372,0	11,8	
093	Tourisme	78,7	1,4	1,8	183,6	0,0	0,0	66,4	0,0	0,0	328,7	1,4	0,4																		328,7	1,4	1,7		
094	Culture et Arts	623,1	61,8	9,9	798,7	0,0	0,0	1 722,0	55,0	3,2	3 143,8	116,8	3,7																		3 143,8	116,8	4,1		
100	Protége et soutien aux services du MND	911,5	187,9	20,6	1 421,2	70,7	5,0	162,9	0,0	0,0	2 495,6	258,6	10,4																			2 495,6	258,6	10,4	
109	Médias	60,8	21,6	35,5	380,7	0,0	0,0	6 019,5	731,4	12,2	6 461,2	731,4	11,7																			6 461,2	731,4	8,2	
111	Numérique	78,7	27,8	35,4	47,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	125,7	27,8	22,1																			125,7	27,8	13,8	
031	Assurance retraite des agents de l'Etat	150,0	26,1	17,4	850,0	5,0	0,6	99 300,0	21 609,0	21,8	100 300,0	21 640,0	21,6																			100 300,0	21 640,0	21,6	
107	Prévention et gestion des catastrophes				5 000,0	144,0	2,9				5 000,0	144,0	2,9																		5 000,0	144,0	2,9		
108	Modernisation des règles financières				6 000,0	982,0	16,4				6 000,0	982,0	16,4																		6 000,0	982,0	16,4		
110	Opérations Militaires à l'extérieur										0,0	0,0																			0,0	0,0	0,6		
112	Fonds de développement des arts et de la culture				1 200,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0	1 200,0	0,0	0,0																		1 200,0	0,0	0,0		
117	Fonds de Développement du Sport				3 000,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0	3 000,0	0,0	0,0																		3 000,0	0,0	0,0		
<b>TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES</b>		<b>498 536,5</b>	<b>116 780,8</b>	<b>23,4</b>	<b>158 211,0</b>	<b>5 757,7</b>	<b>3,6</b>	<b>291 708,4</b>	<b>33 832,3</b>	<b>11,6</b>	<b>948 455,9</b>	<b>156 370,7</b>	<b>16,5</b>	<b>577 813,1</b>	<b>90 975,0</b>	<b>15,7</b>	<b>64 598,0</b>	<b>3 928,9</b>	<b>6,1</b>	<b>318 816,9</b>	<b>61 056,7</b>	<b>19,2</b>	<b>961 219,0</b>	<b>155 960,7</b>	<b>16,2</b>	<b>1 909 675</b>	<b>312 331</b>	<b>1 909 675</b>	<b>312 331</b>	<b>16,4</b>					

Handwritten signature and initials.

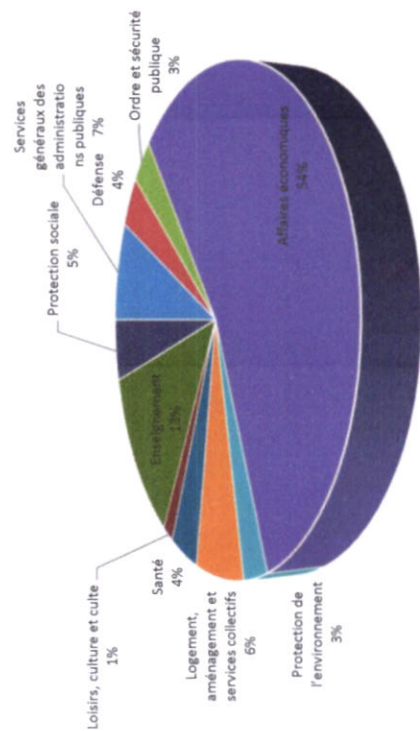


Code	Libellé Programme / Dotation	DEPENSES ORDINAIRES												DEPENSES EN CAPITAL (CREDITS DE PAIEMENT)						Total général														
		Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Total dépenses ordinaires (a)			Ressources intérieures			Ressources extérieures (dons)			Ressources extérieures (prêts)			Total dépenses en capital (b)		Prévisions annuelles initiales		Total Exécution (a)+(b)		Taux (%)					
		Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	Dotations initiales	Ordonnancement	Taux (%)	
001	001 Dotation pour l'Assemblée Nationale	15 427,4	7 742,8	50,2	1 802,1	31,1	5 790,6	1 802,1	31,1	500,0	25,5	5,1	21 716,0	9 570,5	44,1	3 070,9	0,0	0,0	3 070,9	0,0	0,0	24 789,0	9 570,5	38,6	24 789,0	9 570,5	38,6	24 789,0	9 570,5	38,6	24 789,0	9 570,5	38,6	
002	002 Dotation pour la Cour Constitutionnelle	1 883,5	398,3	21,1	803,2	132,8	803,2	132,8	16,5	3,6	3,0	82,1	2 690,3	534,1	19,9							2 690,3	534,1	19,9	2 690,3	534,1	19,9	2 690,3	534,1	19,9	2 690,3	534,1	19,9	
003	003 Dotation pour la Cour Suprême	2 124,8	847,8	39,9	1 034,0	172,2	1 034,0	172,2	16,7	57,4	53,9	94,0	3 216,3	1 073,9	33,4							3 216,3	1 073,9	33,4	3 216,3	1 073,9	33,4	3 216,3	1 073,9	33,4	3 216,3	1 073,9	33,4	
004	004 Dotation pour le Conseil Economique et Social	1 537,5	334,3	21,7	664,3	109,5	664,3	109,5	16,5	27,0	5,5	20,4	2 228,8	449,3	20,2							2 228,8	449,3	20,2	2 228,8	449,3	20,2	2 228,8	449,3	20,2	2 228,8	449,3	20,2	
005	005 Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1 239,4	326,4	26,3	1 078,3	100,1	1 078,3	100,1	9,3	3,0	0,0	0,0	2 320,7	426,5	18,4							2 320,7	426,5	18,4	2 320,7	426,5	18,4	2 320,7	426,5	18,4	2 320,7	426,5	18,4	
006	006 Dotation pour la Haute Cour de Justice	280,1	66,1	23,6	323,7	41,9	323,7	41,9	12,9	1,0	0,0	0,0	604,8	108,0	17,9							604,8	108,0	17,9	604,8	108,0	17,9	604,8	108,0	17,9	604,8	108,0	17,9	
007	007 Dotation pour le Médiateur de la République	169,3	39,4	23,2	677,8	35,0	677,8	35,0	5,2	3,4	0,0	0,0	850,5	74,4	8,7							850,5	74,4	8,7	850,5	74,4	8,7	850,5	74,4	8,7	850,5	74,4	8,7	
008	008 Dotation pour la Commission Electorale Nationale Autonome	882,1	215,1	24,4	703,5	76,1	703,5	76,1	10,8	7,0	0,9	13,1	1 592,5	292,2	18,3							1 592,5	292,2	18,3	1 592,5	292,2	18,3	1 592,5	292,2	18,3	1 592,5	292,2	18,3	
009	009 Dotation pour la Commission Béninoise des Droits de l'Homme	439,2	82,5	18,8	294,4	0,0	294,4	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0	735,8	82,5	11,2							735,8	82,5	11,2	735,8	82,5	11,2	735,8	82,5	11,2	735,8	82,5	11,2	
014	014 Dotation pour l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel	0,0	0,0	#DIV/0!	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	488,3	0,0	0,0	488,3	0,0	0,0							488,3	0,0	0,0	488,3	0,0	0,0	488,3	0,0	0,0	488,3	0,0	0,0	
010	010 Dotation pour la Présidence de la République	1 830,1	417,1	22,8	9 335,2	2 072,4	22,2	9 335,2	2 072,4	22 718,1	3 011,3	13,3	33 883,4	5 500,8	16,2	2 111,0	10 198,2	483,1	4 099,1	895,4	21,8	2 111,0	10 198,2	483,1	4 099,1	895,4	21,8	2 111,0	10 198,2	483,1	4 099,1	895,4	21,8	
011	011 Dotation pour la Cour des Comptes	1 666,5	223,7	13,4	2 596,6	212,0	8,2	2 596,6	212,0	80,0	35,0	43,8	4 343,1	470,7	10,8							4 343,1	470,7	10,8	4 343,1	470,7	10,8	4 343,1	470,7	10,8	4 343,1	470,7	10,8	
012	012 Dotation pour les dépenses d'intervention publique, accidentelles et imprévisibles	70 018,5	6 091,8	8,7	9 352,5	1 525,2	16,3	9 352,5	1 525,2	267 200,6	72 717,6	27,2	346 571,6	80 334,6	23,2							346 571,6	80 334,6	23,2	346 571,6	80 334,6	23,2	346 571,6	80 334,6	23,2	346 571,6	80 334,6	23,2	
013	013 Dotation pour les comptes d'aval et de garantie																																	
	013 Dotation pour les Charges financières de la dette												210 600,0	123 872,2								210 600,0	123 872,2		210 600,0	123 872,2		210 600,0	123 872,2		210 600,0	123 872,2		
	<b>TOTAL DOTATIONS BUDGETAIRES</b>	<b>97 498,5</b>	<b>16 785,4</b>	<b>17,2</b>	<b>32 654,0</b>	<b>6 279,3</b>	<b>19,2</b>	<b>291 091,6</b>	<b>75 852,8</b>	<b>26,1</b>	<b>631 844,1</b>	<b>222 789,7</b>	<b>35,3</b>	<b>631 844,1</b>	<b>222 789,7</b>	<b>35,3</b>	<b>3 970,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>4 099,1</b>	<b>895,4</b>	<b>21,8</b>	<b>10 181,0</b>	<b>11 093,6</b>	<b>109,0</b>	<b>642 025,1</b>	<b>233 883,3</b>	<b>36,4</b>	<b>642 025,1</b>	<b>233 883,3</b>	<b>36,4</b>	<b>642 025,1</b>	<b>233 883,3</b>	<b>36,4</b>
	<b>TOTAL BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>596 035,0</b>	<b>133 566,2</b>	<b>22,4</b>	<b>190 865,0</b>	<b>12 036,9</b>	<b>6,3</b>	<b>582 800,0</b>	<b>109 685,0</b>	<b>18,8</b>	<b>1 580 300,0</b>	<b>379 160,4</b>	<b>24,0</b>	<b>1 580 300,0</b>	<b>379 160,4</b>	<b>24,0</b>	<b>66 700,0</b>	<b>14 127,1</b>	<b>21,2</b>	<b>322 916,0</b>	<b>61 952,1</b>	<b>19,2</b>	<b>971 400,0</b>	<b>167 054,3</b>	<b>17,2</b>	<b>2 551 700,0</b>	<b>546 214,7</b>	<b>21,4</b>	<b>2 551 700,0</b>	<b>546 214,7</b>	<b>21,4</b>	<b>2 551 700,0</b>	<b>546 214,7</b>	<b>21,4</b>



## Annexe 2.3 : Présentation de l'exécution des dépenses de la Loi de Finances 2024 au 31 mars par fonction sur la base des prévisions annuelles (en millions de FCFA)

N°	FONCTION	Dépenses de personnel			Dépenses d'acquisitions de biens et services			Dépenses de transfert			Financement intérieur			Financement extérieur (dons)			Financement extérieur (prêts)			Total général			Observations
		Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	Prévisions (CF)	Ordonnancement	Taux	
01	Services généraux des administrations publiques	43 979	14 987,5	34,1%	40 338	6 654,7	16,6%	3 741,6	7,6%	903,3	26 101	7 294	10 198,2	139,8%	4 099	2 601,9	63,5%	170 855	39 127,2	22,9%	7,2%	Institutions, MDGL, MDC, MAE, MITP	
02	Défense	53 530	12 850,7	24,0%	20 932	127,6	0,6%	750	15,0%	6 627,6	18 240	0	0,0%	8 000	47,7	0,6%	101 452	19 668,8	19,4%	3,6%	MDN, OME		
03	Ordre et sécurité publique	65 911	13 958,8	21,2%	13 947	2 116,4	15,9%	10 888	52,3%	1 350,0	23 330	0	0,0%	0	0,0%	0,0%	113 476	17 417,4	15,3%	3,2%	MIL, MISP		
04	Affaires économiques	105 858	13 711,1	13,0%	36 775	1 976,0	5,4%	321 144	74 806,1	23,3%	166 706	23 955	506,5	2,1%	105 894	30 218,8	28,5%	970 950	299 355,7	30,5%	54,3%	MEF, MAEP, MCVT (Infrastructures), MPMEPE, MND, MEEM (Energie), MIC, Modernisation des régions, Charges financières de la dette publique, Dépenses imprévisibles et	
05	Protection de l'environnement	3 601	944,7	26,2%	143	0,0	0,0%	2 128	281,3	13,2%	20 220	22 497	1 603,9	7,1%	4 896	419,4	8,6%	53 465	16 423,6	30,7%	3,0%	MCVT (Environnement, Forêts et climat)	
06	Logement, aménagement et services collectifs	4 661	814,7	17,5%	4 201	0,0	0,0%	1 096	0,0	0,0%	186 015	5 738	0,0	0,0%	122 354	18 839,5	15,4%	324 065	34 507,2	10,6%	6,3%	MCVT (Pilotage et soutien, Villes et territoires durables, Construction et Habitat), MEEM (Pilotage, Eau et Mines)	
07	Santé	48 359	10 581,4	21,9%	10 687	0,0	0,0%	34 882	1 516,6	4,3%	18 965	0,0	0,0%	0,0%	2 707	8 560,2	40,6%	136 283	20 658,2	15,2%	3,8%	MS	
08	Loisirs, culture et culte	2 617	569,7	21,8%	5 166	201,2	3,9%	10 715	3 668,0	34,2%	60 209	3 400	0,0	0,0%	9 799	646,0	6,6%	91 906	7 984,9	8,7%	1,5%	MTCA, M.SPORT, FDAC, FDSports	
09	Enseignement	264 707	64 348,9	24,3%	49 955	642,2	1,3%	50 609	3 956,2	7,9%	47 695	0,0	0,0%	0,0%	44 415	618,6	1,4%	458 490	69 604,9	15,2%	12,7%	MEMP, MESFTP, MESRS	
10	Protection sociale	2 812	753,7	27,0%	9 321	278,6	3,0%	101 544	21 609,0	21,3%	14 703	0,0	0,0%	0,0%	2 376	0,0	0,0%	130 756	24 464,6	18,7%	4,5%	MASM, Assurance retraite des agents de l'Etat, Prévention et gestion des catastrophes	
<b>TOTAL FONCTIONS</b>		<b>566 035</b>	<b>133 566,2</b>	<b>22,4%</b>	<b>190 865</b>	<b>12 016,9</b>	<b>6,3%</b>	<b>582 800</b>	<b>109 683,0</b>	<b>18,8%</b>	<b>581 784</b>	<b>90 975,0</b>	<b>14 127,1</b>	<b>21,2%</b>	<b>322 916</b>	<b>61 952,1</b>	<b>19,2%</b>	<b>2 551 700</b>	<b>546 214,7</b>	<b>21,4%</b>	<b>100%</b>		



Présentation par fonction des dépenses budgétaires de la Loi de finances au 31 mars 2024



ANNEXE N°3 : MODIFICATIONS DE CREDITS INTERVENUES AU COURS DU  
PREMIER TRIMESTRE 2024



## SYNTHESE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTERE

Gestion : 2024

Période du

01/01/2024

au

31/03/2024

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
001 - ASSEMBLEE NATIONALE	3 070 920 000	24 788 969 569					3 070 920 000	24 788 969 569
002 - COUR CONSTITUTIONNELLE	0	2 690 311 000					0	2 690 311 000
003 - COUR SUPREME	0	3 216 257 000					0	3 216 257 000
004 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	2 228 821 000					0	2 228 821 000
005 - HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	0	2 320 673 000					0	2 320 673 000
006 - HAUTE COUR DE JUSTICE	0	604 830 000					0	604 830 000
007 - MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	850 477 000					0	850 477 000
008 - COMMISSION ELECTORALE NATIONALE AUTONOME	0	1 592 502 000					0	1 592 502 000
009 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	7 110 106 000	40 993 496 000	0	0	0	0	7 110 106 000	41 051 998 000
010 - AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	0	488 277 000					0	488 277 000
011 - MINISTERE DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	6 391 682 000	10 809 331 000					6 391 682 000	10 809 331 000
012 - MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	44 377 724 000	37 213 536 000					44 377 724 000	37 213 536 000
013 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 000 000 000	16 112 066 000					1 000 000 000	16 112 066 000
014 - MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	12 396 960 000	52 674 378 702	0	2 598 251 000	0	2 598 251 000	12 396 960 000	52 674 378 702
015 - MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	32 869 121 000	76 262 498 000					32 869 121 000	76 262 498 000
016 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	231 197 107 073	117 376 753 955					231 197 107 073	117 376 753 955
017 - MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	9 154 746 685	51 397 484 761	0	199 125 003	0	199 125 003	9 154 746 685	51 397 484 761
018 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	465 000 000	7 682 736 687					465 000 000	7 682 736 687
019 - MINISTERE DE LA SANTE	111 793 346 906	136 283 244 000					111 793 346 906	136 283 244 000
020 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	44 746 140 626	81 476 997 498					44 746 140 626	81 476 997 498
021 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	115 377 434 448	199 120 328 000					115 377 434 448	199 120 328 000
022 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	16 537 163 000	177 892 942 250					16 537 163 000	177 892 942 250
025 - MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	477 279 000	4 367 793 000					477 279 000	4 367 793 000
026 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	18 113 528 000	25 456 173 000					18 113 528 000	25 456 173 000
028 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	507 566 000	9 908 289 016					507 566 000	9 908 289 016
029 - MINISTERE DES SPORTS	40 082 216 000	43 801 954 962	0	0	0	0	40 082 216 000	44 534 704 962
030 - MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	18 239 984 000	93 452 093 000	0	54 233 500	0	54 233 500	18 239 984 000	93 452 093 000
033 - COMMISSION BENINOISE DES DROITS DE L'HOMME	0	735 779 000					0	735 779 000
034 - MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS	161 319 122 000	46 904 460 508					161 319 122 000	46 904 460 508
035 - MINISTERE DU NUMERIQUE ET DE LA DIGITALISATION	120 403 136 000	24 356 549 000					120 403 136 000	24 356 549 000
036 - COUR DES COMPTES	0	4 343 114 000					0	4 343 114 000



SYNTHESE DES MOUVEMENTS DE CREDITS PAR MINISTERE



Gestion : 2024 Période du 01/01/2024 au 31/03/2024

Section	Dotation Initiale		Crédit Annulé		Crédit Complémentaire		Dotation Finale	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
037 - MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DES TRANSPORTS CHARGE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	505 670 767 453	410 674 445 071	0	0	9 410 754 768	9 410 754 768	515 081 522 221	420 085 199 839
038 - MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES	345 625 715 349	165 950 806 642					345 625 715 349	165 950 806 642
<b>TOTAL GENERAL :</b>	<b>1 846 926 765 540</b>	<b>1 874 028 367 621</b>	<b>0</b>	<b>2 851 609 503</b>	<b>9 410 754 768</b>	<b>13 053 616 271</b>	<b>1 856 337 520 308</b>	<b>1 884 230 374 389</b>

**ANNEXE N°4 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES PAR  
COMPOSANTES AU 31 MARS 2024**



LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
<b>AFAIRES SOCIALES</b>										
APPUI A LA SOLIDARITE NATIONALE	14 737 470 000	13 763 147 000	14 737 470 000	13 763 147 000	125 000 000	125 500 000	0	0	0,85%	0,91%
MICRO-CREDITS AU PLUS PAUVRES POUR LA PROMOTION DES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS	0	733 720 000	0	733 720 000	0	183 430 000	0	0	0%	25,00%
PROMOTION DE LA FAMILLE	0	76 550 000	0	76 550 000	0	11 377 000	0	0	0%	14,86%
PROMOTION A LA BASE	0	20 000 000	0	20 000 000	0	3 512 500	0	0	0%	17,56%
SOUTIENS AUX PERSONNES EN SITUATIONS DE HANDICAP	0	227 700 000	0	227 700 000	0	3 650 000	0	0	0%	1,60%
TRANSFERT MONETAIRE AU MENAGE	0	512 940 000	0	512 940 000	0	0	0	0	0%	0,00%
<b>Total AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>14 737 470 000</b>	<b>15 334 057 000</b>	<b>14 737 470 000</b>	<b>14 737 470 000</b>	<b>125 000 000</b>	<b>327 469 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,85%</b>	<b>2,32%</b>
<b>AGRICULTURE</b>										
APPUI A LA CROISSANCE ECONOMIQUE RURALE	638 330 673	1 154 470 804	638 330 673	1 154 470 804	0	0	0	0	0,00%	0,00%
APPUI A LA DIVERSIFICATION AGRICOLE ET LA PRODUCTION VIVRIERE	10 932 926 580	8 151 144 295	10 932 926 580	8 151 144 295	0	0	0	0	0,00%	0,00%
CONTRÔLE DES NORMES D'EXPLOITATION DES PRODUITS HALIEUTIQUES	218 430 054	806 024 351	218 430 054	806 024 351	0	0	0	0	0,00%	0,00%
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES DANS LES COMMUNAUTÉS DE BASES	10 663 052 439	1 671 986 110	10 663 052 439	1 671 986 110	0	0	0	0	0,00%	0,00%
DÉVELOPPEMENT DES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS EN MILIEU RURAL	1 997 613 241	1 234 394 054	1 997 613 241	1 234 394 054	0	0	0	0	0,00%	0,00%
FONDS NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	0	483 190 341	0	483 190 341	0	0	0	0	0%	0,00%
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE	0	111 328 113	0	111 328 113	0	0	0	0	0%	0,00%
<b>Total AGRICULTURE</b>	<b>24 450 352 987</b>	<b>13 612 538 068</b>	<b>24 450 352 987</b>	<b>24 450 352 987</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>
<b>ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>										
ASSAINISSEMENT PLUVIAL	2 133 627 150	2 133 627 150	2 133 627 150	2 133 627 150	83 786 172	50 000 000	0	50 000 000	3,95%	2,34%
DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT SOCIAL	39 826 078 556	39 062 757 792	39 826 078 556	39 062 757 792	7 507 524 700	3 164 677 432	0	3 164 677 432	18,85%	8,10%
MODERNISATION DU SYSTÈME DE COLLECTE EFFICACE DES DÉCHETS	14 928 355 701	14 930 055 701	14 928 355 701	14 930 055 701	13 117 108 762	13 215 376 970	0	13 215 376 970	87,87%	88,52%
<b>Total ASSAINISSEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>	<b>56 888 061 407</b>	<b>56 126 440 643</b>	<b>56 888 061 407</b>	<b>56 888 061 407</b>	<b>20 708 419 634</b>	<b>16 430 054 402</b>	<b>0</b>	<b>16 430 054 402</b>	<b>36,40%</b>	<b>28,88%</b>
<b>EAU</b>										
ALIMENTATION EN EAU POTABLE	10 669 526 444	4 500 000 000	10 669 526 444	4 500 000 000	2 250 000 000	0	0	0	21,09%	0,00%
DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTION	5 339 296 670	7 384 700 000	5 339 296 670	7 384 700 000	25 791 090	2 816 700 237	0	2 816 700 237	0,48%	38,14%
SYSTÈME D'AEP	70 825 504 316	25 929 242 824	70 825 504 316	25 929 242 824	10 159 474 913	250 000 000	0	250 000 000	14,34%	0,96%
<b>Total EAU</b>	<b>86 834 327 430</b>	<b>37 813 942 824</b>	<b>86 834 327 430</b>	<b>86 834 327 430</b>	<b>12 435 266 003</b>	<b>3 066 700 237</b>	<b>0</b>	<b>3 066 700 237</b>	<b>14,32%</b>	<b>3,53%</b>



LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
BOURSES AUX ÉLÈVES DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	0	1 159 816 000	0	1 159 816 000	0	106 320 000	0	102 920 000	0%	9,17%
BOURSES ET SECOURS UNIVERSITAIRES	0	13 750 000 000	0	13 750 000 000	0	0	0	0	0%	0,00%
BOURSES POUR FORMATION DES FORMATEURS	0	360 000 000	0	360 000 000	0	360 000 000	0	0	0%	100,00%
CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES EDUCATIVE DANS LES TROIS ORDRES DE L'ENSEIGNEMENT	24 869 000 000	7 089 000 000	24 869 000 000	7 089 000 000	0	0	0	0	0,00%	0,00%
GRATUITÉ DE LA SCOLARISATION AU PRIMAIRE	0	6 305 550 000	0	6 305 550 000	0	0	0	0	0%	0,00%
GRATUITÉ DE LA SCOLARISATION DES FILLES AU SECONDAIRE	0	3 438 047 000	0	3 438 047 000	0	3 437 254 999	0	3 437 254 999	0%	99,98%
MISE À DISPOSITION DE MANUELS SCOLAIRES	0	3 167 309 000	0	3 167 309 000	0	52 086 026	0	0	0%	1,64%
OEUVRES UNIVERSITAIRES (RESTAURATION, TRANSPORT, HÉBERGEMENT, ETC.)	0	2 985 000 000	0	2 985 000 000	0	455 000 000	0	455 000 000	0%	15,24%
PROGRAMME CANTINE SCOLAIRE	0	13 808 664 000	0	13 808 664 000	0	13 808 664 000	0	0	0%	100,00%
RENFORCEMENT DES INFRASTRUCTURES SOCIALES	3 086 743 000	250 000 000	3 086 743 000	250 000 000	0	0	0	0	0,00%	0,00%
<b>Total EDUCATION</b>	<b>27 955 753 000</b>	<b>52 313 386 000</b>	<b>27 955 753 000</b>	<b>27 955 753 000</b>	<b>0</b>	<b>18 219 325 025</b>	<b>0</b>	<b>3 995 174 999</b>	<b>0,00%</b>	<b>65,17%</b>
DIVERS PROGRAMMES DE STAGE GÉRÉS PAR L'ANPE	0	2 047 000 000	0	2 047 000 000	0	0	0	0	0%	0,00%
<b>Total EMPLOI</b>	<b>0</b>	<b>2 047 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 047 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
BIOMASSE ÉLECTRICITÉ	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	1 025 000 000	0	0	0	50,00%	0,00%
DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE	2 343 000 000	877 200 000	2 343 000 000	877 200 000	0	0	0	0	0,00%	0,00%
ELECTRIFICATION DES LOCALITÉS RURALES	5 611 908 000	5 669 659 500	5 611 908 000	5 669 659 500	0	0	0	0	0,00%	0,00%
RENFORCEMENT ET EXTENSION DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES	1 000 000 000	2 646 181 983	1 000 000 000	2 646 181 983	0	0	0	0	0,00%	0,00%
<b>Total ENERGIE</b>	<b>11 004 908 000</b>	<b>11 243 041 483</b>	<b>11 004 908 000</b>	<b>11 004 908 000</b>	<b>1 025 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9,31%</b>	<b>0,00%</b>
ALIMENTATION DES DÉTENUÉS ET AUTRES	3 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	750 000 000	0	0	0	25,00%	0,00%
DROITS DE L'HOMME	41 377 724 000	10 780 000 000	41 377 724 000	10 780 000 000	10 405 000 000	0	0	0	25,15%	0,00%
DEPENSES DE SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	0	114 970 000	0	114 970 000	0	24 035 000	0	0	0%	20,91%
<b>Total JUSTICE</b>	<b>44 377 724 000</b>	<b>11 894 970 000</b>	<b>44 377 724 000</b>	<b>44 377 724 000</b>	<b>11 155 000 000</b>	<b>24 035 000</b>	<b>0</b>	<b>24 035 000</b>	<b>25,14%</b>	<b>0,05%</b>



LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
CONSTRUCTIONS ET ÉQUIPEMENTS DE CENTRES HOSPITALIERS	900 000 000	900 000 000	900 000 000	900 000 000	225 000 000	0	0	0	25.00%	0.00%
DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTHISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDIS	0	2 200 000 000	0	2 200 000 000	0	515 918 782	0	515 918 782	0%	23.45%
DÉPISTAGE ET TRAITEMENT DES AFFECTIONS PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (ASSISTANCE AUX HÉMODIALYSÉS ; DÉPISTAGE ET TRAITEMENT L'ULCÈRE DE BURULU, PNEUMO-PHTHISIOLOGIE, LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, LE SIDA, L'HÉPATITE, MALADIE NON TRANSMISSIBLES, LÈPRE, PALUDIS	5 715 000 000	6 422 230 000	5 715 000 000	6 422 250 000	6 210 034	56 750 000	0	0	0.11%	0.88%
DÉVELOPPEMENT DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE ET DE LA PHARMACOPÉE	150 000 000	136 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
PRISE EN CHARGE SANITAIRE DES INDIGENTS	0	6 637 832 285	0	6 637 852 285	0	803 190 972	0	803 190 972	0%	12.10%
SANTÉ COMMUNAUTAIRE	1 300 000 000	6 400 000 000	1 300 000 000	6 400 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
SANTÉ DE REPRODUCTION	675 000 000	1 355 000 000	675 000 000	1 355 000 000	0	0	0	0	0.00%	0.00%
TRANSFUSION SANGONNE	0	3 000 000 000	0	3 000 000 000	0	750 000 000	0	0	0%	25.00%
VACCINATION ET SOINS DE SANTÉ PRIMAIRE	400 000 000	1 766 500 000	400 000 000	1 766 500 000	0	325 000 000	0	0	0.00%	18.40%
<b>Total SANTÉ</b>	<b>9 140 000 000</b>	<b>28 831 602 285</b>	<b>9 140 000 000</b>	<b>9 140 000 000</b>	<b>231 210 034</b>	<b>2 450 859 754</b>	<b>0</b>	<b>1 319 109 754</b>	<b>2.53%</b>	<b>26.81%</b>
COMPÉTITIONS SPORTIVES	0	1 040 530 000	0	1 040 530 000	0	150 000 000	0	150 000 000	0%	14.42%
DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU SPORT À LA BASE	0	9 958 547 000	0	9 958 547 000	0	3 363 630 000	0	2 800 000 000	0%	33.78%
LOISIRS ET VIE ASSOCIATIVE	0	180 945 000	0	180 945 000	0	28 750 000	0	0	0%	15.89%
PROMOTION DU SPORT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRES	0	785 055 000	0	785 055 000	0	392 527 500	0	196 263 750	0%	50.00%
<b>Total SPORT</b>	<b>0</b>	<b>11 965 077 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 934 907 500</b>	<b>0</b>	<b>3 146 263 750</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>



LIBELLE	AE INITIAL	CP INITIAL	AE FINAL	CP FINAL	AE ENGAGE	CP ENGAGE	OP	ORDONNANCE	TAUX ENGAGE AE	TAUX ENGAGE CP
SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE	0	28 500 000	0	28 500 000	0	0	0	0	0%	0,00%
	5 500 000 000	2 000 000 000	5 500 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0	0,00%	0,00%
	7 377 400 000	4 501 400 000	7 377 400 000	4 501 400 000	1 085 169 742	701 167 800	0	692 542 800	14,71%	15,58%
<b>Total SÉCURITÉ ET PROTECTION CIVILE</b>	<b>12 877 400 000</b>	<b>6 759 900 000</b>	<b>12 877 400 000</b>	<b>12 877 400 000</b>	<b>1 085 169 742</b>	<b>701 167 800</b>	<b>0</b>	<b>692 542 800</b>	<b>8,43%</b>	<b>5,44%</b>
<b>Total Général</b>	<b>288 265 996 824</b>	<b>247 711 955 303</b>	<b>288 265 996 824</b>	<b>247 711 955 303</b>	<b>46 765 065 413</b>	<b>45 154 519 218</b>	<b>0</b>	<b>25 583 145 705</b>	<b>16,22%</b>	<b>18,23%</b>



ANNEXE N°5 : EXECUTION DES DEPENSES A SENSIBILITE DIRECTE SUR LE  
GENRE AU 31 MARS 2024

Exécution des dépenses à sensibilité directe sur le genre au 31 mars 2024

(en francs C.F.A)

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP	Exécution à fin mars 2024	Taux d'exe
018003001-Gestion des ressources humaines et emplois du ministère	MJL	26 800 000	0	0,0%
019002005-Elaboration, examen et codification des textes législatifs et réglementaires	MJL	36 865 000	0	0,0%
020001002-Renforcement des capacités des acteurs judiciaires	MJL	34 463 000	0	0,0%
020002002-Construction et équipement des juridictions, établissements pénitentiaires, CSEA et autres infrastructures judiciaires dans les juridictions	MJL	10 280 000 000	0	0,0%
021002004-Renforcement des capacités des structures intervenant en matière des droits de l'homme et internalisation des instruments juridiques applicables au Bénin	MJL	5 650 000	0	0,0%
021003004-Protection et prise en charge des enfants en conflits avec la loi ou en danger moral	MJL	18 830 000	0	0,0%
095002002-Modernisation du système Pénitentiaire	MJL	1 000 000 000	0	0,0%
026002031-Soutien à la cellule genre et environnement	MEF	43 148 000	0	0,0%
027001028-Formation annuelle du renforcement de capacités et de recyclage des AC et DAF	MEF	74 526 700	0	0,0%
029001013-Intégration des dimensions transversales des politiques publiques au processus budgétaire	MEF	20 000 000	0	0,0%
080002051-Promotion du genre et gestion de l'environnement	MISP	24 500 000	0	0,0%
082002027-Acquisition d'équipements spécifiques de secours et d'incendie	MISP	58 000 000	9 982 800	17,2%
082002028-Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 677 400 000	99 560 000	3,7%
035001009-Promotion de l'intégrité et lutte contre la corruption	MAEP	27 300 000	0	0,0%
035002005-Prise en compte du genre	MAEP	27 300 000	0	0,0%
035002007-Renforcement des capacités d'action des femmes rurales	MAEP	15 380 001	0	0,0%
035004004-Promotion et développement des services agricoles par les TIC (e-Agriculture)	MAEP	18 386 955	0	0,0%
036001004-Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Gestion Durable des Terres et de l'Agriculture Intelligente face au Changement climatique	MAEP	2 207 800	0	0,0%
036001014-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraîchers) PNDFHVA	MAEP	1 324 245 922	0	0,0%
036001015-Mise en œuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 132 830 615	0	0,0%
036001016-Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	1 059 396 738	0	0,0%
036001024-Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	3 527 041 898	673 195 123	19,1%
036002001-Appui à la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et d'aménagement des bas-fonds	MAEP	10 500 000	0	0,0%
036002015-Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	MAEP	1 756 289 435	0	0,0%
036002004-Appui à la réalisation des infrastructures de désenclavement	MAEP	4 500 000	0	0,0%
036002017-Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	767 981 430	0	0,0%
036003001-Renforcement des Infrastructures de stockage, de conservation, de transformation et de commercialisation	MAEP	111 328 113	0	0,0%
036003005-Renforcement des infrastructures de communication pour le stockage, la conservation, la transformation et la mise en marché des produits agricoles	MAEP	131 879 742	0	0,0%
036003008-Appui à la mise en place du FADEC Agriculture	MAEP	16 761 104	0	0,0%
036003010-Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	MAEP	1 524 245 921	0	0,0%
036003022-Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	2 342 288 025	223 696 248	9,6%
037001002-Appui à la production et à la distribution des intrants animaux et produits vétérinaires	MAEP	2 017 664	0	0,0%
037001004-Renforcement des capacités techniques au profit des éleveurs, pasteurs et agro-éleveurs	MAEP	11 957 664	0	0,0%
037001008-Programme National de Développement des filières Viande, Lait et Oeuf de table (PNDF VLO)	MAEP	2 384 412 786	0	0,0%
038001011-Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 480 385 334	0	0,0%
038001001-Appui à l'accessibilité des semences et intrants halieutiques de qualité	MAEP	57 893 848	0	0,0%



Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP	Exécution à fin mars 2024	Taux d'ex
045001008 - Appui au fonctionnement du Comité National de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose, la Paludisme, les Hépatites, les Infections Sexuellement Transmissibles et les Epidémies	MS	1 800 000 000	0	0,0%
045002010 - Prise en compte du genre et des questions Environnementales dans le secteur de la santé	MS	52 909 000	0	0,0%
045005007-Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles dans le domaine de la formation continue et de la recherche en santé	MS	65 950 000	0	0,0%
045005008-Promotion et valorisation de la recherche en santé	MS	20 000 000	0	0,0%
045005009 -Promotion de la formation continue	MS	20 000 000	0	0,0%
046003002-Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	3 985 000 000	0	0,0%
046003003-Prise en charge de la Tuberculose	MS	550 000 000	0	0,0%
046003004-Prévention et Lutte contre la Lèpre et l'Ulcère de Buruli	MS	285 000 000	0	0,0%
046003009-Prévention, Lutte contre les maladies transmissibles et maladies tropicales négligées	MS	150 000 000	0	0,0%
046003012-Promotion des soins palliatifs	MS	250 000 000	0	0,0%
046003013-Prévention et prise en charge des IST et du VIH SIDA	MS	2 430 000 000	0	0,0%
046003019-Prise en charge de la tuberculose Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie de Cotonou	MS	170 000 000	0	0,0%
046003020-Prise en charge de la tuberculose_Centre National Universitaire Pneumo-Phtisiologie d'Akron	MS	57 000 000	0	0,0%
046003021-Prévention et lutte contre la lèpre et l'Ulcère de Buruli -CDTUB ALLADA	MS	90 250 000	0	0,0%
046004002-Hygiène, assainissement de base et santé communautaire	MS	66 500 000	0	0,0%
046004003 - Gestion des épidémies et surveillance sanitaire	MS	1 071 014 000	0	0,0%
046004004-Santé de la mère et de l'enfant et soins infirmiers et obstétricaux	MS	680 000 000	0	0,0%
046004005 - Appui aux activités de santé de la reproduction	MS	675 000 000	0	0,0%
046004006-Vaccination et logistique vaccinale	MS	5 300 000 000	0	0,0%
046004008-Gestion de la santé scolaire et universitaire	MS	28 500 000	0	0,0%
046004010 - FADEC-Santé communautaire	MS	4 500 000 000	0	0,0%
046004012-Appui à la prise en charge médicale des victimes de violences basées sur le genre	MS	213 750 000	0	0,0%
046004013 - Appui au financement du SAMU	MS	290 000 000	0	0,0%
047001003 - Suivi des établissements privés de soins	MS	9 270 000	0	0,0%
047001012-Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie	MS	4 567 543 788	0	0,0%
047001014-Promotion de la médecine hospitalière	MS	54 377 000	0	0,0%
047001015 - Appui au fonctionnement des centres hospitaliers	MS	199 203 000	0	0,0%
047002007-Amélioration de l'accessibilité sanitaire dans la Commune de Tchaourou	MS	1 344 045 901	317 577 936	23,6%
047002009-Construction et équipement de l'Hôpital de Zone de Savè-Ouessè	MS	535 204 906	0	0,0%
047002010 - Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC Investissement	MS	1 300 000 000	0	0,0%
047002011 - Appui au fonctionnement des zones sanitaires (Subventions aux zones sanitaires et FADECEntretien et Réparations des Infrastructures)	MS	600 000 000	0	0,0%
047003002-Protection sanitaire	MS	4 412 852 285	246 940 972	5,6%
047003004-Assistance aux hémodialysés	MS	2 200 000 000	0	0,0%
047003005-Missions médico-chirurgicales	MS	68 400 000	0	0,0%
047003007-Assistance aux personnes souffrant de troubles psychiques	MS	114 000 000	0	0,0%
047004003-Amélioration de la disponibilité des produits sanguins labiles (Transfusion sanguine)	MS	3 377 317 155	0	0,0%
047004007-Assurance qualité des produits de santé et de l'eau	MS	919 302 614	0	0,0%
054005002-Cellule genre et environnement	MESRS	5 000 000	0	0,0%
055001002-Renforcement des capacités des enseignants	MESRS	1 160 102 000	0	0,0%
055001005-Promotion de l'enseignement supérieur public et privé	MESRS	90 000 000	0	0,0%
055003004-Projet de construction et d'équipement des nouveaux centres universitaires	MESRS	568 060 139	0	0,0%
055003005-Programme spécial de couverture des besoins en infrastructures et équipements des UNB	MESRS	3 000 000 000	0	0,0%
056002002-Valorisation des résultats de recherche et promotion de l'innovation	MESRS	220 000 000	0	0,0%
057001005-Projet de renforcement des infrastructures sociales	MESRS	250 000 000	0	0,0%



\*\*\*\*\*

Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP	Exécution à fin mars 2024	Taux d'exe
058005006-Promotion de l'alphabétisation et des langues nationales dans les départements	MESTFP	18 000 000	0	0,0%
059002038-Mise en œuvre de la mesure d'exonération des élèves filles de l'ESG des frais de scolarité	MESTFP	3 438 047 000	3 437 254 999	100,0%
060001025-PROMOTION DES TALENTS DANS L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	MESTFP	39 000 000	0	0,0%
060002036-INCITATION A L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS	MESTFP	1 159 816 000	102 920 000	8,9%
061002016-Mise en œuvre des activités du FAAPLN	MESTFP	135 540 000	0	0,0%
060003001-Mise en œuvre des activités de l'école des métiers du numérique	MESTFP	120 000 000	0	0,0%
<hr/>				
063001023-Transfert des ressources aux Communes pour la construction et l'équipement de salles de classe: FADEC-INVESTISSEMENT	MEMP	3 784 000 000	0	0,0%
062002023-Gestion environnementale et du genre	MEMP	30 000 000	0	0,0%
062004026-Suivi de l'alimentation scolaire	MEMP	43 388 000	0	0,0%
063002021-Organisation scolaire et de la prévision de l'Enseignement Primaire	MEMP	69 000 000	0	0,0%
063002022-Gestion de la santé et du sport scolaire de l'Enseignement Primaire	MEMP	92 000 000	0	0,0%
063002023-Evaluation et promotion des langues nationales	MEMP	4 000 000	0	0,0%
063002024-Gestion des établissements privés et de la promotion de la préscolarisation	MEMP	25 000 000	0	0,0%
063002027- : Lutte contre le sida en milieu scolaire au niveau du MEMP	MEMP	34 000 000	0	0,0%
063002025-Subventions aux écoles pour leur fonctionnement	MEMP	6 305 550 000	0	0,0%
063003006-Transfert au PAM par le MEMP des ressources pour l'achat des vivres au profit des écoles à cantines	MEMP	13 808 664 000	0	0,0%
064003018-Commande et distribution des manuels, des cahiers d'activités et matériels didactiques dans les EPP et les EM	MEMP	3 167 309 000	0	0,0%
064003020-Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel	MEMP	77 000 000	0	0,0%
<hr/>				
033004002-Accueil et réinsertion familiale des enfants en situation difficile (C.A.T.E)	MASM	60 000 000	0	0,0%
032001008-Coordination du Programme Affaires Sociales de Lutte contre le VIH, la tuberculose, etc.	MASM	23 500 000	11 291 830	48,1%
032001009-Appui à la Promotion Sociale et Solidarité Nationale	MASM	137 247 000	0	0,0%
032006004-Prospective, Programmation et Suivi-Évaluation des Programmes Budgétaires (PPBS)	MASM	80 000 000	0	0,0%
032006005-Gestion durable de l'environnement et Genre	MASM	15 000 000	0	0,0%
033002001-Mise en œuvre du Programme de Modernisation des Espaces Publics de Protection Sociale et de Promotion du Genre	MASM	1 000 000 000	0	0,0%
033004003-Promotion sociale et protection des personnes en situation de handicap et personnes âgées (DPSIPHPA)	MASM	47 700 000	0	0,0%
033004004-Formation professionnelle des Personnes Handicapées (CFPPH)	MASM	85 000 000	0	0,0%
033004006-Intégration scolaire des personnes vivants avec le Handicap (CPSA)	MASM	95 000 000	0	0,0%
033004007-Assistance sociale aux couches vulnérables (CPS)	MASM	512 940 000	0	0,0%
033004012-Promotion de la femme et du genre (DPFG)	MASM	35 000 000	0	0,0%
033004014-Protection de la famille, de l'enfant et de l'adolescent (DFEA, APPUI A LA LAE)	MASM	76 550 000	0	0,0%
033004015-Production, gestion et exploitation de l'information relative à la famille, à la femme, à l'enfant, à la protection sociale et au genre	MASM	60 000 000	0	0,0%
033004017-Mise en œuvre du projet de renforcement des filets sociaux au Bénin	MASM	4 880 410 300	0	0,0%
033007003-Assurance pour le Renforcement du Capital Humain	MASM	8 822 736 700	0	0,0%
034001002-Inclusion financière et autonomisation de la femme (DIFAE)	MASM	35 000 000	0	0,0%
034001003-Promotion de la microfinance (DPM)	MASM	20 000 000	0	0,0%
034002001-Transfert de ressources pour les activités de microcrédit	MASM	733 720 000	0	0,0%
<hr/>				
085002020-Appui à la Cellule sectorielle du MCVT de lutte contre le paludisme, la tuberculose, les IST	MCVT	38 000 000	0	0,0%
<hr/>				
091001001-Développement de la pratique sportive à la base	MSPORTS	22 424 831 000	0	0,0%
091001008-Construction d'une académie de football de jeunes filles	MSPORTS	600 000 000	0	0,0%
091002002-Sport scolaire et universitaire	MSPORTS	785 055 000	196 263 750	25,0%
091003001-Sport pour tous	MSPORTS	1 040 530 000	150 000 000	14,4%
092001002-Organisation des activités de promotion de la jeunesse	MSPORTS	180 945 000	0	0,0%
092002002-Appui et promotion des initiatives de loisirs	MSPORTS	50 000 000	0	0,0%
099003003-Appui aux communes et aux initiatives	MSPORTS	539 000 000	0	0,0%



Activité budgétaire	Ministère	Prévision CP	Exécution à fin mars 2024	Taux d'exe
113002005-Production et gestion des informations statistiques du Ministère	MEEM	59 000 000	0	0,0%
098001006-Restructuration et Extension du Système de Répartition et de Distribution de la Société Béninoise d'Énergie Électrique	MEEM	2 438 302 523	0	0,0%
098001009-Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'énergie électrique	MEEM	9 508 467 363	0	0,0%
098002004-Programme d'Actions pour l'Électrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	MEEM	5 154 659 500	0	0,0%
098002006-Projet d'Électrification Rurale (PERU)	MEEM	9 111 002 773	0	0,0%
098002007-Projet d'Extension et de Densification Électrique des Réseaux (PEDER)	MEEM	5 791 576 148	0	0,0%
098002019-FORSUN : Volet distribution	MEEM	842 904 745	0	0,0%
098002020-Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Électricité (P2AE)	MEEM	6 095 503 426	0	0,0%
098002021-Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet SI	MEEM	1 727 241 233	0	0,0%
098002024-Projet de mise aux normes et d'amélioration de qualité de service	MEEM	6 552 195 506	0	0,0%
098003001-Projet d'efficacité Énergétique et de Gestion Durable de la Biomasse Énergie (P2EGeDBE)	MEEM	1 210 000 000	0	0,0%
098003017-Extension de la Centrale Solaire DEFISSOL (FORSUN Volet Solaire)	MEEM	4 853 005 544	0	0,0%
094002003-Promotion des talents et renforcement des capacités dans le secteur de la culture (Classes culturelles)	MTCA	1 809 888 000	0	0,0%
049001001-Appui à la formation des enfants de troupe	MDN	860 505 000	0	0,0%
049001003-Participation aux compétitions sportives	MDN	15 000 000	0	0,0%
049006001-Appuis aux structures sanitaires	MDN	166 000 000	0	0,0%
049006002-Fourniture de soins de santé	MDN	174 788 000	0	0,0%
043001018-Renforcement des contrôles sur le travail des enfants	MTFP	73 000 000	0	0,0%
042002005-Genre et environnement	MTFP	24 000 000	0	0,0%
043003001-Promotion de la sécurité et de la santé au travail	MTFP	79 700 000	0	0,0%
043003002-Promotion de la sécurité sociale	MTFP	19 500 000	0	0,0%
109001001-Projet Accès des Citoyens aux Médias de Qualité	MND	500 000 000	0	0,0%
109003001-Projet de Modernisation des Médias de Services Publics	MND	2 198 282 000	0	0,0%
050003009-Promotion du genre dans les domaines d'intervention du ministère	MPMEPE	39 000 000	0	0,0%
050002005-Amélioration de la gestion des ressources humaines	MPMEPE	34 000 000	0	0,0%
051004001-Anpe	MPMEPE	2 047 000 000	0	0,0%
051006001-Renforcement de la Coordination des actions de promotion de l'emploi	MPMEPE	84 000 000	0	0,0%
052001003-UCIMB	MPMEPE	1 200 000 000	0	0,0%
052002002-FDA	MPMEPE	1 500 000 000	375 000 000	25,0%
053003002-Agence de développement des pme	MPMEPE	1 700 000 000	0	0,0%
053004004-Mise en œuvre du projet de promotion du sel local xwajê (ProSel)	MPMEPE	388 000 000	0	0,0%
040007002-Coopération décentralisée et intercommunalité	MDGL	13 589 270	0	0,0%
041002003-Assistance conseil aux communes	MDGL	238 462 245	0	0,0%
<b>Total</b>		<b>223 019 317 759</b>	<b>5 843 683 658</b>	<b>2,6%</b>

**ANNEXE N°6 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES AU CHANGEMENT  
CLIMATIQUE AU 31 MARS 2024**



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*

Exécution des dépenses relatives aux changements climatiques au 31 mars 2024  
(en FCFA)

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2024			Exécution			Taux d'ex
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
1	Construction et équipements des infrastructures de secours	MISP	2 677 400 000		2 677 400 000	99 560 000		99 560 000	3,7%
2	Gestion intégrée des espaces frontaliers	MISP	2 000 000 000		2 000 000 000	0		0	0,0%
3	Projet de mise en place d'un Système Moderne d'Enquêtes sur les Statistiques Agricoles et Nutritionnelles (SYMESAN)	MAEP	971 113 676		971 113 676	0		0	0,0%
4	Projet d'Appui au Développement du Maraichage (PADMAR)	MAEP	5 304 128 850		5 304 128 850	1 800 188 613		1 800 188 613	33,9%
5	Mise en oeuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières à Hautes Valeurs Ajoutées (Ananas, Anacarde, Produits Maraichers) PNDF-HVA	MAEP	1 324 245 922		1 324 245 922	0		0	0,0%
6	Mise en oeuvre des Programmes Nationaux de Développement des Filières Conventionnelles (Riz, Maïs, Manioc) PNDFC	MAEP	1 132 830 615		1 132 830 615	0		0	0,0%
7	Programme National de Développement de la Mécanisation Agricole (PNDMA)	MAEP	1 059 396 738		1 059 396 738	0		0	0,0%
8	Projet d'appui au développement de la filière anacarde et de l'entrepreneuriat agricole (PADEFA-ENA)	MAEP	2 400 419 415		2 400 419 415	0		0	0,0%
9	Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM)	MAEP	3 529 944 152		3 529 944 152	1 472 113 008		1 472 113 008	41,7%
10	Programme National de Développement de la Filière Palmier à Huile (PNDF-PH)	MAEP	1 006 264 492		1 006 264 492	0		0	0,0%
11	Projet d'appui à la Transition Agroécologique dans les Zones Cotonnières du Bénin phase 2 (TAZCO 2)	MAEP		2 756 936 226	2 756 936 226		0	0	0,0%
12	Programme National de Développement des Plantations et des grandes Cultures (PND GC)	MAEP		2 214 153 073	2 214 153 073		0	0	0,0%
13	Projet d'Appui au développement des Investissements Agricoles Productifs (PADIAP)	MAEP	3 527 041 898		3 527 041 898	673 195 123		673 195 123	19,1%
14	Projet d'Urgence pour le Renforcement de la Résilience des Acteurs du Secteur Agricole - PUR-ZEDAGA	MAEP	2 000 000 000		2 000 000 000	0		0	0,0%
15	Mise en oeuvre du programme de développement de l'irrigation	MAEP	859 396 738		859 396 738	0		0	0,0%
16	Projet d'Appui à la Valorisation Durable et de Gestion Intégrée des Périmètres Hydro-Agricole (PAVPHA)	MAEP		777 904 681	777 904 681		0	0	0,0%
17	Projet de Développement Intégré des chaînes de Valeur Agricole au Bénin (PDI CVA)	MAEP	1 756 289 434		1 756 289 434	0		0	0,0%
18	Programme National de Développement de la Filière Arboriculture Fruitière	MAEP	767 981 430		767 981 430	0		0	0,0%
19	Programme National de Développement de la Filière Karité	MAEP	567 981 430		567 981 430	0		0	0,0%
20	Projet de Développement des Infrastructures Agricoles et de Désenclavement dans la Basse et Moyenne Vallée de l'Ouémé - PDIAD-BMVO	MAEP	3 335 487 150		3 335 487 150	437 925 476		437 925 476	13,1%
21	Projet d'Aménagement Hydro-Agricole et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans la Basse Vallée du Fleuve Mono - PAHAC-BVM	MAEP	1 400 000 000		1 400 000 000	0		0	0,0%
22	Fonds d'Appui au Développement des Communes, volet Agriculture (FADEC-Investissement)	MAEP	1 524 245 921		1 524 245 921	0		0	0,0%
23	Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)	MAEP	2 171 825 584		2 171 825 584	0		0	0,0%
24	Projet des Centres d'innovations vertes pour le secteur agro-alimentaire au Bénin	MAEP		855 172 407	855 172 407		0	0	0,0%
25	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES PROTEINIQUES (PADEFIP)	MAEP	1 828 894 982		1 828 894 982	0		0	0,0%
26	Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières et à la Diversification des Exportations (PACOFIDE)	MAEP	13 078 230 278		13 078 230 278	816 842 375		816 842 375	6,2%
27	Projet Régional d'Intégration des Marchés Agricoles (PRIMA)	MAEP	2 342 288 025		2 342 288 025	233 696 248		233 696 248	10,0%
28	Projet de Développement des Services Agricoles (PDSA)	MAEP	1 477 267 548		1 477 267 548	0		0	0,0%
29	Programme National de Développement des filières Viande, Lait et Oeuf de table (PNDF VLO)	MAEP	2 384 412 786		2 384 412 786	0		0	0,0%
30	Projet de Sédentarisation des Troupeaux de Ruminants au Bénin (ProSeR)	MAEP	3 201 286 048		3 201 286 048	0		0	0,0%
31	Projet d'Appui au Développement des Filières Lait et Viande et à la Promotion des Entreprises d'Elevage (PRODEFILAV-PEL)	MAEP	1 866 938 276		1 866 938 276	0		0	0,0%
32	Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale en République du Bénin (PROVAC2)	MAEP	891 330 071		891 330 071	0		0	0,0%
33	Programme National de Développement des Filières Aquaculture (PNDF-Aquaculture)	MAEP	1 965 661 229		1 965 661 229	0		0	0,0%
34	Projet de promotion de l'aquaculture durable et de compétitivité des chaînes de valeur de la pêche (PROMAC)	MAEP	3 480 385 334		3 480 385 334	0		0	0,0%
35	Promotion et développement de la e-santé	MS	300 000 000		300 000 000	0		0	0,0%
36	Prévention et lutte contre le Paludisme	MS	3 700 000 000		3 700 000 000	0		0	0,0%
37	Vaccination et logistique vaccinale	MS	600 000 000		600 000 000	0		0	0,0%
38	Construction et équipement d'un Centre Hospitalier Universitaire et d'une unité de radiothérapie	MS	4 567 543 788		4 567 543 788	0		0	0,0%
39	Projet de construction/réhabilitation de 5 CHU, de 4 CHD et de 14 IZ	MS	5 673 179 965		5 673 179 965	0		0	0,0%
40	Projet de construction d'un CHU général, d'un CHU mère-enfant et d'une maison de santé	MS	6 000 000 000		6 000 000 000	7 276 170 792		7 276 170 792	121,3%
41	Appui à la mise en place des infrastructures sanitaires dans les Communes (FADEC-Investissement)	MS	1 300 000 000		1 300 000 000	0		0	0,0%
42	Projet de Construction et d'Équipement des Centres de Santé de niveau périphérique	MS	5 139 900 000		5 139 900 000	0		0	0,0%
43	Aménagement de stations balnéaires	MTCA	37 102 444 000		37 102 444 000	645 986 042		645 986 042	1,7%
44	Aménagement des Sites Touristiques et de leurs Voies d'Accès	MTCA	1 083 000 000		1 083 000 000	0		0	0,0%
45	Préservation et mise en valeur du patrimoine culturel et du patrimoine naturel à caractère culturel	MTCA	175 000 000		175 000 000	0		0	0,0%
46	Appui aux Communes et aux initiatives touristiques et culturelles	MTCA	250 000 000		250 000 000	0		0	0,0%
47	Adaptation des villes aux changements climatiques	MCVT	5 092 295 940		5 092 295 940	0		0	0,0%
48	Travaux de voirie et d'aménagement urbain	MCVT	3 637 783 327		3 637 783 327	0		0	0,0%
49	Réhabilitation et d'aménagement des voiries des villes de Cotonou, Parakou, Porto-Novo, Bohicon, Abomey, Abomey-Calavi, Ouidah, Semé-Podji et Lokossa : Asphaltage	MCVT	19 895 502 273		19 895 502 273	0		0	0,0%



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2024			Exécution			Taux d'ex
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
50	Mise en oeuvre du projet d'Assainissement Pluvial de Cotonou	MCVT		47 695 646 775	47 695 646 775		7 488 435 920	7 488 435 920	15,7%
51	Aménagement de la voirie dans le centre-ville de Ouidah	MCVT	100 000 000		100 000 000	0		0	0,0%
52	Modernisation de la gestion des boues de vidange et eaux usées dans les grandes villes du Bénin	MCVT		315 000 000	315 000 000		147 780 998	147 780 998	46,9%
53	Aménagement foncier et paysager de la route des pêches	MCVT	800 000 000		800 000 000	0		0	0,0%
54	Programme de Verdissement Du Grand Nokoué	MCVT		100 000 000	100 000 000		0	0	0,0%
55	Amélioration de la mobilité urbaine dans le Grand Nokoué	MCVT	300 000 000		300 000 000	30 065 449		30 065 449	10,0%
56	Assainissement pluvial par l'Etat des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT		2 175 554 006	2 175 554 006		0	0	0,0%
57	Appui aux structures publiques intervenant dans la mise en œuvre du programme BRIC	MCVT	1 933 627 150		1 933 627 150	0		0	0,0%
58	Projet de Réhabilitation et d'aménagement des voiries dans neuf villes du Bénin	MCVT	1 581 469 233		1 581 469 233	0		0	0,0%
59	Appui à la décentralisation	MCVT	2 587 000 001		2 587 000 001	0		0	0,0%
60	Mise en oeuvre de l'Assainissement pluvial des villes secondaires	MCVT		3 532 301 758	3 532 301 758		786 007 615	786 007 615	22,3%
61	Developpement de l'infrastructure géographique de base et du cadastre	MCVT	1 000 000 000		1 000 000 000	0		0	0,0%
62	Dotation des communes bénéficiaires du BRIC pour la mise en place des investissements résilients au changement climatique	MCVT	5 001 557 236		5 001 557 236	0		0	0,0%
63	Appui au renforcement des capacités des communes bénéficiaires du BRIC	MCVT	480 480 000		480 480 000	0		0	0,0%
64	Programme Spécial d'Accélération du Développement de la Commune de Bantè (ProSAD Bantè)	MCVT	3 805 910 855		3 805 910 855	0		0	0,0%
65	Projet de construction et de restauration de la route des pêches et de la route des esclaves Cotonou/Ouidah	MCVT	4 190 199 634		4 190 199 634	0		0	0,0%
66	Projet de transport urbain à Parakou	MCVT		2 184 087 942	2 184 087 942		0	0	0,0%
67	Promotion de logements décents	MCVT	27 850 341 465		27 850 341 465	6 868 451 400		6 868 451 400	24,7%
68	Construction de la Plateforme agro-alimentaire du Grand Nokoué (marché de gros)	MCVT	12 529 592 088		12 529 592 088	527 362 921		527 362 921	4,2%
69	Construction de 35 marchés urbains et régionaux	MCVT		600 000 000	600 000 000		0	0	0,0%
70	Construction et réhabilitation de cités, de bâtiments administratifs et infrastructures sociocommunautaires (PCBAIS)	MCVT	30 110 623 243		30 110 623 243	2 194 533 103		2 194 533 103	7,3%
71	Projet de Construction d'un Quartier Culturel et Créatif en République du Bénin	MCVT	5 000 000 000		5 000 000 000	4 263 488 549		4 263 488 549	85,3%
72	Programme Spécial de Réhabilitation de la Cité Historique d'Abomey (PSRCHA)	MCVT	1 500 000 000		1 500 000 000	0		0	0,0%
73	Intégration de la dimension genre, environnement, changement climatique et digitalisation dans les interventions du MCVT	MCVT	44 000 000		44 000 000	0		0	0,0%
74	Appui à la gestion durable de l'environnement	MCVT	1 215 000 000		1 215 000 000	0		0	0,0%
75	Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers	MCVT		12 095 055 701	12 095 055 701		10 567 595 972	10 567 595 972	87,4%
76	Mise en œuvre de l'adaptation basée sur les écosystèmes	MCVT	1 250 000 000		1 250 000 000	11 457 800		11 457 800	0,9%
77	Résilience climatique du bassin de l'Ouémé	MCVT	125 000 000		125 000 000	0		0	0,0%
78	Protection du littoral contre l'érosion côtière	MCVT	1 838 707 538		1 838 707 538	47 198 820		47 198 820	2,6%
79	Investissement pour la résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest	MCVT	11 887 095 369		11 887 095 369	1 150 494 082		1 150 494 082	9,7%
80	Réhabilitation du lac Ahémé et ses chenaux	MCVT		2 500 000 000	2 500 000 000		2 500 000 000	2 500 000 000	100,0%
81	Aménagement et Réhabilitation du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novu	MCVT	200 000 000		200 000 000		50 000 000	50 000 000	25,0%
82	Appui à la gestion des forêts communales (phase II PAGEFCOM)	MCVT	1 400 000 000		1 400 000 000		51 441 682	51 441 682	3,7%
83	Gestion durable des forêts classées	MCVT	11 592 305 892		11 592 305 892		821 341 522	821 341 522	7,1%
84	Conservation de la biodiversité et gestion durable des espaces forestiers et des terres (PNCBGDEFT)	MCVT	2 700 000 000		2 700 000 000		0	0	0,0%
85	Conservation et utilisation durable des écosystèmes de mangrove dans le sud du Bénin	MCVT		810 000 000	810 000 000		0	0	0,0%
86	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2: Tronçon Bérébououay-Kandi-Malanville (177,20 Km)	MCVT	3 863 696 797		3 863 696 797	5 189 552 517		5 189 552 517	134,3%
87	Aménagement et Bitumage de la RNIE 7: Tronçon Banikoura-Kérérou-Fr Burkina-Faso (53,60 Km)	MCVT	891 276 518		891 276 518	916 148 174		916 148 174	102,8%
88	Travaux d'aménagement et de bitumage de la route BETEROU-TCHAUROU (55 KM)	MCVT	2 099 960 191		2 099 960 191	0		0	0,0%
89	Aménagement et Bitumage de la route Djougou-Pehunco-Kérou-Banikoara	MCVT	17 800 213 898		17 800 213 898	2 468 335 411		2 468 335 411	13,9%
90	Réhabilitation des routes Ouidah Allada et Pahou Tori	MCVT	1 206 360 761		1 206 360 761	0		0	0,0%
91	Aménagement et bitumage de la route Ouédo-Tori (15,5Km)	MCVT	2 081 588 644		2 081 588 644	0		0	0,0%
92	Traversée et Contournement de Parakou	MCVT		668 848 149	668 848 149		34 885 376	34 885 376	5,2%
93	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole 2024-2026	MCVT	2 693 265 330		2 693 265 330	0		0	0,0%
94	Développement des infrastructures socio-économiques et de sécurité alimentaire (PDISSA)	MEEM	2 264 000 000		2 264 000 000	635 299 600		635 299 600	28,1%
95	Développement intégré et adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger (PIDACC-Bénin)	MEEM	1 500 000 000		1 500 000 000	0		0	0,0%
96	Développement des Infrastructures Hydrauliques Multifonctions et gestion Durable des Ressources en Eau (PDIHM-GDRE) Phase 2	MEEM	1 230 700 000		1 230 700 000	0		0	0,0%
97	Renforcement du système d'AEP de la ville de Cotonou et ses agglomérations - phase 3	MEEM	1 185 808 000		1 185 808 000	0		0	0,0%
98	Renforcement du système d'AEP des villes de Savé, Dassa-Zoumè, Glazoué et environs	MEEM	1 299 999 592		1 299 999 592	0		0	0,0%
99	Renforcement du système d'AEP des villes de Boukoubé, Cové et Zangnanando	MEEM	723 435 886		723 435 886	122 844 563		122 844 563	17,0%



MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*

N°	Projet	Ministère	Prévisions 2024			Exécution			Taux d'ex
			Adaptation	Atténuation	Total	Adaptation	Atténuation	Total	
100	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey, Bohicon, Djidja, Agbanyizoun, Zakpota, Zogbodomey (Remboursement BGF1)	MEEM	6 001 397 175		6 001 397 175	0		0	0,0%
101	Renforcement du système d'AEP des villes d'Abomey-Calavi et environs Phase 1 (Remboursement ECOBANK)	MEEM	5 110 292 998		5 110 292 998	0		0	0,0%
102	Renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de Parakou et environs, Phase 2 (PRSAEP Paarakou phase 2)	MEEM	1 672 400 000		1 672 400 000	0		0	0,0%
103	Renforcement du système d'alimentation en eau potable dans les départements du Couffo et du Plateau	MEEM	1 208 033 998		1 208 033 998	0		0	0,0%
104	Alimentation en eau potable des villes de Savalou, Bassila, Banté, Ouèssè et environs à partir des eaux de surface (PAEPVILLES SBBO)	MEEM	4 500 000 000		4 500 000 000	0		0	0,0%
105	Renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes de Banikouara, Bembéréké, Nikki et leurs environs (PRSSAEP VILLES BBN)	MEEM	4 035 316 762		4 035 316 762	0		0	0,0%
106	Projet d'alimentation en eau potable des infrastructures touristiques de la ville de Ouidah	MEEM	4 300 141 802		4 300 141 802	0		0	0,0%
107	Renforcement systèmes d'AEP des villes de Lokossa, Athiémié et environs (Villes Mono- Couffo)	MEEM	3 000 000 000		3 000 000 000	0		0	0,0%
108	Mesures d'urgence pour le renforcement en eau potable de la zone de Akpakpa (Cotonou) et Agblangandan (Sémè-Kpodji) à partir des champs de captage de Porto-Nono	MEEM	798 000 000		798 000 000	0		0	0,0%
109	Programme AQUA-VIE	MEEM	20 611 463 271		20 611 463 271	7 431 016 518		7 431 016 518	36,1%
110	Construction et réhabilitation de 44 AEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	2 357 299 990		2 357 299 990	0		0	0,0%
111	Construction de 95 Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable multi-Village (PASAEF 95)	MEEM	14 611 233 064		14 611 233 064	0		0	0,0%
112	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	5 000 000 000		5 000 000 000	512 101 469		512 101 469	10,2%
113	Projet "Equité" de renforcement des systèmes existants et de construction de 77 nouveaux systèmes dans les zones critiques (PRSECNSZC 77)	MEEM	4 800 000 000		4 800 000 000	0		0	0,0%
114	Projet d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et assainissement des eaux usées urbaines (PEPRAU)	MEEM		1 000 000 000	1 000 000 000		0	0	0,0%
115	Projet d'Accès Durable et Sécurisé du Bénin à l'énergie électrique	MEEM		9 508 467 363	9 508 467 363	1 549 829 146		1 549 829 146	16,3%
116	Programme d'Actions pour l'Electrification des Localités Rurales au Bénin (PAELRB) : Electrification de 200 localités par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE	MEEM		5 154 659 500	5 154 659 500	55 399 356		55 399 356	1,1%
117	Projet d'Electrification Rurale (PERU)	MEEM		9 111 002 773	9 111 002 773	1 322 458 614		1 322 458 614	14,5%
118	Projet de Sécurisation Electrique des Bâtiments Administratifs	MEEM		2 300 000 000	2 300 000 000	0		0	0,0%
119	Projet d'Augmentation de l'Accès à l'Electricité (P2AE)	MEEM		6 095 503 426	6 095 503 426	0		0	0,0%
120	Modernisation du Système d'Information de la SBEE DEFISSOL Volet S1	MEEM		1 727 241 233	1 727 241 233	0		0	0,0%
121	Projet de mise aux normes et d'amélioration de qualité de service	MEEM		6 552 195 506	6 552 195 506	0		0	0,0%
122	Fourniture et installation de lampadaires solaires photovoltaïques pour l'éclairage public de voiries	MEEM		419 784 425	419 784 425	0		0	0,0%
123	Projet de Modernisation et d'Extension des Réseaux de la SBEE dans les grands centres urbains (ProMER)	MEEM		1 500 000 000	1 500 000 000	0		0	0,0%
124	Projet d'efficacité Energétique et de Gestion Durable de la Biomasse Energie (P2EGeDBE)	MEEM		1 210 000 000	1 210 000 000	0		0	0,0%
125	Électrification par système solaire photovoltaïque de 750 infrastructures socio-communautaires	MEEM		2 293 945 117	2 293 945 117	0		0	0,0%
126	Extension de la Centrale Solaire DEFISSOL (FORSUN Volet Solaire)	MEEM		4 853 005 544	4 853 005 544	0		0	0,0%
127	Construction du barrage hydro multifonctions de DOGO-BIS	MEEM		700 000 000	700 000 000	0		0	0,0%
128	Prévention et gestion des catastrophes	MEF	5 000 000 000		5 000 000 000	0		0	0,0%
<b>TOTAL BUDGET CLIMAT</b>			<b>411 148 570 463</b>	<b>139 776 026 838</b>	<b>550 924 597 301</b>	<b>45 824 028 054</b>	<b>25 375 176 201</b>	<b>71 199 204 254</b>	<b>12,9%</b>

**ANNEXE N°7 : EXECUTION DES DEPENSES RELATIVES A L'ENTRETIEN ET A  
LA MAINTENANCE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS AU 31 MARS 2024**



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

\*\*\*\*, \*\*

Exécution des dépenses relatives à l'entretien et à la maintenance des investissements au 31 mars 2024  
(en FCFA)

N°	Projets	Ministère	Prévisions 2024 en FCFA	Exécution au 31 mars	Taux d'exécution (en %)
1	Programme de Réhabilitation et d'Équipements des Infrastructures au niveau Central et des Préfectures	MDGL	800 000 000	552 798 377	69,1%
2	Projet de construction/réhabilitation de 5 CHU, de 4 CHD et de 14 HZ	MS	5 673 179 965	0	0,0%
3	Construction et réhabilitation de cités, de bâtiments administratifs et infrastructures sociocommunautaires (PCBAIS)	MCVT	30 110 623 243	2 194 533 103	7,3%
4	Réhabilitation et Renforcement de la RNIE 2 : Tronçon Bérébouay-Kandi-Malanville (177,20Km)	MCVT	3 863 696 797	5 189 552 517	134,3%
5	Réhabilitation des routes Ouidah Allada et Pahou Tori	MCVT	1 206 360 761	0	0,0%
6	Construction et entretien des routes en terre	MCVT	4 666 666 667	0	0,0%
7	Travaux d'aménagement et d'entretien des routes et pistes rurales dans le cadre de la campagne agricole 2024-2026	MCVT	2 693 265 330	0	0,0%
8	Construction et réhabilitation de 44 AEV - Tranche 3 du programme d'urgence du Plan Directeur d'Approvisionnement en Eau Potable	MEEM	2 357 299 990	0	0,0%
9	Réhabilitation des adductions d'eau villageoises existantes, renforcement et densification des réseaux de distribution	MEEM	5 000 000 000	512 101 469	10,2%
<b>Total</b>			<b>56 371 092 753</b>	<b>8 448 985 466</b>	<b>15,0%</b>